

GRASPE

Groupe de Réflexion sur l'avenir du Service Public Européen
Reflection Group on the Future of the European Civil Service

G



Cahier n° 52
Janvier 2026

R

Éditorial : L'Europe et ses institutions face à leurs défis 3

Large Scale Review : a questionnaire 10

Droits de douane US. Que peut faire l'Europe ? avec G. Duval 11

Peut-on éviter la vassalisation de l'Europe ?, avec G. Duval 28

Fake news, comment s'en prémunir ? avec H. Krivine 47

Assurer le leadership de l'Europe dans l'énergie de fusion 60

Le personnel contractuel international des missions civiles (PSDC) de l'Union européenne et contraintes de recrutement 64

Chypre : où va-t-on ? avec JF Drevet 73

L'élargissement de l'Union européenne, avec JF Drevet 97

Competitiveness for a Strong EU in a Geopolitical World (conference UEF avec M. Ferber) 116

A

S

P

E

*Changer l'état des choses est aisé,
l'améliorer est très difficile*
ERASME

Diffusion strictement limitée aux personnels des Institutions européennes

Éditeur responsable : Georges VLANDAS

Rédaction : Hugo ARCANGELI, Ollivier BODIN, Yves CAELEN, Louis CUZIN, Tremeur DENIGOT, Guillaume DUVAL, Tomas GARCIA AZCARATE, Nikos KASTRINOS, Andréa MAIRATE, Paolo PONZANO, Kim SLAMA, Bertrand SORET, Jean-Paul SOYER, Catherine VIEILLEDENT, Georges VLANDAS, Sylvie VLANDAS.

Site web et maquette : Jean-Paul SOYER

Diffusion : Agim ISLAMAJ

Société éditrice : GRAACE AISBL

© GRASPE 2026

Contributeurs et personnes ayant participé aux travaux du GRASPE

Envoyez vos réactions et contributions à : courrierlecteur@graspe.eu

Retrouvez tous les numéros de GRASPE sur notre site

graspe.eu

Éditorial

L'Europe et ses institutions face à leurs défis 13 propositions pour le débat

L'Union européenne traverse un moment critique. Cela concerne aussi au premier chef sa fonction publique qui est aujourd'hui sous pression.

Nous observons d'abord une montée des tensions aussi bien politiques qu'économiques ou militaires entre les principaux blocs géopolitiques. Une telle configuration nous menace tous dans le cadre de l'économie mondialisée.

S'y ajoute la multiplication des conflits armés, ouverts ou non, à l'est de l'Europe mais aussi au Proche-Orient, en Mer de Chine, en Asie du Sud-Est et en Afrique centrale. Ces conflits, expression de la rivalité entre blocs, ravivent la course aux armements et relèguent, dans le contexte budgétaire actuel, au second plan le financement des besoins sociaux ou ceux liés à la lutte contre le changement climatique et la transition vers une économie verte. Ces tensions sortent du cadre institutionnel multilatéral précédemment établi pour réguler les différentes dimensions de la mondialisation, et cela laisse la place à une brutalisation des relations internationales. Cette évolution est contraire au paradigme qui a sous tendu l'Union européenne basé sur le multilatéralisme et le respect du droit et des valeurs universelles.

La montée des forces obscurantistes, d'extrême droite souvent à connotation théocratique, et anti-européennes, n'épargne pas l'Union européenne, même si pour l'instant elle est préservée de ses formes les plus extrêmes.

Le débat public lui-même devient bloqué, les différentes positions se nourrissant de vérités alternatives, de certitudes assenées et de fake news. La propagation des vérités alternatives et de fake news traduisent et illustrent la montée des formes autoritaires du pouvoir. Ce n'est donc plus seulement le fait de forces politiques

marginales. Une partie des élites établies, soutenues par de puissantes forces économiques, en viennent aussi, de plus en plus souvent à remettre en cause les règles du débat public.

C'est dans ce contexte que se déroulent aujourd'hui les débats relatifs au futur plan de financement de l'Union européenne. La Commission a contribué à la rédaction de rapports, tel le rapport Draghi, qui indiquent une voie ambitieuse mais aussi réaliste et réfléchie qui pourrait être suivie. Toutefois, elle n'a pas jugé disposer de la puissance politique requise et du soutien minimum des partis politiques européens pour les intégrer totalement dans ses propositions budgétaires.

On le sait, la Commission a proposé un budget de 2.000 milliards d'euros, en fait 1.750 milliards en volume, ce qui correspond au montant de la période en cours, si l'on additionne la dotation budgétaire du plan de relance au montant du budget actuel de l'Union.

Pour le dire simplement ces 2.000 milliards d'euros ont l'apparence d'un accroissement mais ils traduisent en fait une stagnation budgétaire confinée à 1% du PIB européen, validée par le Conseil et le Parlement européen. Comment alors dès lors financer par exemple l'effort de défense, ou commencer à rembourser les sommes empruntées pour le précédent plan de relance, qui s'élèveront à 24 milliards d'euros à partir de 2028 ? Comment aussi maintenir voire accroître les actions entreprises contre le changement climatique, alors que l'on ne fait que détricoter le Pacte Vert européen au moyen d'un paquet de mesures de simplification dites 'Omnibus' qui a été voté par le groupe PPE au Parlement Européen, allié pour cette occasion à l'extrême droite ?

Il est de surcroît à craindre que ce budget subisse des coupes de la part des États membres, les premières réactions n'étant pas très encourageantes.

Ce budget, en l'absence de ressources propres de l'Union, ne pourra donc pas nous permettre de faire face aux besoins nouveaux de l'Union européenne. Cette faiblesse ne peut que nourrir les critiques qui déconsidèrent le projet européen et qui donnent la fausse conviction que l'UE est impuissante et que de ce fait n'est pas le bon cadre pour réagir aux menaces internes et externes ce qui nous menacent.

Pour l'instant la réforme du statut n'est pas à l'ordre du jour mais les contraintes budgétaires qui pourraient nous être imposées risquent à terme de nous y conduire d'une façon ou d'une autre.

Sans compter qu'à statut constant, de nombreuses mesures régressives pour le personnel pourraient déjà être imposées.

Alors que le personnel a du mal à se faire entendre à ce sujet, nous voulons clairement réaffirmer que le groupe de haut niveau qui doit réfléchir à l'évolution du fonctionnement de la fonction publique européenne doit d'abord identifier les vrais défis et développer une compréhension claire et complète des missions de la fonction publique.

Certes, le groupe doit aborder la question des carrières et de leur gestion, le recrutement, la gestion du personnel, la mise en place des modes flexibles et « agiles » de travail, une gestion « fluide » des ressources, l'utilisation de l'IA, etc... Cela se traduit aussi par un effort pour augmenter la productivité. Tout ceci doit être un moyen, dans un cadre budgétaire limité, pour prendre en charge les nouvelles missions des Institutions et de faire de l'UE un acteur pertinent pour protéger les citoyens et leur modèle de société basé sur la solidarité, à l'intérieur aussi bien qu'à l'extérieur des frontières de l'Union.

En vérité, l'Union européenne représente aujourd'hui la réponse la plus efficace qui puisse être proposée face à la dérive du monde. Notre institution risque aussi d'être attaquée, voire remise en cause. Des propositions apparaissent pour accroître la dimension intergouvernementale de la gouvernance européenne, ce qui l'affaiblirait à coup sûr. Malgré l'attachement pour l'instant des opinions publiques à l'Union européenne, le risque existe qu'elle soit remise en cause si les difficultés s'accroissent sans que les réponses adéquates soient fournies

Nous devons donc valoriser nos atouts, mobiliser nos forces, en liaison étroite avec nos partenaires 'amis' pour assurer durablement notre mission et défendre nos valeurs fondamentales dans un monde hostile. Nous ne pouvons compter que sur nos propres forces pour assurer notre mission de service public au service de la construction européenne. Pour ce faire, l'institution ne peut compter pour l'essentiel que sur son personnel, ses compétences, son engagement et son adhésion au projet européen quoiqu'il en coûte.

Le groupe de haut niveau semble vouloir mener cette réflexion sans vraiment organiser l'apport de son personnel et de sa représentation, si ce n'est sous la forme de simples sessions d'information. C'est une erreur. L'implication du personnel dans cette réflexion est essentielle pour y apporter son expertise. Cette implication aurait dû avoir lieu en amont de l'établissement des missions de cet exercice. Mais il n'est pas trop tard pour bien

faire. Les organisations syndicales et le comité du personnel militent en ce sens.

Pour ce faire, ceci doit cependant s'accompagner de la mise en avant d'une série de propositions. Nous avons de manière préliminaire regroupé nos propositions en 13 thèmes, pour en débattre avec le personnel, en intersyndicale et dans le cadre du groupe à haut niveau. Nos idées peuvent être appliquées **sans délai** car elles ne se situent pas dans une perspective de modification du statut de la fonction publique européenne, à laquelle nous résolument sommes opposés, dans le contexte politique et budgétaire actuel.

- 1. Les institutions européennes fonctionnent avec un ensemble disparate de types de contrats de travail.** Les fonctionnaires, les agents temporaires et les agents contractuels exercent actuellement des tâches identiques ou similaires avec le même niveau de responsabilité. L'émergence de ces nombreux types de contrats de travail est le résultat de processus de réforme au fil des ans. On pourrait conduire une réflexion pour déterminer s'il serait utile de lier dans une certaine mesure un type de poste à un type spécifique de relation de travail. Par exemple, les décideurs, les agents chargés de l'application de la loi, les enquêteurs, les gardes-frontières et les diplomates devraient être des fonctionnaires, recrutés pour un poste à vie etc. Les experts qui aident l'UE à répondre à des besoins temporaires pourraient avoir un contrat de travail ou être détachés par l'administration nationale. Le choix du type de relation de travail pour une fonction donnée ne doit pas dépendre de la situation budgétaire d'une administration spécifique, mais être décidé de manière centralisée et de la même manière pour toutes les institutions et agences. Cependant, des passerelles devraient être mises en place pour assurer une intégration d'une partie des personnels contractuels et temporaires.
- 2. Il en découle aussi le deuxième défi qui porte sur l'amélioration et la diversification du processus de recrutement.** Nos efforts pour accélérer et moderniser le processus de recrutement via des concours généraux doit continuer. Mais nous ne pouvons pas recruter uniquement par voie de concours externes. Ce parti pris doit être assumé pleinement. En même temps, en fonction des compétences et des postes disponibles, nous devons diversifier et actualiser les recrutements et les rendre plus attractifs. Par ailleurs, l'institution ne prête pas assez d'attention aux attentes des personnes recrutées, dont les besoins ne sont pas pris suffisamment en compte. Ainsi, une partie de la force

humaine disponible, souvent la plus qualifiée, n'est pas attirée par la façon dont le recrutement est proposé par l'institution. De même, la valeur du travail dans la fonction publique européenne, son sens, sa richesse et les carrières, ne sont pas suffisamment valorisés, en amont du recrutement.

3. **Le troisième défi concerne l'accueil au sein des services**, une fois le personnel recruté. Une simple et minimaliste disposition n'est pas suffisante. Il est crucial de former en profondeur ce dernier - en particulier si l'on souhaite qu'il soit mobile et agile - durant les deux premières années, y compris dans la culture de l'institution dont il faut partager les valeurs européennes et démocratiques. Des circuits professionnels, par exemple, dans deux ou trois services différents, doivent rendre davantage compte de ce que nous sommes et de la manière dont on travaille. L'institution dispose d'une expérience consolidée à ce niveau à travers le processus de recrutement des jeunes talents.
4. **Il faut donner la priorité au travail en mode «horizontal».** Il faut être en mesure de collaborer entre services (en interservices) avant la prise de décision, et non pas à la fin du processus. Pour que les questions soient envisagées dans leur complexité multidimensionnelle, il est indispensable de posséder les compétences requises pour les traiter. On doit pouvoir évoluer vers des structures administratives moins verticales d'un point de vue thématique. Nous devons passer d'une méthodologie de consultation interservices à un travail stratégique en "grappe" (clusters). Cette unification stratégique de la planification et de la mise en œuvre doit aussi traduire la façon dont est organisé le travail du Collège.
5. **Il nous paraît nécessaire de réfléchir à la réduction de la multiplication des niveaux hiérarchiques.** La motivation au travail doit se fonder sur l'intérêt du travail à accomplir. Le plein emploi des compétences doit constituer la base de la motivation au travail et non pas la recherche de positions hiérarchiques, comme aujourd'hui. Par ailleurs, une étude de la Harvard Business Review a révélé que les dirigeants ayant entre 7 et 9 subordonnés directs parviennent souvent à trouver le meilleur équilibre entre être accessibles à leur équipe et disposer d'une marge de manœuvre suffisante pour assumer leurs responsabilités stratégiques.
6. **Le sixième défi repose sur la gestion du personnel précaire**, qui est essentiel pour le bon fonctionnement des services y compris pour des raisons économiques. La

précarité doit être maîtrisée. Dans la mesure où elle subsiste, elle doit être mieux gérée. Les concours internes doivent être conformes à la politique relative aux types de postes. On doit cependant ménager des évolutions professionnelles. Ainsi, les contrats doivent être possibles sur des périodes plus longues, par exemple 12 ans, en faisant succéder contrats d'agents contractuels et d'agents temporaires. La tenue régulière de concours internes pour la titularisation doit être assurée, car la fonction publique permanente doit toujours constituer l'horizon de la fonction publique européenne. Si on ne peut pas assurer l'intégration complète du personnel contractuel et temporaire, du moins au terme des 12 ans on pourra garantir au plus grand nombre le bénéfice de la retraite communautaire

7. **L'intégration de l'IA devrait être davantage discutée** comme un outil destiné tout d'abord à remplacer des tâches d'exécution standard, telles les demandes de remboursement des frais médicaux, ou encore le décompte des frais de mission Mais également pour servir de support au personnel afin d'améliorer ses compétences et l'efficacité de son travail. Son introduction doit être soumis à un processus de suivi et d'évaluation chemin faisant. De même, il doit être accompagné par des mesures de formations et de mobilité destinées au personnel concerné par son utilisation. Un débat approprié devrait avoir lieu avant d'envisager l'introduction de l'IA.
8. Finalement, la montée du télétravail et de l'intelligence artificielle **met en exergue l'importance du travail collaboratif** et d'équipe qui doivent être maintenus, l'intelligence collective représentant la force de l'institution.
9. **Un fonctionnement basé sur la confiance** doit être davantage favorisé, l'objectif étant de mieux définir et atteindre les objectifs de l'institution.
10. La mobilité doit **respecter les compétences** des personnes recrutées pour leur expertise technique. Tout le monde ne s'épanouit pas dans le management pur. La richesse de l'institution est aussi faite de la compétence pointue de certains experts qui doivent pouvoir évoluer, mais aussi dans leur domaine de compétence. Les mobilités doivent être planifiées, préparées et accompagnées voire précédées des formations nécessaires à leur bon accomplissement.

11. Une réflexion approfondie doit concerner le personnel **des agences d'exécution et décentralisées**. Des services communs doivent être mis en place gérés par la Commission, telle la médiation, la lutte contre harcèlement, la conduite des procédures disciplinaires. Des mobilités doivent être organisées non seulement entre agences mais aussi avec les institutions. Une partie du personnel époyé doit être composée de fonctionnaires. Des procédures internes doivent organiser les évolutions des carrières. La présence syndicale et le dialogue social doivent être organisés de manière plus complète et professionnel. Une réflexion doit concerner aussi la gouvernance et la forme juridique des agences exécutives mais aussi de certaines agences décentralisées. Le statut d'Office n'est-il pas plus adapté pour prendre en charge leur fonctionnement ? Ce statut pourrait d'une part renforcer la gouvernance par la Commission qui est à la fois garante de l'application du statut, de la bonne exécution budgétaire, du respect des Traités. En d'autre part, il serait plus avantageux pour le personnel que le travail au sein des agences.

12. Il est nécessaire de créer un Institut de formation interinstitutionnel européen beaucoup plus développé que l'école d'administration européenne actuelle qui dépend aujourd'hui de l'EPSO. Cette école prendrait en charge l'ensemble de la formation destiné au personnel qu'il s'agisse de l'accueil (voir plus haut), de la diplomatie, des langues où il faudrait développer une pédagogie propre aux besoins des institutions, de la préparation des mobilités (voir plus haut), du perfectionnement professionnel, du passage des catégories etc.

13. De manière générale, **des politiques du personnel visant à permettre les progressions des carrières et des savoirs faire** doivent constituer la règle. Des passerelles doivent être mises en place pour permettre au personnel de progresser dans ses carrières et les savoirs faire. On ne peut faire fonctionner des services composés par des personnes « immobiles ».

Les propositions ci-dessus devraient nous permettre d'entamer un dialogue éclairé. Ce dialogue doit viser à rendre notre administration plus efficace face aux défis mondiaux auxquels nous sommes actuellement confrontés. Nous devons donner à notre administration européenne le pouvoir de s'exprimer avec le sérieux et l'expertise qui correspondent au poids économique et moral que l'UE et l'équipe Europe représentent sur la scène mondiale. Les considérations budgétaires ne constituent qu'une partie, néanmoins importante, de ce futur débat.

Large Scale Review

Dear colleagues,

Graspe is a reflection group and journal created 25 years ago by European officials at the time of the 2004 reform, with the aim of promoting reflection on the European civil service and on the context in which its work takes place.

It is only natural that the journal proposes to get involved in the "Large Scale Review", starting with the questionnaire below.

The results of this questionnaire and the analysis that will follow will be communicated to the trade unions of the EU, which have set up working groups on the same topic, as well as to the team in charge of the review in DG HR and to the high-level group led by Catherine Day.

Furthermore, Graspe will publish in its next issue, to be released early this year, a first analysis accompanied by proposals.

If you want to help us, please fill in the following questionnaire

<https://ec.europa.eu/eusurvey/runner/graspe-lsr>



Droits de douane US. Que peut faire l'Europe ?

Conférence GRASPE avril 2025 – Guillaume Duval

Georges Vlandas : Merci d'être présents à cette conférence organisée par la revue GRASPE, qui vient de fêter ses 25 ans d'existence. Nous avons publié un numéro spécial à cette occasion, dans lequel vous trouverez aussi un article de Guillaume Duval, notre intervenant aujourd'hui. Il y analysait déjà les conséquences que pourrait avoir l'élection de Trump aux États-Unis.

Guillaume Duval est un ancien collègue. Il a été *speechwriter* du commissaire Borrell. Il est membre du comité de rédaction de la revue GRASPE et aussi, si je puis dire, un journaliste économique très connu.

Aujourd'hui, nous allons parler d'un sujet d'actualité, à savoir la décision prise par Donald Trump, le 2 avril dernier, d'augmenter de manière significative les droits de douane, un peu tous azimuts, sur l'ensemble – disons – des pays du monde.

Des changements ont eu lieu récemment, dont Guillaume va nous parler. Guillaume, c'est à toi, et merci d'être venu, encore une fois, dans un délai assez court.

Guillaume Duval : Bonjour, et tout d'abord, merci Georges pour l'invitation. C'est toujours avec plaisir et intérêt que je participe à ce type d'exercice sur les affaires européennes, surtout dans la période actuelle.

L'invitation avait été lancée, le texte rédigé, avant que Donald Trump ne revienne en arrière – avant-hier – sur les droits de douane qu'il voulait imposer. Mais la question continue de se poser, et elle appelle des réponses du point de vue européen. Pour l'instant, une période de trois mois s'ouvre. Et, de toute façon, il y a déjà des droits de douane qui ont été imposés sur l'acier, l'aluminium, les voitures, etc.

Ce que je voulais vous dire pour commencer, c'est qu'on peut penser que Trump n'est pas très rationnel, un peu fou, etc. Mais cette crise ne vient pas de nulle part. Elle marque l'aboutissement, ou du moins la fin, d'une période de quarante ans qui a commencé à la fin des années 1970, avec Ronald Reagan et Margaret Thatcher en particulier – une période de libéralisation des flux

commerciaux, et surtout des flux de capitaux, qui a creusé de profonds déséquilibres. À terme, ces déséquilibres étaient de toute façon insoutenables.

Les principaux gagnants de cette période de libéralisation des flux de capitaux et de marchandises, n'étaient pas les populations. Ce sont surtout les entreprises multinationales qui en ont profité, en parvenant à se développer grâce à la possibilité de jouer plus facilement qu'auparavant sur le dumping social, le dumping fiscal, le dumping environnemental, à l'échelle mondiale.

Les véritables gagnants, ce sont donc les propriétaires de ces entreprises, ainsi que leurs dirigeants – mais pas vraiment les populations.

Les pays qui s'en sont bien sortis dans ce contexte sont d'abord ceux qui n'ont pas joué le jeu. Il s'est agi, dans un premier temps, du Japon, puis de la Corée, et ensuite de la Chine. Ce sont des pays qui ont profité de l'ouverture commerciale tout en continuant à protéger très fortement leur marché intérieur, et à soutenir très activement leurs entreprises.

À l'inverse, les autres pays du Sud – principalement les pays d'Amérique latine, ou encore ceux d'Afrique – n'ont pas réellement profité de cette période. Ils ne sont pas parvenus, grâce à elle, à enclencher une dynamique de développement économique auto-soutenue. Ils se retrouvent aujourd'hui dans une situation difficile, et les inégalités avec le monde développé ne se sont pas vraiment réduites au cours de cette période.

Dans les pays du Nord, les pays développés, ce qui s'est produit durant tout ce temps, c'est un mouvement très fort de désindustrialisation, d'une part, et de creusement des inégalités, d'autre part : entre une minorité de la population, liée aux multinationales gagnantes, et le reste de la population, davantage concurrencé qu'auparavant par des pays à bas coût et à faibles contraintes environnementales, etc.

Dans le cas des États-Unis en particulier, cela a conduit à une stagnation du pouvoir d'achat – voire à une baisse, dans la période récente marquée par l'inflation – pour la majorité de la population. On y observe un développement des inégalités absolument considérable, accompagné d'une dégradation très forte des infrastructures.

Le signe le plus clair que les États-Unis vont très mal, c'est l'espérance de vie des Américains. C'est un des pays au monde où l'on dépense le plus pour la santé, mais aussi, parmi les pays développés, celui où l'on vit le moins longtemps.

Tout cela a conduit, dans le cas des États-Unis, à un double déficit considérable : un déficit commercial, d'une part – ce qui fait beaucoup parler Donald Trump – et un déficit public très important, d'autre part. Ce déficit est notamment lié au fait que les États-Unis maintiennent un effort militaire tout à fait exceptionnel à l'échelle internationale. Ils cherchent à rester présents, dominants militairement dans le monde entier, et notamment à assurer aussi la défense de l'Europe.

Cette pression militaire exercée par les États-Unis devient de plus en plus difficile à soutenir pour l'opinion publique américaine. Mais la forme la plus extrême que prennent ces déséquilibres, pour les États-Unis, reste la dette publique, qui explose.

Pendant très longtemps – jusqu'aux années 2000 quasiment – le niveau de la dette publique américaine et celui de la dette publique en Europe étaient à peu près équivalents, si on les exprimait en milliards d'euros. Aujourd'hui, la dette publique américaine est plus de deux fois supérieure à celle de l'Union européenne. Les États-Unis, en tant que tel, sont désormais plus endettés que la France – l'un des pays européens les plus endettés – et ils approchent presque des niveaux d'endettement comparables à ceux de la Grèce, en proportion du PIB.

On peut donc dire qu'un cycle est arrivé à son terme. Il devenait de toute façon nécessaire, pour les États-Unis, d'engager un changement d'orientation économique assez fort, assez brutal. On peut penser, et il faut penser, que la manière dont Donald Trump s'y prend n'est évidemment pas optimale – j'y reviendrai du point de vue des intérêts américains. Mais il était assez clair qu'il devait se passer quelque chose d'important pour tenter de réduire à la fois le déficit commercial et le déficit public des États-Unis.

Pendant toute cette période, les Américains ont profité d'un monde qui fonctionnait en quelque sorte à l'envers : l'épargne des pays du Sud – qui aurait dû financer leur propre développement – servait en réalité à financer les déficits et les déséquilibres américains. Dans une moindre mesure, c'était aussi le cas de notre propre épargne, en Europe.

Dans ce contexte, il n'est donc pas surprenant qu'un ajustement ait fini par survenir du côté des États-Unis. Cela dit, les annonces de Trump du 2 avril – qui ont été mentionnées plus tôt – relèvent d'un véritable non-sens, même d'un point de vue protectionniste.

La méthode employée était complètement absurde. On a vu que les taux de droits de douane décidés dépendaient uniquement du niveau du déficit extérieur avec chaque pays. C'est totalement irrationnel : même si l'on souhaite mener une politique protectionniste, ce n'est pas de cette manière qu'il faut procéder.

Une politique de droits de douane devrait être construite secteur par secteur, activité par activité. Il faut essayer de limiter les taxes sur les importations dont on n'a pas de substituts – parce qu'on est, de toute façon, obligé de les importer – et qui sont des intrants utiles à l'économie américaine. À l'inverse, on devrait renforcer les droits de douane sur les produits dans les secteurs qu'on souhaite véritablement développer à l'intérieur du pays.

Baser une politique commerciale uniquement sur les déficits commerciaux bilatéraux avec chaque pays, et leur appliquer des taux douaniers en fonction de ces déficits, c'est totalement contre-productif – même du point de vue d'un protectionnisme cohérent.

C'est, y compris du point de vue technique, y compris du point de vue de quelqu'un qui est protectionniste, stupide. S'il avait tenu, ça aurait eu aussi des impacts géopolitiques majeurs, parce que les pays qui étaient le plus taxés, c'était l'ensemble des pays d'Asie hors Chine — la Chine aussi, bien sûr. Mais si vous taxez très fortement Taïwan, la Corée, le Japon, le Vietnam, et tous les pays d'Asie du Sud-Est, le Pakistan, etc., vous ne pouvez faire qu'une chose : c'est de les jeter dans les bras de la Chine, ce qui n'est a priori pas ce que les Américains souhaitaient. Et c'est ce qu'il avait d'ailleurs commencé à se passer, dans la mesure où il y avait une réunion il y a quelques semaines où le Japon, la Corée et la Chine s'étaient entendus pour répondre ensemble aux droits de douane américains qui s'annonçaient. Donc, c'était stupide. Ça a entraîné une forte baisse des bourses américaines et des bourses mondiales. Comme vous le savez, les bourses, aux États-Unis, sont quelque chose de beaucoup plus important qu'en Europe, en particulier par le biais du rôle qu'elles jouent vis-à-vis des retraites. Mais je pense que le plus important, du point de vue de Trump, et ce qui l'a le plus décidé à changer son fusil d'épaule, c'était la hausse des taux d'intérêt à long terme sur la dette publique américaine. Non seulement la dette publique américaine est très importante — beaucoup plus importante que la dette européenne — mais en plus, il y a une partie significative de cette dette qui doit être refinancée dans les mois qui viennent. Pour l'instant, les taux d'intérêt américains sont aux alentours de 4,5 % par an. S'ils devaient rester à ce niveau-là, ce serait largement insupportable pour les États-Unis. Ils ont augmenté de quasiment un point suite à l'annonce des droits de douane par Trump. Donc, je pense que c'est ça, surtout, qui l'a fait reculer.

Alors, il y a des discussions dans le débat public pour savoir si c'était juste de la manipulation de marché. Je pense qu'en reculant, il a fait une manipulation de marché. Et il a certainement donné quelques infos à ses amis, etc., avant de le faire, pour leur permettre de gagner des sous. Mais je ne crois pas trop à

l'hypothèse d'un scénario pré-écrit, où il aurait dit : « je vais mettre tous ces droits de douane et puis je les retirerai trois jours après pour négocier ». Je pense qu'il a vraiment été obligé de revenir en arrière, pour les raisons que j'ai dites. L'autre raison qui est très forte, c'est qu'il y a malgré tout une contradiction majeure entre les intérêts des entreprises multinationales américaines et le lobby protectionniste. Je pense que vous avez tous vu ou entendu les injures que se sont échangés Elon Musk et M. Navarro, qui est le responsable du commerce pour Trump — Musk l'a traité d'imbécile intégral, de con fini, etc., etc.

Donc, il y a effectivement une contradiction majeure à l'intérieur du système Trump autour de ces questions-là, qui tient au fait que les multinationales américaines ont absolument besoin — alors pour Musk, c'est en plus du marché chinois — mais du marché mondial, et du marché européen en particulier.

Donc, l'Europe, sa part dans le monde baisse, mais ça représente quand même toujours 18 % du PIB mondial et 18 % de la consommation mondiale. Un cinquième. C'est quand même un poids très lourd, surtout que c'est dans un contexte où les multinationales américaines sont de plus en plus exclues du marché chinois et reculent dans les pays du Sud face aux multinationales chinoises justement. Donc, du point de vue des multinationales américaines, le marché européen est un marché absolument essentiel. C'est vrai en particulier pour les multinationales du numérique. Ce qui fait la valeur des entreprises du numérique, c'est le nombre de gens qu'elles sont capables de couvrir, c'est l'effet de réseau qu'elles sont capables d'avoir, c'est la quantité de données qu'elles sont capables de rassembler et de monétiser derrière. Donc le fait d'avoir le marché européen, pour les multinationales américaines en particulier, c'est quelque chose de très important, notamment dans ce domaine.

Pour aller plus loin, plus précisément sur l'Europe : nous, avec les États-Unis, on a un commerce de biens qui est de l'ordre de 1 000 milliards d'euros par an. C'est principalement, pour ce qui concerne nos exports, des voitures, des machines, et des produits pharmaceutiques, avec un excédent commercial qui est de l'ordre de 200 milliards d'euros. Mais on a aussi, avec les États-Unis, des échanges de services qui sont de l'ordre de 750 ou 800 milliards d'euros — donc quasiment au même niveau que les échanges de biens — avec là, un déficit vis-à-vis des États-Unis qui dépasse les 100 milliards d'euros. Donc j'ai juste les chiffres de 2023 : pour les services, c'était 109 milliards d'euros. Sur un commerce bilatéral qui est de 1 600 milliards d'euros, on a de l'ordre de 100 milliards d'euros d'excédent commercial européen. Ce n'est pas beaucoup en soi, ça fait 6 ou 7 % des échanges. Donc, qu'est-ce

qu'on peut faire ? Qu'est-ce que les Européens doivent faire, puisque maintenant, il y a une période de négociation qui s'ouvre ?

Alors, il y a plusieurs attitudes qui sont possibles, et qui ont été présentées dans le débat public.

La première attitude consiste à ne rien faire. Se dire : les Américains, en faisant ça, ils se tirent une balle dans le pied, ils vont augmenter les prix chez eux, ils vont se retrouver en récession. Il n'y a qu'à les laisser faire. C'était l'attitude, en particulier, d'Olivier Blanchard, l'ancien chef économiste du FMI. Ce n'est pas forcément une attitude aussi idiote qu'elle peut en avoir l'air. C'est vrai que si on réagit, nous, sur le plan du commerce, en appliquant un dollar pour un dollar de droits de douane supplémentaires aux produits américains, ça fait qu'on importe aussi chez nous le type d'effets négatifs que la politique américaine a chez eux, c'est-à-dire : un peu plus d'inflation, un peu moins d'activité, etc.

Mais le problème aussi, c'est qu'on a affaire à quelqu'un qui ne respecte que les rapports de force, qui ne respecte que les gens qui lui tiennent tête. Donc, c'est un peu difficile, sur ce plan-là, de ne rien faire, parce que ça ne peut qu'encourager Trump à vouloir aller plus loin.

Donc, la deuxième option — je l'ai déjà évoquée — consiste à répondre sur le terrain du commerce, avec les inconvénients que j'ai déjà dits : c'est-à-dire importer plus d'inflation, limiter l'activité, plus le risque, évidemment, si on répond coup pour coup, d'avoir une escalade du côté Trump, du type de ce qu'il a fait avec la Chine. Bon, pour l'instant, on n'en est pas là, puisqu'il y a cette période de trois mois qui s'ouvre. Mais ce n'est pas facile de prévoir comment elle se terminera, et ce qu'il faudra faire à ce moment-là.

La dernière option qui avait été envisagée, c'était l'utilisation de l'outil anti-coercition, créé en 2023. C'est un outil qui permet à l'Europe de répondre à des attaques sur le plan commercial à travers un échantillon beaucoup plus large de mesures. En particulier, j'ai évoqué tout à l'heure les déséquilibres qu'il y a sur l'échange de services avec les États-Unis. Cela permettait éventuellement de ne pas se contenter d'agir sur le terrain des biens, mais d'agir sur le terrain des services, de punir d'une manière ou d'une autre les multinationales, en particulier du numérique. De toute façon, cette question du numérique est sans doute absolument centrale dans les échanges qu'il peut y avoir avec les États-Unis. On doit pouvoir acheter éventuellement un peu de gaz supplémentaire, mais de toute façon, les États-Unis

n'ont pas tant que ça à vendre, en plus, pour l'instant, d'une part. Et d'autre part, ça ne va vraiment pas dans le sens de l'histoire de ce qu'on veut faire en Europe, même si ce serait bien qu'on se débarrasse effectivement du GNL russe en particulier, qu'on continue à acheter de manière importante, notamment en France. Ce serait très dommage de s'engager à acheter davantage d'armes américaines. On est quand même dans une phase où on essaie de reconstruire une industrie d'armement européenne, d'une part. Et d'autre part, on a pu constater à quel point c'était un risque sécuritaire d'acheter des armes américaines, dans la mesure où le gouvernement des États-Unis veut garder un contrôle sur leur usage. Donc, on n'a pas, il n'y a pas beaucoup de choses à négocier, je pense, du côté strictement du commerce, ce sur quoi les Américains risquent d'insister beaucoup, mais là, ce serait vraiment très grave si on cérait, c'est effectivement sur la régulation du numérique. C'est ça qui compte pour les Musk, Amazon, Facebook, etc. Revenir sur le DSA, revenir sur le DMA. Donc, là-dessus, j'espère et je conseille en tout cas de tenir bon dans cette négociation et de ne pas céder là-dessus. Et ça risque d'être un des éléments centraux que vont demander les Américains dans la négociation sur les droits de douane.

L'autre chose, et je pense que si on devait aller à un affrontement avec les Américains, il faut vraiment aussi, effectivement, agir sur le terrain fiscal, réussir à taxer, à mettre un terme au dumping fiscal qu'exerce un certain nombre de paradis fiscaux internes à l'Europe. La Commission européenne a commencé à s'en occuper en se servant des pouvoirs qu'elle a en matière de concurrence. On sait que c'est difficile avec les paradis fiscaux, parce que sur le terrain fiscal, c'est l'unanimité qui prévaut. Mais la Commission a commencé à attaquer l'Irlande, le Luxembourg, sur le terrain de la concurrence, en disant, avec les cadeaux que vous faites aux multinationales, vous faussez le marché intérieur, ce qui est vrai. Donc, on a des moyens d'agir sur les multinationales américaines, notamment sur le plan fiscal, si ça doit dégénérer avec eux.

L'autre chose qu'on peut et qu'on doit faire, et que la Commission a commencé à faire, c'est de contourner les États-Unis. Le commerce des États-Unis, ça représente 13 % du commerce mondial. C'est le premier marché d'exportation et c'est le deuxième importateur en Europe, derrière la Chine, et a des moyens de contourner la volonté protectionniste des États-Unis c'est effectivement de se tourner davantage vers le reste du monde, ce qui n'est pas forcément une mauvaise idée. Donc, il y a le CETA qui est en cours d'application avec le Canada. Il y a un rapprochement qui est possible avec les efforts de libre-échange qui sont en train de se mettre en place entre l'Amérique et l'Asie

hors États-Unis. Il y a la question du Mercosur. Les Français sont très opposés à cet accord pour des raisons principalement agricoles, mais dans le contexte actuel, ça paraît faire plutôt plus de sens de conclure ce genre d'accord et d'essayer de développer nos liens économiques avec cette zone et d'autres zones du monde.

Voilà, je crois ce que je voulais vous dire en introduction. Aux États-Unis, une évolution brutale, irrationnelle mais qui traduit quand même la fin d'un cycle qui avait abouti à des déséquilibres majeurs. En Europe, on a eu raison de garder notre sang-froid. Il faut quand même être prêt à mener la bataille dans le futur, notamment si les Américains veulent s'attaquer à la régulation du numérique en Europe et il faut effectivement développer nos liens avec le reste du monde.

Ça implique, au-delà des accords commerciaux que j'ai évoqués, d'avoir une politique cohérente sur les questions de migration, d'accepter aussi de maintenir un effort important en termes d'aide au développement, malgré les problèmes qu'on peut avoir à l'intérieur de l'Europe en termes budgétaires. Donc, la question de savoir si l'Europe se substitue à l'aide maintenant que les Américains ont réduit drastiquement leur aide internationale est une question sérieuse, essentielle pour l'avenir.

C'est certes une dépense budgétaire, mais je pense que dans le contexte où nous sommes, où il est indispensable de développer nos liens économiques, mais aussi politiques avec le reste du monde pour faire face à la fois à Trump et à Poutine, c'est une question très importante, même si elle est très sous-estimée dans le débat public en Europe aujourd'hui.

Georges Vlandas : Merci Guillaume, la parole est aux auditeurs.

Christian : Bonjour, merci pour cette présentation assez complète. Je fais partie de ceux qui pensent que globalement, cette action des États-Unis à moyen, voire à long terme, sera assez bénéfique pour l'Europe.

Premièrement, parce que je trouve qu'on était beaucoup trop engagés envers les États-Unis, j'allais dire des politiques américaines, mais pas depuis Trump, depuis de nombreuses années. Donc, ça va nous permettre de prendre nos distances, peut-être que ça va aussi nous permettre de nous affirmer. Moi, quand je vois que la première réaction aux tarifs, c'est d'essayer de négocier avec Trump, je ne peux pas imaginer une pire stratégie.

Parce qu'en fait, qu'est-ce qui se passe ? Il fait des tarifs, le reste du monde se met à genoux, nous négocions avec lui. C'est-à-dire que même sans rien gagner, déjà il gagne.

L'Europe est un très grand marché, une grande puissance. Et je pense comparable globalement au niveau des Américains. Puis l'Europe peut aussi, quand Trump nous dit « écoutez, enlevez vos inclusions, vos diversités », nous on peut lui dire : « Si vous n'avez pas d'inclusivité et pas de diversité, on ne fera plus affaire avec vous. ».

Le Canada est beaucoup plus dépendant des Américains. Ça n'empêche pas les Canadiens de riposter vigoureusement, ils sont aussi beaucoup plus vigilants et virulents. Malgré ça, je pense que tous les pays vont diversifier par rapport aux États-Unis, et ça va rendre probablement l'économie mondiale beaucoup plus saine. Je vais aussi en profiter pour dire que Trump nous dit « vous augmentez vos dépenses militaires », on n'insiste pas assez sur le fait que la plupart des déséquilibres mondiaux ont été créés par les Américains, et ce n'est pas les Américains qui vont créer du déséquilibre mondial et le reste du monde qui va payer.

Vous créez les déséquilibres dans le monde, vous payez. Et puis, il faut aussi penser que la plupart des équilibres ont toujours été faits dans l'intérêt des États-Unis et nous-mêmes, on n'a jamais profité autant qu'eux. Donc, ils profitent, ils créent les problèmes et ils payent. C'est normal, ce n'est pas à nous de payer pour leur politique qui nous dérange d'ailleurs la plupart du temps.

Mais je pense que si l'Europe se sent un petit peu désemparé, c'est parce que j'ai l'impression qu'en Europe, on s'est toujours positionnés par rapport à l'Amérique. On ne s'est jamais positionnés par rapport à nous-mêmes, et je pense que c'est très important qu'on se positionne par rapport à nous-mêmes, de façon à définir nos normes, nos choses et qu'on s'y tienne et puis, qu'on remette aussi les États-Unis à leur place.

Et quand ils nous disent qu'ils veulent réindustrialiser l'Europe en augmentant tout le coût de tous les intrants, ça va nuire à leur réindustrialisation. Donc, de toute façon, même leur politique est contre-productive par rapport à leurs objectifs. Et comme les États-Unis vont de toute façon décroître avec ces politiques, ça va être tant mieux et ça va nous permettre à nous de nous affirmer encore plus.

Giorgio : Deux points. Premièrement, moi-même, je m'étais retirée de la politique pour me concentrer sur mon rôle de fonctionnaire. Et en 2016, le Brexit a été ce qui m'a fait retourner en politique. Je ne suis pas le seul. Il y a eu beaucoup de mouvements qui se sont lancés en Europe et cette attaque de la part des États-Unis, cette guerre, c'est une guerre commerciale

qui est à comparer avec la guerre militaire que Poutine a lancée il y a deux ans sur l'Europe ; elle est en train, selon moi, de lancer une vague semblable avec plein de jeunes qui viennent me voir en disant « on veut faire quelque chose ». Je ne sais pas si vous le ressentez aussi, certainement, près de chez moi, il y a une volonté de réagir à l'exemple canadien que Christian a mentionné et c'est vraiment fantastique.

Je ne connais pas de peuple plus pacifique que les Canadiens mais maintenant, tout le monde est dans l'esprit de dire « pas de deal avec les États-Unis, on n'achète pas les produits américains » et les pauvres touristes américains ont peur d'aller au Canada, à tort parce que les Canadiens les accueillent bien quand ils viennent chez eux. Mais ce que j'ai vu en ligne, c'est que les Canadiens ont bien travaillé leur image au point qu'il y a plein de Californiens qui, maintenant, sont en train d'applaudir les Canadiens. C'est vraiment un exemple à suivre.

C'est une résistance passive, une résistance avec les instruments qu'ils ont, qui a renforcé le Canada dans son identité, pour autant que cela existait. Moi, si j'étais conservateur canadien, je serais furax, ils allaient récupérer le gouvernement, ça allait leur tomber dans les mains, et là, ils ne vont pas y arriver parce que Trump est en train de les « aider ».

Venons-en à la mission européenne et à ce qu'il faut faire. Tous les amis de Trump sont vraiment très mal actuellement parce que tout le monde leur dit « mais regardez ce qu'il a fait. Est-ce que vous allez faire de la même chose ? », c'est un point qu'on peut voir sous un angle positif.

Une question à Guillaume : Trump a dit à Zelensky : « Tu n'as pas les cartes en main », j'ai su que la semaine suivante que Trump avait engueulé la Première ministre danoise à propos du Groenland, le ministre de l'Agriculture américain, s'était présenté à Copenhague en demandant de leur vendre des œufs parce que Trump avait fait un engagement électoral sur le prix des œufs, qui a doublé depuis qu'il est élu. Là, c'est nous qui avons la carte en main. Est-ce qu'on ne pourrait pas faire un truc très, très ciblé sur les œufs. Par exemple, d'envoyer des œufs aux États-Unis et sur chaque œuf écrit "EU". C'est de l'aide qui vient de l'Europe, cela a un prix et ce prix des œufs que nous allons vendre aux Américains va être le double du prix actuel. Faire des trucs très ciblés comme ça, publicitaires. C'est ce que Juncker avait fait, je crois, il y a cinq ans, quand il avait ciblé Harley Davidson et Trump était revenu en arrière. J'imagine qu'il devait y avoir d'autres exemples, mais j'aimerais savoir l'idée de Guillaume par rapport à ça.

Guillaume Duval : Oui, merci pour ces deux interventions pertinentes. Alors, est-ce que l'action des États-Unis va être

bénéfique pour l'Europe? C'est une question qui est très vaste et, à ce stade, ça ne me paraît pas évident. J'espère que ce qui vient d'être dit sur le fait que l'extrême droite européenne va être gênée par ce qui se passe chez Trump, va servir de repoussoir auprès de la population européenne. Pour l'instant, ce que j'observe, tant au niveau français qu'au niveau européen, c'est que ça n'a pas l'air de marcher très fort. Pour l'instant, dans les sondages, l'extrême droite reste toujours au sommet en France. Il risque d'ailleurs de prendre le pouvoir s'il y a des élections générales ou présidentielles en France. D'autre part, j'espérais que ça refroidirait aussi un peu la droite traditionnelle, qui se dirait "Ouh là là, c'est quand même très grave tout ça, il faut quand même qu'on remonte les barrières vis-à-vis de l'extrême droite." C'est un peu ce qui s'est passé en Allemagne et c'est très important dans l'attitude de Merz dans les dernières semaines, qui n'est pas forcément son attitude il y a quelques mois. Mais ce que j'observe en France, comme à l'échelle du Parlement européen, c'est que ça n'a pas l'air d'être vraiment le cas pour l'instant. Pour toute la droite traditionnelle, ça n'a pas l'air d'avoir conclu pour l'instant qu'il fallait vraiment couper les ponts et remonter les pont-levis vis-à-vis de l'extrême droite contre ce qui se passe aux États-Unis.

Par ailleurs, j'attire votre attention quand même sur un élément très déterminant, je pense, ce sont les prochaines élections présidentielles en Roumanie. Le président roumain n'a pas tous les pouvoirs, ce n'est pas le président français. Mais si l'extrême-droite l'emporte en Roumanie, là, on est vraiment très mal. C'est-à-dire qu'après la Roumanie, c'est la Moldavie qui tombe forcément, la Bulgarie, qui ne doit pas être très loin. C'est-à-dire qu'on a un flanc est au-delà de la Hongrie et de la Slovaquie qui devient extrêmement sensible à la fois à Poutine et à Trump. Donc, il y a cette idée commune que je partage, on espère tous que ce choc va être bénéfique pour l'Europe et va mobiliser les Européens. Il faut quand même faire attention.

Ce sont des atlantistes très convaincus qui mènent la bataille au nom des Européens face aux Américains, que ce soit Kaja Kallas, que ce soit Ursula von der Leyen, ce sont des gens au départ très atlantistes. Et d'une certaine façon, je pense que c'est une bonne chose parce que c'est plus facile pour eux d'être anti-américains que pour des gens de gauche. Si c'étaient des gens de gauche qui devaient s'opposer à Trump, ils auraient été soupçonnés d'être anti-américains, la droite leur serait tombée dessus. Là, personne ne va leur tomber sur le dos de Von der Leyen si elle se montre ferme vis-à-vis des États-Unis, parce qu'ils ne peuvent vraiment pas être soupçonnés d'être anti-américains. Contrairement à ce que j'ai dit juste avant, c'est plutôt, effectivement, un bon signe. Après, la question déterminante sur le plan économique, c'est

l'argent. C'est déjà un choc important sur les taux d'intérêt pour les dettes européennes. Ça va être un choc économique non négligeable qui va probablement réduire l'activité, développer le chômage. C'est un choc qui nécessite de toute façon un effort d'investissement très important, à la fois dans le domaine de la défense, mais aussi dans le domaine de la technologie. Pour faire face à tous ces chocs cumulés et s'en sortir bien, il faut mettre des sous sur la table. Le problème là-dessus, c'est que la seule solution pour le faire bien, ce serait de s'endetter en commun à l'échelle européenne.

Le problème, c'est qu'on n'en prend pas du tout le chemin, on ne tente rien pour aller dans ce sens-là. Von der Leyen n'a rien pu faire pour aller dans ce sens-là. Et ce qui vient de se passer en Allemagne, en particulier, le fait que la coalition allemande ait décidé de s'endetter beaucoup à l'échelle nationale, va plutôt dans l'inverse de ça, car cela risque de rendre l'Allemagne très opposée à un endettement européen supplémentaire. Ce qui va se passer aura des effets très négatifs, en particulier sur l'Italie et la France. Les taux d'intérêt pour l'Italie et la France sont déjà très élevés, et ce sont des pays qui ne peuvent plus s'endetter ni investir. En plus, on risque d'avoir une divergence croissante au sein de l'Europe, ce qui agraverait les problèmes politiques à cause des problèmes économiques que cette situation va entraîner.

On est un grand marché, une grande puissance, mais à condition qu'on réussisse à préserver notre unité. Et c'est ça, aujourd'hui, qui pose un souci dans ce contexte, ainsi que dans la faiblesse des moyens que l'on met au niveau européen pour faire face à ces difficultés. Il y a un élément que je n'ai pas du tout évoqué, et j'ai tort de ne pas l'avoir fait, c'est qu'une partie significative de la riposte européenne face à Trump, les droits de douane doit aussi être une mobilisation citoyenne pour boycotter les entreprises américaines. On dit souvent que le boycott n'est pas efficace. C'est totalement faux. Une entreprise, quand elle gagne plein d'argent, environ 5 % de son chiffre d'affaires ce sont ces bénéfices. Si son chiffre d'affaires diminue de 2 %, ce qui paraît tout à fait négligeable, ses bénéfices diminuent en fait d'au moins 1 %, parce que l'essentiel de ses coûts sont fixes et ne varient pas en fonction du volume des ventes. Si ses bénéfices diminuent de 1 %, alors qu'ils étaient de 5 %, ça veut dire qu'ils diminuent d'un cinquième, soit 20 %. Cela veut dire que le cours de bourse se casse la figure de 20 %. Cela veut dire que les stock-options des patrons se cassent la figure de 20 %. Et ça veut dire qu'il y a un effet qui est très sensible, même si a priori la baisse du chiffre d'affaires reste limitée. Donc, oui, je pense qu'il faut effectivement réussir à développer des actions du type canadien, sur une base citoyenne en Europe. Cela peut difficilement être les institutions européennes voire les gouvernements nationaux qui lancent ce

type de mot d'ordre mais dans le contexte ça peut être très efficace, notamment vis-à-vis des multinationales américaines qui soutiennent Donald Trump et qu'il doit écouter. Sur les œufs, c'est intéressant, ce serait une belle idée symbolique.

Georges Vlandas : On a l'impression, Guillaume, qu'il y a une espèce de basculement du monde. Il y avait un paradigme qui fonctionnait jusqu'à la chute du mur de Berlin. Ce paradigme était que les États-Unis assuraient la défense du marché mondial capitaliste. C'était le seul gendarme qui existait. Ils finançaient effectivement des dépenses d'armement. Ce n'est pas qu'un rôle négatif, puisque l'industrie de l'armement avait des retombées technologiques qui ensuite étaient réimportées du point de vue de l'innovation, et cela servait de moteur puissant. Grâce à ça, ils avaient la monnaie de référence et pouvaient, surtout après la crise de 2008, consommer plus que ce à quoi ils avaient droit par les échanges internationaux. Donc, ils vivaient en quelque sorte à crédit, et la Chine, avec ses excédents monétaires, achetait des bons du trésor.

On arrive donc à un tournant. Après la chute du mur de Berlin, il y a eu une extension, une croissance extensive de l'économie, une accumulation du capital. On s'est étendu sur toute la surface de la Terre. Maintenant, on est devant une nouvelle situation qui menace profondément l'ordre mondial et la hiérarchie des nations issues de la première et la seconde guerre mondiale. Et on peut se demander si Trump n'est pas en train de créer un chaos pour remodeler les rapports de force à son avantage. Il n'a pas le temps d'attendre que l'Europe, avec son processus décisionnel, prenne la mesure de la menace. Mais il crée des contradictions chez nous, soutenant ouvertement tous les courants politiques anti-européens, y compris des courants d'extrême droite.

Pour la Chine, c'est pour lui le moment de frapper. Parce qu'aujourd'hui, la Chine est la première productrice mondiale. Elle a aussi des réseaux d'influence. Par exemple, tu as cité la réunion qui a eu lieu en Asie entre la Corée du Sud, la Chine et le Japon. Mais je crois avoir lu aujourd'hui que le président chinois allait se rendre en Malaisie, au Cambodge, et je ne me souviens plus où d'autre.

Peut-être qu'on devrait poser les termes du débat, non pas en termes de simples négociations commerciales où l'on demande une augmentation de 15 % et, à la fin, on est soulagé si on n'aboutit qu'à 10 %. L'important n'est pas de voir si on négocie ou non, mais de comprendre que la question est de remodeler l'architecture mondiale en termes de puissance. Les États-Unis ont maintenant cette position, et ils peuvent le faire. On verra comment les choses vont évoluer. Mais on voit que d'une part, l'Europe est inoffensive. On tient des discours, on se rencontre,

on s'embrasse, on se touche, parce que c'est devenu la nouvelle mode entre dirigeants. À chaque fois qu'un dirigeant rencontre un autre dirigeant, il faut vraiment qu'il y ait ce contact. Il y a des scènes entre Macron et Trump qui sont surréalistes. Mais pour finir, on ne prend pas vraiment beaucoup de décisions concrètes, et les contradictions internes augmentent. Tu as parlé de la Roumanie, effectivement, de la Bulgarie demain. Et donc, on est dans une situation de tension extrême. On peut se demander quel est le but de tout ça. Ce n'est pas juste un jeu de négociations commerciales. Pourquoi tout d'un coup, on prendrait pour argent comptant ce qu'il dit et qu'on ne dirait pas que finalement c'est juste un discours de confort pour lui, pour justifier ce qu'il fait ici. Si on doit taper, c'est maintenant, ce n'est pas dans 15 ans, parce que dans 15 ans on serait plus affaiblis. Et donc, c'est pour ça que je pense que ce qui se joue là, c'est autre chose que ce qui se joue en apparence. Et que les enjeux sont beaucoup plus graves que ce qui est perçu. On assiste en même temps à une crise de régime, parce qu'il n'y a pas simplement une crise économique et des tensions internationales, mais la capacité de nos élites de faire face. Tu l'avais dit à la dernière conférence, le fait que ce soient des atlantistes, les Allemands, peut-être que ce sont les plus à même de combattre. Mais le chancelier allemand a fait ce qu'il fallait faire au niveau allemand. Mais, il doit apporter une réponse au niveau européen... Et tu viens de dire que ce qu'il a fait au niveau allemand empêche ce qui doit être fait au niveau européen, et sauver juste l'Allemagne dans une Europe qui est en déclin, ce n'est pas non plus la bonne solution. Et quant aux citoyens, ça ne va pas non plus.

Guillaume Duval : La vision du monde de Trump, je crois qu'elle est assez claire. C'est une vision du XIXe siècle, le choc des empires, le retour à l'impérialisme classique appuyé sur le protectionnisme. À la base, les États-Unis se sont développés et sont devenus une grande puissance de manière extrêmement protectionniste. Ils sont devenus libre-échangistes à partir du moment où ils étaient dominants. Donc lui, sa vision du monde, c'est ça. C'est faire sauter tous les cadres multilatéraux, l'OMC, tout ça, on s'en fout. Ce qui compte, ce sont les rapports de force. C'est un rapport de force dans une logique impériale classique. Je pense que ça ne peut pas marcher. Il y a une infrastructure économique internationale qui s'est mise en place sur laquelle on ne peut pas revenir en arrière. Tu ne peux pas revenir à la logique du XIXe siècle. Personne dans le contexte d'aujourd'hui ne va venir investir aux États-Unis pour réindustrialiser les États-Unis, surtout dans une logique où les États-Unis deviennent une dictature où personne n'est sûr des droits de propriété ou il n'y a plus d'État de droit. Aucun investisseur étranger ne va se précipiter pour construire des usines aux États-Unis. Et même si

Trump est revenu en arrière sur ces droits de douane, parce qu'il a vu que les marchés se cassaient la figure et que les taux d'intérêt sur la dette américaine montaient, il est revenu en arrière. Mais les taux d'intérêt sur la dette américaine ne sont pas redescendus. Ils restent aussi élevés qu'au moment où il a décrété ces droits de douane, où ils avaient bondi d'un point parce qu'il a cassé la confiance des investisseurs internationaux et plus personne, en tout cas pas autant qu'avant, ne va acheter des titres de dette américains. Ils vont chercher d'autres débouchés. Donc je pense que c'est ça sa logique, mais que ça ne peut pas marcher.

Georges Vlandas : Tu es d'accord avec Olivier Blanchard ? Tu penses que le système va se réguler d'une certaine façon ?

Guillaume Duval : Je pense que ça risque de craquer de partout, y compris sur le plan militaire, mais qu'en tout cas, la manière dont lui (Trump) voit les choses et un succès possible, ça ne se produira pas. Maintenant, je ne sais pas jusqu'où ça va aller avec les Chinois. Je ne sais pas ce qui va se passer en Iran. Si Israël attaque l'Iran, je ne sais pas où ça va déboucher. Je ne sais pas non plus où on va en Ukraine, je ne sais pas où on va en Israël, il y a plein de raisons de penser que ça va mal se passer à tout un tas de niveaux. Ce que je pense simplement, c'est que la manière dont Trump voit les choses et un succès possible, ça ne se produira pas.

Après, sur l'Allemagne, oui, j'ai dit tout à l'heure que je pensais que c'était assez négatif, en tout cas sur le plan de la mobilisation européenne. En revanche, je pense que les Allemands ont compris une chose, et peut-être que ça peut permettre d'avancer quand même, c'est que leur mercantilisme, qui consistait à miser sur les exportations hors d'Europe, a des limites. Donc, ils vont certainement, l'industrie allemande pense certainement, que l'avenir de l'industrie allemande se situe quand même beaucoup, beaucoup plus qu'ils ne l'ont pensé au cours des 20 ou 30 dernières années, dans le reste de l'Europe et dans le fait de relancer la consommation dans le reste de l'Europe.

Là-dessus, ça peut éventuellement jouer un rôle positif dans le futur. Mais c'est vrai que là, dans l'immédiat, alors qu'il faudrait qu'on s'endette en Europe ensemble de manière importante, je pense que ça va être plus difficile du fait que les Allemands ont décidé de le faire à un niveau national.

Yves Caelen : Je peux éventuellement amener une question qui est évidemment que toutes ces situations dans la relation avec les États-Unis vont aussi avoir un impact sur le redéploiement, on va dire, de l'ensemble du commerce mondial. Comment est-ce que vous voyez l'impact de cette nouvelle situation sur de nouveaux

risques, mais peut-être aussi de nouvelles opportunités pour ce qui concerne nos rapports commerciaux avec d'autres pays ? On pense à des pays asiatiques en particulier, peut-être aussi à l'Amérique du Sud, mais aussi au Canada, par exemple. Est-ce que les choses vont se reconfigurer et quels sont les développements les plus probables ? Merci.

Guillaume Duval : Les plus probables je ne sais pas, mais les plus souhaitables c'est effectivement de réussir à isoler d'une certaine façon Trump et éviter une contagion de protectionnisme de ce type-là et réussir à développer des relations économiques, mais aussi politiques, mais aussi technologiques avec d'autres parties du monde donc, d'une part, le G6, les pays développés moins les États-Unis, donc le Canada, l'Australie, le Japon... Et d'autre part, effectivement, les pays du Sud, les pays d'Amérique latine, les pays d'Asie hors Chine, les pays d'Afrique, mais cela suppose aussi un changement d'attitude assez profond des Européens qui avaient quand même une tendance très marquée et c'est renforcé par la montée de l'extrême droite, à se replier sur eux-mêmes et à considérer que le reste du monde ne les intéressait plus beaucoup et à avoir une attitude, notamment sur la question des migrations, extrêmement frileuse.

Donc, si on veut réussir ça, ça veut dire qu'il faut quand même changer d'état d'esprit assez profondément, et changer des politiques, y compris sur le plan des sous. Je l'ai évoqué tout à l'heure pour l'aide au développement, mais c'est pareil pour la lutte contre le changement climatique. Si on veut sauver l'accord de Paris malgré le retrait de Trump, c'est absolument indispensable, il va falloir accepter de mettre davantage de sous sur la table pour aider à la transition énergétique, la transition verte dans les pays du Sud pour compenser l'absence des Américains. Donc oui, c'est ce qu'il faudrait faire, c'est ce qu'il serait souhaitable. Je ne sais pas si les Européens en sont capables aujourd'hui, je l'espère, mais je n'en suis pas sûr.

Georges Vlandas : Il y a une question dans le chat : « quelle serait la solution, en dehors du protectionnisme pour les États-Unis et les pays européens avec un déficit commercial élevé pour réduire ce dernier en prenant en compte le fait que le reste du monde se développe de plus en plus ?

Guillaume Duval : De toute façon, il fallait que les États-Unis réussissent à diminuer leur déficit commercial. Il n'y a qu'une seule solution, elle est très douloureuse politiquement, c'est diminuer la consommation aux États-Unis. Mais les alternatives, ce serait d'augmenter les impôts pour réduire le déficit et réduire l'endettement en même temps. Mais c'est vrai que c'est

politiquement très difficile à vendre. L'illusion protectionniste est plus vendable que de dire on va réduire la consommation.

Georges Vlandas : Oui, il commence déjà à dire, je crois que dans un premier temps, ça risque d'être pire, mais que ça va s'améliorer dans un second temps et que déjà grâce aux droits de douane, il y a plein de milliards de dollars qui rentrent. De toute façon, c'est un terrain auquel on fait face qui est extrêmement mouvant. Il y a une autre remarque dans le chat disant : « en parlant du rôle du citoyen, il faut noter la tendance en Europe à la répression de plus en plus violente ».

Guillaume Duval : Ce qu'il y a de sûr, c'est que la tentation protectionniste existe très clairement aussi en Europe et la question de savoir si elle va être plutôt renforcée par ce qui se passe aux États-Unis ou plutôt affaiblie, ce n'est pas encore tranché à ce stade. La question, effectivement, des libertés publiques, de la capacité à protester, de la défense des droits dans ce domaine-là est une question centrale et qui va être déterminante. On a assisté plus tôt à un recul au cours des dernières années. On va voir si on peut réussir à inverser la tendance. Mais c'est ce que tu disais tout à l'heure, Georges, il faut être Gramsciste dans ces trucs-là, « à la fois pessimisme de l'intelligence et optimisme de la volonté».

Georges Vlandas : Oui, bien, ça peut être un mode de conclusion partielle. Tu peux être sûr, Guillaume, qu'on va revenir vers toi au cours du second trimestre scolaire pour faire le point au vu des événements. On a un contexte politique qui est changeant, mais dans lequel notre liberté d'action comme citoyen s'accroît également malgré les tendances répressives. Il devient évident que nous nous devons jouer un rôle et que finalement, la délégation de ce rôle ne suffit plus. Merci beaucoup d'être venu. Si tu n'as pas d'autre mot de conclusion, on peut finir sur cette citation de Gramsci.

Guillaume Duval : Merci beaucoup !

Peut-on éviter la vassalisation de l'Europe ?

Conférence GRASPE du 23 septembre 2025 avec Guillaume Duval

Georges Vlandas :

La revue GRASPE qui existe depuis 25 ans organise aujourd’hui cette conférence sur un sujet d’actualité : « Peut-on éviter la vassalisation de l’Europe ? ». Cette question nous paraît pertinente notamment du fait des changements politiques aux Etats-Unis mais pas seulement. Nous faisons cette conférence avec quelqu’un que vous connaissez puisque ce n’est pas la première fois qu’il vient. C’est l’ancien « speechwriter » du Commissaire Borrel, il est aujourd’hui conseiller à l’Institut Jacques Delors. Il était éditorialiste dans l’excellente revue Alternatives économiques, l’une des meilleures revues qui soit parue en France au tournant du XXème siècle et qui continue encore aujourd’hui ce qui montre l’intérêt qu’elle représente. Nous pouvons commencer, Guillaume la parole est à toi.

Guillaume Duval :

D’accord. Donc merci beaucoup, Georges, pour l’invitation. C’est toujours, effectivement, avec plaisir et intérêt que je reviens ici pour discuter de l’avenir de l’Europe, en particulier dans ce cadre.

Donc là, effectivement, on va se poser une question : comment éviter d’être vassalisé par les États-Unis ? C’est un sujet qui risque d’occuper les Européens pendant pas mal de temps au cours des prochains mois, des prochaines années. Je vais commencer par l’actualité immédiate, en particulier l’accord commercial signé fin juillet à Turnberry, en Écosse, pour ensuite élargir un petit peu la focale et voir, au-delà de cette actualité immédiate, ce qu’on pourrait, ce qu’on devrait faire pour ne pas être vassalisé par les États-Unis.

Avant d’être très critique sur l’accord de Turnberry, je voudrais dire quand même que je sais bien, pour avoir été en particulier de l’autre côté de la barrière à certains moments, combien la critique

est facile et l'art difficile. Je mesure tout à fait combien la situation de l'Europe est compliquée dans ses rapports avec les États-Unis de Trump, du fait en particulier de la situation en Ukraine.

Mais ce qui me rend très critique quand même vis-à-vis de l'accord de Turnberry, c'est que, sur le plan du contenu de cet accord, il ne répond absolument pas aux raisons qui sont mises en avant pour le défendre et le justifier.

La première raison qui est mise en avant, et elle est évidemment très sérieuse, c'est qu'on ne peut pas se fâcher avec les Américains parce qu'il y a la guerre en Ukraine et qu'on a besoin d'un soutien militaire des Américains qui se poursuive. Et c'est très sérieux, notamment dans des domaines comme le renseignement. On a vu ce qui s'est passé en mars dernier à Koursk, quand Trump avait coupé le robinet du renseignement pendant une semaine aux Ukrainiens : ils se sont fait écrabouiller tout de suite.

Il y a des domaines, en particulier celui-là, où les Européens ne peuvent pas se substituer aux Américains si les Américains s'en vont. Et c'est évidemment un gros sujet pour nous d'éviter que les Ukrainiens soient défait dans cette guerre.

Mais le problème est qu'on a cédé sur les questions de droits de douane à l'occasion de cet accord à Turnberry, alors que les droits de douane, le commerce, c'est théoriquement un des points forts - le point fort - de l'Union européenne. L'Union européenne, cela représente toujours 20 % de la consommation mondiale. C'est un marché absolument incontournable, en particulier pour les multinationales américaines qui sont en train de perdre pied dans le reste du monde - en Chine ou dans les pays du Sud.

C'est une compétence exclusive de l'Union. C'est un des domaines principaux où l'Union n'a pas besoin d'avoir l'unanimité pour prendre des décisions qui ont un impact important en matière de politique étrangère. On a plein d'outils pour défendre notre marché. On a beaucoup renforcé ces outils au cours du mandat précédent : en renforçant le contrôle des investissements étrangers, en renforçant le contrôle des exportations à double usage.

Donc on a plein d'outils et un pouvoir important dans ce domaine-là. Et l'Union, la Commission européenne, a cédé sans véritablement négocier, sans chercher à construire un rapport de force vis-à-vis de Trump là-dessus.

Cela a eu, je crois, une conséquence très négative sur le dossier ukrainien lui-même. C'est-à-dire que, voyant l'Union s'écraser aussi facilement sur un sujet où elle est potentiellement puissante et forte, il en a forcément déduit qu'il n'avait aucun besoin de tenir compte de l'avis de l'Union européenne sur aucun dossier.

De toute façon, ce qu'il déciderait de faire, on finirait par l'avaler, par l'accepter, puisqu'on avait reculé aussi facilement là-dessus. Et c'était en particulier le cas sur le dossier ukrainien, et il l'a montré tout de suite avec la rencontre en Alaska, où manifestement il était prêt à s'entendre avec Poutine sans que les Européens soient là, sans que les Ukrainiens soient là, pour reconnaître les territoires conquis comme russes, pour empêcher l'Ukraine d'adhérer à l'OTAN, pour éventuellement la démilitariser ou limiter son armement.

Parce qu'il était convaincu que, de toute façon, quoi qu'il fasse - et cela fait longtemps que, pour lui, c'est une priorité de se dégager de ce conflit -, les Européens finiraient par l'accepter.

Cela ne s'est pas fait ensuite, d'une part parce que Poutine lui-même n'a pas vraiment intérêt à clore cette guerre, notamment parce que cela déstabiliseraient son propre pouvoir à l'intérieur de la Russie. Cela ferait des centaines de milliers de gens démobilisés, qui sont pour la plupart aujourd'hui des alcooliques ou des drogués, dont beaucoup sont porteurs de maladies transmissibles non soignées - la tuberculose, le sida -, qui rentreraient en Russie, et ce serait évidemment bien pire à gérer que ce qui avait déjà beaucoup déstabilisé les États-Unis quand les anciens du Vietnam étaient rentrés de la guerre.

Donc cela aurait un effet déstabilisateur très fort. Cela montrerait aussi, en Russie, à quel point l'économie non militaire est en mauvais état, combien on n'a pas investi depuis très longtemps dans les infrastructures. Donc cela risquerait de déstabiliser son pouvoir.

L'autre chose, c'est que la Russie est devenue très dépendante de la Chine, aujourd'hui, à la fois pour ses approvisionnements critiques - notamment militaires, mais pas seulement - et pour vendre son gaz et son pétrole.

Xi Jinping n'a aucun intérêt, aucune envie, à ce qu'il y ait un rapprochement durable entre la Russie et les États-Unis d'une part. Et il n'a aucun intérêt, aucune envie, que Trump ait un prix Nobel ou puisse apparaître comme quelqu'un de très efficace dans les relations internationales et capable de faire la paix, même dans des situations compliquées comme celle-là.

Enfin, Xi Jinping a sans doute très envie de conserver un abcès de fixation en Europe pour éviter que les Occidentaux ne regroupent toutes leurs forces pour limiter l'expansion chinoise en Asie.

Donc, pour toutes ces raisons, je pense que Poutine n'a pas répondu autant que Trump le pensait, l'espérait, à ses offres pourtant très généreuses pour la Russie. Et, d'autre part, il y a eu le mouvement que vous avez vu le lundi d'après à la Maison-Blanche : Trump avait convoqué Zelensky pour lui faire, une fois de plus, lui tordre le bras et lui imposer des choses, mais il est

venu avec les principaux dirigeants européens, et cela a, pour l'instant, bloqué le processus.

Pour autant, je pense que Trump n'a pas changé d'avis fondamentalement là-dessus. Et donc, le problème, c'est qu'en laissant tomber aussi facilement sur la question des droits de douane, on n'a pas du tout renforcé l'accrochage des Américains. C'est ce que dit la Commission : qu'on a assuré le fait qu'on avait l'engagement des Américains à nos côtés en Ukraine. C'est plutôt l'inverse.

On a plutôt renforcé le fait qu'on convainque Trump qu'on puisse être marginalisé très facilement, même sur ce dossier-là.

Le deuxième dossier qui est mis en avant, c'est de dire qu'il faut absolument chercher de la stabilité et de la prévisibilité pour les industries européennes dans les relations avec les Américains. Là aussi, cela pèse très lourd face à un type aussi imprévisible que Trump.

C'est vrai qu'on peut penser raisonnablement qu'avoir 15 % tout de suite, cela vaut mieux que de se battre avec lui pendant six mois ou un an pour terminer avec 30 % à la fin. Donc ce n'est pas un raisonnement idiot. Je dirais même plus : ce n'est pas forcément idiot d'accepter un accord aussi asymétrique qu'il est. Les Américains mettent 15 %, et nous, non seulement on ne met rien en plus, mais on retire même des droits de douane existants - qui sont très faibles, mais quand même. Pourquoi ce n'est pas idiot ? C'est parce que les 15 % que met Trump sur les importations, c'est quand même d'abord et avant tout une taxe sur les Américains eux-mêmes.

Et il est très probable que cela pèse plus lourd, au moins aussi lourd, pour pénaliser l'industrie américaine et l'économie américaine que pour pénaliser ses partenaires.

Je ne crois pas du tout que Trump va réussir, grâce à cela, à relancer l'industrie américaine, parce que je ne crois pas du tout que les gens vont se précipiter pour investir aux États-Unis, dans la mesure où maintenant les États-Unis, cela devient quelque chose d'autant incertain que la Russie ou la Chine, qui sont sorties du domaine de l'État de droit, où il n'y a plus aucune garantie sur la propriété des entreprises.

Donc cela va pénaliser davantage les Américains, sans doute, que le reste du monde, et il n'y a aucune raison qu'on s'inflige à nous-mêmes le même genre de punition. C'est-à-dire que si on était dans la réciprocité, si on faisait la même chose que les Américains, on aurait plus d'inflation en Europe, plus de perte de pouvoir d'achat.

Donc pourquoi pas ? Le sujet, c'est toujours le même : c'est qu'en pliant aussi rapidement et aussi facilement devant Trump, on n'a pas du tout, à la fin, de stabilité et de prévisibilité.

On a plutôt renforcé à nouveau l'idée, chez Trump, qu'on peut aller très loin avec les Européens, que de toute façon ils ne se rebiffent pas. Et donc il en a déduit, et il a commencé à le mettre en œuvre, qu'il pouvait aller plus loin, y compris sur le domaine commercial.

C'est ce qu'il a commencé à faire en s'attaquant, en particulier, aux normes européennes sur le numérique - ce qui est un énorme enjeu. Si on cède en plus là-dessus, là, vraiment, on sera en voie de vassalisation très avancée.

Il a continué aussi à le faire, et je pense qu'il le fera bientôt, sur la question des normes sanitaires sur les produits agricoles et alimentaires, pour nous faire bouffer du poulet au chlore ou du bœuf aux hormones.

Donc là, on s'est aussi tiré une balle dans le pied, d'une certaine façon. Et il a continué aussi maintenant en voulant nous imposer, d'inciter la Chine, à ne plus acheter de gaz et de pétrole russes.

Cela, c'est plutôt une bonne chose, et c'est vrai qu'aujourd'hui il y a une certaine hypocrisie des Européens là-dessus : on importe - enfin, 14 % du gaz qu'on importe est du gaz russe, en fait, essentiellement du gaz liquéfié maintenant, par le biais de la France, de la Belgique et de l'Espagne, pour l'essentiel.

Donc le fait qu'il nous demande d'arrêter cela n'est pas forcément une mauvaise chose. Mais surtout, il nous demande maintenant d'imposer à la Chine des droits de douane très importants tant que la Chine continue à acheter - et l'Inde aussi - du pétrole russe.

Il faut bien comprendre pourquoi il fait cela. Il fait cela aujourd'hui parce que le prix du pétrole est très bas. Vous savez qu'on avait mis un *price cap*, un maximum à la vente du pétrole russe, qui était de 60 dollars par baril. Or, aujourd'hui, les prix de marché du pétrole sont de l'ordre de 60 dollars par baril.

Cela fait très longtemps qu'on discute, en Europe en particulier, de savoir si on ne pourrait pas baisser ce seuil à 45 dollars, mais cela n'a jamais été fait. Le problème, c'est qu'avec du pétrole à 60 dollars sur les marchés mondiaux, ceux qui ne s'en sortent pas, ce sont d'abord les Américains.

Parce que le pétrole qu'ils ont, le gaz qu'ils ont, c'est du pétrole et du gaz de schiste. Et le pétrole de schiste, c'est quelque chose de très coûteux à extraire par rapport au pétrole d'Arabie saoudite, où il suffit de se baisser pour le ramasser. Donc, à 60 dollars, le pétrole américain n'est plus rentable.

Et aujourd'hui déjà, il y a très peu de nouveaux puits qui sont mis en exploitation aux États-Unis, parce que ce n'est plus rentable. Donc ce que veut faire Trump, c'est faire monter le prix du pétrole sur le marché mondial en interdisant davantage aux Russes d'exporter leur pétrole.

Mais l'autre chose qu'il cherche, c'est évidemment aussi de renforcer notre vassalisation, justement en nous obligeant à nous fâcher avec les Chinois.

C'est vrai que la question des relations entre l'Europe et la Chine est une question très compliquée, dans la mesure où la Chine est évidemment un soutien majeur de la Russie contre l'Ukraine, et que pour nous c'est un problème très important.

Mais en même temps, si on s'aligne simplement avec les États-Unis face à la Chine, on est perdus. C'est-à-dire que là, on rentre dans une logique où on perd le contact avec tout le Sud, tout le *Global South*, et où on est vraiment alignés, coincés avec les Américains.

Donc cela, c'est quelque chose qu'il faut absolument réussir à éviter.

Mais donc, ce que je voulais dire simplement, c'est que notre attitude, pas du tout combative et pas du tout sérieuse dans les négociations elles-mêmes sur la question des droits de douane, a plutôt renforcé l'idée de Trump qu'il pouvait nous tordre le bras sur tous les dossiers possibles et imaginables. Et donc, cela a été plutôt une mauvaise chose sur ce plan-là.

Simplement, pour revenir sur le commerce, vous savez que cette histoire d'excédents commerciaux européens vers les États-Unis, ce n'est pas si clair. C'est-à-dire qu'il y a des excédents commerciaux de biens qui sont de l'ordre de 200 milliards d'euros par an, mais il y a en face un déficit sur les services qui est de 150 milliards d'euros par an.

C'est-à-dire que le solde est petit. En fait, 50 milliards d'euros, pour moi, c'est beaucoup, mais rapporté à la taille de l'économie américaine ou de l'économie européenne, c'est très peu.

Et surtout, ce que vous savez peut-être moins, c'est qu'en fait, l'excédent commercial de biens de l'Europe provient, pour un tiers, d'un seul pays. Est-ce que vous savez lequel ?

Hugo Arcangeli :
L'Allemagne ?

Guillaume Duval :

Non c'est l'Irlande. Donc un tiers de l'excédent commercial européen est généré par l'Irlande et en fait cela veut dire que c'est juste du pipeau. C'est le résultat de l'action des multinationales américaines qui s'arrangent pour loger leurs profits en Irlande parce qu'ils ne sont pas taxés. Notamment pour éviter les taxes américaines en particulier. Donc simplement pour dire qu'on avait un dossier, à la base, assez solide pour refuser, tenir tête, avoir un discours qui ne reconnaîsse pas la réalité du phénomène et le fait qu'on doive se plier, mais on ne l'a pas joué.

Alors, qu'est-ce qu'on pourrait faire d'autre pour éviter justement cette vassalisation, maintenant, en étant un peu plus efficaces que dans cette affaire jusque-là ?

On peut faire, et on doit faire, deux choses, je pense. La première, c'est faire jouer le jeu du G6, c'est-à-dire se rapprocher vraiment des autres pays développés - le Canada, l'Australie, le Japon, la Corée du Sud - pour coordonner beaucoup plus étroitement qu'on ne l'a fait depuis six mois nos réponses, en particulier vis-à-vis de l'administration Trump et des malheurs qu'elle essaye de faire aux uns et aux autres en les prenant chacun séparément.

Donc cela s'est fait un peu, mais pas vraiment de manière très proactive du côté de l'Europe. Ce sont plutôt des gens comme Mark Carney, au Canada, qui ont joué ce jeu-là et qui ont essayé de le jouer. Mais jusque-là, Ursula von der Leyen et les dirigeants européens n'ont pas été vraiment très proactifs sur ce plan-là.

Et l'autre point, c'est de se tourner vers le Sud global.

Il y a, derrière, un débat qui n'est pas tranché à ce stade : savoir si ce qui se passe aux États-Unis est un épisode ou si c'est durable. Je pense, malheureusement pour ma part, que c'est durable.

Enfin, je ne suis pas sûr du tout qu'il y ait des *midterms* l'an prochain. Je pense que Trump a marqué des points extraordinaires en six mois pour détruire l'Etat de droit américain, pour prendre le contrôle de tout un tas de choses dont on pensait - dont je pensais, mais je crois que la plupart des gens pensaient - que ce n'était pas possible. On croyait que les États-Unis, c'était un pays où il y avait beaucoup de contre-pouvoirs, que le président ne pouvait pas faire ce qu'il voulait. Il a montré que ce n'était pas le cas.

Donc je pense que là, on a une rupture durable et qu'il faut vraiment considérer et positionner l'Europe comme ayant un ennemi à l'est, qui est la Russie de Poutine alliée à la Chine, et un ennemi à l'ouest, qui sont les États-Unis de Trump, avec le risque que cela dure, que cela s'enracine.

Dans ce contexte-là, il faut d'une part renforcer nos liens avec les autres pays développés, et je pense que l'essentiel, la chose la plus décisive qu'il faille faire, c'est de se tourner vers les pays du Sud. Se tourner vers les pays du Sud sur le plan économique. Je suis Français et, normalement, en tant que Français, je ne devrais pas dire cela, mais je suis assez favorable au fait qu'on signe le traité avec le Mercosur. Je sais que c'est un projet qui est né dans les années 1990, un truc un peu vieux jeu, mal foutu, mais je pense qu'on surestime beaucoup l'impact négatif que cela pourrait avoir, notamment sur le plan agricole.

Les quotas sont quand même assez limités sur ces questions-là. Il y a théoriquement des sauvegardes et des contrôles. Puisqu'ils

sont là théoriquement, on doit pouvoir aussi les mettre en œuvre pratiquement.

Mais je pense qu'il est essentiel - il faut évidemment investir chez nous -, mais on ne peut pas se passer non plus d'être en lien avec des pays à plus bas coûts que nous, pour toutes nos chaînes de valeur, toutes nos chaînes de production.

Par ailleurs, l'Amérique latine présente aussi des réserves importantes de lithium. Je ne dis pas du tout qu'il faut qu'on aille leur piquer leurs réserves à la place des Chinois qui les leur piquent aujourd'hui, mais je pense qu'on peut établir des partenariats avec ces pays-là pour construire des usines sur place, pour fabriquer des batteries avec le lithium qu'ils ont sur place.

Et qu'en tout cas, dans le contexte des relations qu'on a avec les États-Unis et la Russie d'autre part, c'est un enjeu important de développer nos liens économiques et politiques avec des zones du Sud global.

Et c'est vrai que, sur ce plan-là, l'Amérique latine est sans doute le terrain le plus facile aujourd'hui. C'est vrai qu'il y a une histoire coloniale aussi avec l'Amérique latine, mais, d'une part, c'est une histoire coloniale qui s'est terminée il y a déjà beaucoup plus longtemps que les autres, et, d'autre part, elle s'est terminée d'une manière assez différente des autres, dans la mesure où ce sont les colons espagnols qui ont chassé les Espagnols.

Ce qui fait que - c'est aussi le résultat du fait d'avoir travaillé avec des Espagnols pendant cinq ans - je pense qu'ils ont raison là-dessus de pousser dans cette direction aujourd'hui.

Mais il faudrait aussi se tourner vers l'Afrique.

Alors là, évidemment, cela pose d'autres problèmes. Cela pose tout de suite la question de la politique migratoire. C'est vrai qu'aujourd'hui, cela a un impact très négatif sur nos relations avec l'Afrique dans son ensemble.

Non seulement le fait qu'on laisse mourir les migrants illégaux en Méditerranée, mais aussi ce qu'on fait vis-à-vis des migrations légales. Ce qui se passe dans les ambassades et les consulats français en Afrique est un scandale absolu.

Quand on est un artiste africain qui veut venir se produire en Europe, c'est la croix et la bannière.

Giorgia Bisia :

Je pense qu'il serait plus approprié de parler de migration irrégulière que de migration illégale.

Guillaume Duval :

Irrégulière en effet. Ce qu'on fait vis-à-vis des gens qui veulent venir voir leur famille, vis-à-vis d'artistes, de professeurs est absolument scandaleux. Et ce n'est pas étonnant que cela dresse

l'ensemble des peuples d'Afrique contre nous, comme on l'a vu en particulier au Sahel toutes ces dernières années, au point qu'ils en viennent à préférer un impérialiste réactionnaire comme Poutine à continuer à traiter avec les Européens. Donc là, oui, il y a un sujet énorme.

Le problème, c'est que derrière ce sujet-là, il y a aussi des questions de fric. Les Chinois ont fait beaucoup de progrès dans les pays du Sud au cours des dernières décennies parce qu'ils ont mis beaucoup d'argent sur la table à travers les Nouvelles Routes de la soie. Donc ils ont payé les infrastructures partout, dans tous les pays du Sud, en Afrique, en Amérique latine, ce qui leur permet aujourd'hui de développer leurs relations à la fois politiques et économiques. Alors oui, je sais, cela conduit aussi à un certain surendettement des pays africains qui, aujourd'hui, commencent à s'en plaindre. Mais en tout cas, cela a permis aux Chinois d'être très présents dans tous ces pays-là.

Nous, on a répondu avec le truc qui s'appelle le Global Gateway. Un certain nombre d'entre vous sont peut-être familiers de ces choses-là. Mais le Global Gateway, c'est une vaste blague : on a renommé sous le Global Gateway des projets qui étaient déjà dans le tuyau. Il n'y a en fait aucun argent supplémentaire qui a été mis là-dedans. Donc si on veut se tourner vers le Sud, puis sur la question du climat, il y a évidemment la même chose.

Maintenant que les États-Unis ont supprimé aussi leur aide au développement, ils ont supprimé et ils ont quitté l'accord de Paris. Si on veut sauver l'accord de Paris et continuer à avoir une action sur le changement climatique, il faut d'une part s'entendre avec la Chine et l'Inde - c'est évidemment central dans le paysage -, mais il faut aussi mettre beaucoup plus d'argent sur la table pour aider les pays du Sud à faire leur transition sans passer par le pétrole, pour aider les pays du Sud à s'adapter au changement climatique, parce qu'ils émettent très peu mais ils sont souvent très impactés par le changement climatique dès aujourd'hui.

Cela veut dire, tout cela, que l'Europe ne peut éviter d'être vassalisée par les États-Unis que si elle se tourne vers le Sud et qu'elle y met les moyens. C'est-à-dire que, par rapport au rapport Draghi - j'en reparlerai après - qui dit qu'il faut investir beaucoup chez nous, oui, il faut investir beaucoup chez nous, on a pris beaucoup de retard technologique. Mais dans le contexte international où on est, il faut aussi accepter d'investir à l'extérieur, de dépenser plus pour l'aide au développement pour se substituer aux Américains, de dépenser plus pour le climat à l'échelle mondiale, d'investir dans des pays du Sud pour les aider à s'industrialiser sur un certain nombre de filières. Donc cela, c'est quelque chose qu'on n'est pas très capables de faire aujourd'hui.

Beaucoup de gens seront assez facilement d'accord sur ce qu'il faudrait faire pour éviter d'être vassalisés par les États-Unis : investir chez nous pour développer la défense européenne, investir chez nous pour rattraper notre retard technologique et investir à l'extérieur pour développer nos liens économiques et politiques avec les pays du Sud.

Peut-être juste un mot sur quelque chose que j'ai oublié sur les accords commerciaux avec Trump. Un des éléments qui fait que cela ne marche pas et que cela ne donnera aucune stabilité, aucune prévisibilité pour l'avenir, c'est aussi, non seulement ce qui a été fait sur le plan des droits de douane, mais aussi le fait qu'Ursula von der Leyen ait promis d'investir 600 milliards de dollars aux États-Unis au lieu de les investir chez nous, d'acheter du gaz, d'acheter des armes. Le problème, c'est que non seulement c'est contraire aux politiques qu'on est censés avoir pour renforcer notre autonomie stratégique, comme on dit, mais en plus, dans la mesure où ce sont des promesses que la Commission européenne ne peut pas tenir - parce que cela dépend d'abord des États membres d'une part et des acteurs privés d'autre part -, ce sont des promesses qui ouvrent la voie à toutes les surenchères de la part de Donald Trump. Il a commencé déjà à le faire, à dire : « Si vous n'êtes pas capables d'investir 600 milliards de dollars chez nous, je vous remets une louche de droits de douane ». Donc c'est aussi une des raisons pour lesquelles on n'aura pas de stabilité. Mais donc, par rapport à ce qu'il faudrait qu'on fasse dans le monde : il faut qu'on se tourne vers les pays du Sud global, qu'on investisse chez nous - comme le dit le rapport Draghi. Le sujet, c'est évidemment : est-ce qu'on en est capables à 27 ?

Je crois que cela nécessitera forcément un saut très important en matière institutionnelle. Il faut qu'on sorte de la règle de l'unanimité sur les questions de politique étrangère et de défense. Il faut qu'on s'endette en commun à nouveau, et à des niveaux beaucoup plus importants que ce qu'on a fait jusque-là.

Donc, est-ce qu'on est capables de faire cela à 27 et d'évoluer à 27 comme cela ? Pour l'instant, cela n'a pas l'air évident du tout, mais on n'est jamais à l'abri d'une bonne surprise. C'est vrai que, quand on entend Friedrich Merz, un responsable allemand, chrétien-démocrate, qui était jusque-là le plus atlantiste, répéter toutes les trois semaines qu'il faut absolument faire en sorte que l'Europe devienne indépendante des États-Unis, cela a un certain poids, cela a une certaine crédibilité. Malgré tout, cela reste compliqué, dès qu'il s'agit de faire un avion de combat avec les français c'est la guerre mais c'est un changement de donne très important au cœur de l'Europe. C'est possible que l'on doive en passer par ce qui se fait déjà pour l'Ukraine comme la « Coalition des volontaires », donc des accords intergouvernementaux à un

nombre plus petit de pays. Je voudrais juste terminer en disant que je suis assez confiant sur le fait que Trump puisse servir de vaccin en Europe contre le mouvement vers l'extrême droit et l'euroscepticisme. Je pense qu'il peut se passer, vis-à-vis des États-Unis, l'inverse de ce qu'il s'était passé dans les années 1930. Les fascistes étaient très fort en Europe mais aussi aux États-Unis. C'est l'exemple d'Henry Ford qui était un supporter financier important d'Hitler et un antisémite notoire qui failli candidater pour devenir président. Plus tard, il y a eu aussi Lindberg, l'aviateur qui a traversé l'Atlantique, qui était aussi un nazi et qui avait également des ambitions présidentielles. Il y avait un parti nazi américain qui faisait des manifestations dans tous les États-Unis et qui obtenait des gros scores. Mais face à ce que les nazis faisaient en Europe, les Américains ont fini par avoir peur et voter pour Roosevelt et s'engager dans la Seconde guerre mondiale. Pour l'instant Trump apparaît plutôt comme un soutien de l'extrême droite en Europe mais cela les met aussi dans une situation d'inconfort où ils ont du mal à jouer les souverainistes tout en soutenant Trump. Par ailleurs, même si ses droits de douane n'ont pas eu d'effet massif sur l'économie américaine, cela devrait venir. Ses échecs et ses difficultés devraient aider l'Europe à se couper des Etats-Unis et à freiner l'extrême droite même si cela n'y ressemble pas tout à fait maintenant.

(.....)

Guillaume Duval :

Je pensais à deux choses. D'abord, sur von der Leyen et la Commission : elle a fait preuve de beaucoup de dynamisme et de volontarisme, mais essentiellement autour d'un sujet - concentrer le pouvoir et apparaître comme la présidente de l'Europe, y compris sur des domaines où, théoriquement, elle n'a rien à dire, c'est-à-dire la défense et la politique extérieure.

Mais ce que je pourrais lui reprocher, c'est qu'elle n'a pas fait assez sur des sujets clés pour les difficultés qu'on a aujourd'hui : par exemple, le budget.

On sait depuis 2020 et *Next Generation EU* que Merkel avait réussi à faire admettre aux autres, d'une part qu'il faudrait rembourser *Next Generation EU*, et d'autre part qu'il faudrait institutionnaliser, pérenniser cet endettement commun pour la défense, pour l'Ukraine, pour l'industrie. Et elle ne s'est jamais battue là-dessus.

Pendant cinq ans, elle n'a pas progressé sur le dossier des nouvelles ressources propres de l'Union. Et maintenant, on se retrouve à la veille du nouveau CFP le bec dans l'eau, où il n'y a toujours pas de ressources propres nouvelles adoptées et où on va se retrouver avec un budget qui sera en fait inférieur au précédent, au bout du compte, à la fin des négociations.

Cela, c'est quand même sa responsabilité à elle.

Georges Vlandas :

Mais ce sont surtout les États membres.

Guillaume Duval :

Et l'autre chose, c'est qu'elle n'a rien fait sur les réformes institutionnelles. Je sais que les réformes institutionnelles, c'est compliqué, mais elle n'a rien fait pour sortir de l'unanimité sur les sujets de défense et de politique extérieure. Elle n'a rien fait non plus pour utiliser même les marges de manœuvre qui existent dans le cadre des traités actuels.

On ne sait pas, par exemple, qu'en fait, pour les sanctions à prendre contre des États, on n'a pas besoin de l'unanimité au Conseil. Il y a des règles prévues dans le traité qui disent qu'une fois que le Conseil européen - les chefs d'État - a décidé qu'il allait faire des sanctions, le Conseil des ministres des Affaires étrangères européennes peut décider des sanctions à la majorité qualifiée.

Georges Vlandas :

Le Conseil des ministres, ont-ils pris cette décision ? Non, pourquoi dès lors cela serait la faute de la présidente de la Commission ?

Guillaume Duval :

Disons qu'elle aurait pu pousser. Après, sur les forces qui pourraient servir de rappel : je pense que le fait que Draghi monte au front sur deux aspects qui sont un peu contradictoires.

D'un côté, la dérégulation : toute la droite européenne est prête à acheter. Et je pense que c'est plutôt dangereux. Il y a certainement des processus à simplifier, des règles à simplifier, mais la dérégulation ne peut pas être un facteur d'innovation.

En fait, ce sont plutôt les règles qui obligent à innover. Le fait d'avoir des règles plus strictes en matière d'environnement, c'est cela qui fait qu'on invente de nouvelles choses. Le fait de déréguler, si on ne fait que cela, ne nous mènera nulle part.

Mais je pense que le fait que quelqu'un comme Draghi, qui n'est pas un révolutionnaire, monte au front comme cela est significatif d'une chose : le grand capital européen est en train de comprendre - les grandes entreprises européennes sont en train de comprendre - qu'elles ont besoin de renforcer le marché européen par lui-même.

Pendant longtemps, les multinationales d'origine européenne se sont battues contre toute protection du marché européen, contre toute politique industrielle européenne, parce qu'elles investissaient beaucoup en Chine d'une part, aux États-Unis d'autre part. C'est là qu'elles voyaient leur marché d'avenir, leurs profits, leur croissance.

Elles ne voulaient surtout pas que leur développement aux États-Unis ou en Chine soit contrarié par des mesures protectionnistes ou industrielles en Europe.

Aujourd'hui, les Allemands, d'abord, sont en train de se rendre compte que ce n'est pas comme cela que cela marche : il faut une politique industrielle pour exister à l'échelle mondiale. Et dans le contexte actuel, le marché chinois, tu peux l'oublier. Le marché américain, c'est en train aussi de devenir impossible.

Donc, si on ne développe pas le marché européen et si on ne se tourne pas économiquement vers les pays du Sud, on sera morts. Mais ce ne sont pas seulement les travailleurs qui seront morts : c'est aussi le grand capital européen.

Je pense qu'il y a aujourd'hui - même si cela ne s'exprime pas encore politiquement très fort - une possibilité d'union de forces sociales, pas forcément évidente a priori, pour protéger davantage le marché européen, avoir des politiques industrielles plus volontaristes, emprunter en commun, etc.

Alors après, cela reste compliqué sur le plan politique.

Georges Vlandas :

Parce qu'il n'y a pas d'offre politique capable de faire cette alliance, pour l'instant.

Guillaume Duval :

Oui. Mais je pense que le fait que Draghi prenne un tel rôle dans le débat public européen est quand même significatif de quelque chose d'important.

Georges Vlandas :

Alors, il y a un collègue du Service européen d'action extérieure, qui nous écrit dans le « chat » :

« L'Union européenne dispose-t-elle aujourd'hui des leviers nécessaires pour renforcer son autonomie stratégique, notamment vis-à-vis des États-Unis ? Les initiatives récentes - Boussole stratégique, Fonds européen de défense, PESCO - renforcent la capacité européenne à agir sans dépendre systématiquement de Washington. Mais la dépendance au parapluie américain via l'OTAN et les divisions internes entre États membres limitent la cohérence d'une politique étrangère et de sécurité commune. Les points économiques, eux, sont affaiblis par la dépendance énergétique et technologique, notamment vis-à-vis des GAFAM et des technologies de défense américaines. »

Quelle serait ta réaction ?

Guillaume Duval :

Ma réaction, c'est que, notamment sur les GAFAM, oui, on dépend d'eux, mais les GAFAM dépendent énormément de nous. Ils sont en train de se faire jeter de Russie, ils sont en train de se

faire jeter de Chine, ils sont en train de se faire doubler sur les marchés des pays du Sud par les multinationales chinoises du secteur.

En fait, en dehors des États-Unis - qui restent un très gros marché pour eux - le seul marché sur lequel ils ont des positions solides, et pour l'instant pas menacées, c'est le marché européen.

Donc oui, on dépend beaucoup d'eux. On n'est pas capables de les remplacer du jour au lendemain. Mais si on se fâche vraiment avec eux, ils auront aussi très mal.

On a donc un rapport de force bien meilleur que ce qu'on pense généralement.

Alors, il y a une faiblesse dans la construction institutionnelle de l'Europe sur la question, en particulier, de la concurrence et des sanctions pour infraction à la concurrence. La Commission européenne est à la fois décideur politique - c'est elle qui met en avant les lois -, la police - c'est elle qui enquête et poursuit -, et la justice - c'est elle qui prend les sanctions et les met en œuvre.

Le problème, c'est que cette construction n'est pas du tout conforme à l'État de droit tel qu'on le connaît d'habitude, avec la séparation des pouvoirs. Et en fait, cela en fait un facteur de fragilité politique.

C'est-à-dire que Trump peut taper sur la Commission sans que la Commission puisse dire : « Je n'y suis pour rien, c'est la justice qui a décidé. » Elle est coincée.

Donc cela, c'est une fragilité dans la construction de l'Europe, lourde en particulier dans ce domaine.

Mais cela peut se corriger. La Commission avait voulu faire cela pour avoir beaucoup de pouvoir dans le domaine de la concurrence. Mais c'est un piège.

Yves Caelen :

Un élément qui a manqué dans la présentation - pourtant riche -, c'est la question de la monnaie, et en particulier du rôle du dollar. Avec les nouvelles politiques de Trump, a-t-on une perspective de voir le rôle du dollar dans l'économie mondiale changer ?

Guillaume Duval :

La politique de Trump sur le dollar est double. Il a d'abord voulu - et obtenu - une dépréciation importante du dollar. Non seulement l'économie européenne subit des droits de douane de 15 % et plus sur ses exportations vers les États-Unis, mais en plus on a subi une dépréciation du dollar de quasiment 15 % depuis le début de l'année. Cela se cumule et cela fait beaucoup. Sous cet angle-là, il réussit ce qu'il veut : rendre l'économie américaine plus « compétitive » en faisant baisser le dollar.

À terme, cela devrait avoir des effets négatifs sur le pouvoir d'achat des Américains - c'était ce qui avait posé beaucoup de

soucis à Biden - et cela pourrait finir par se retourner contre Trump si les prix augmentent trop, puisqu'ils importent pas mal.

L'autre aspect, c'est l'usage du dollar comme arme politique pour forcer les autres à s'aligner - ce n'est pas commencé avec lui. Cette arme s'érode : j'ai vu l'autre jour que la moitié du commerce extérieur de la Chine est désormais faite en yuan, ce qui n'était pas le cas il y a dix ans. On va vers une dé-dollarisation, même si la place du dollar reste très importante. Les sanctions extraterritoriales américaines poussent tout le monde dans ce sens-là. C'est un mouvement puissant et irréversible.

Cela repose la question de l'action des Européens vis-à-vis du Sud. Les tentatives des BRICS de construire des alternatives au FMI, au dollar comme monnaie, aux systèmes de paiement occidentaux, risquent de finir par aboutir. Enjeu formidable pour les Européens : ne pas rester coincés avec les Américains dans un espace qui se réduit, pendant que d'autres choses se construisent à côté et contre. Le multilatéralisme est central pour nous. Les Américains n'ont jamais vraiment été multilatéraux : ce n'est pas avec Trump qu'ils ont commencé à taper sur l'ONU, l'UNESCO, à bloquer l'OMC, à rester hors de la CPI ou de la CIJ, ou à bloquer l'accord de Kyoto. Les seuls qui ont un besoin vital du multilatéralisme, c'est nous. Si on veut le sauver malgré Trump, il faut s'entendre avec la Chine, le Brésil, l'Afrique du Sud. Et « on », c'est l'Union européenne.

Georges Vlandas :

C'est cela un peu le problème qui explique l'attentisme des forces sociales: les enjeux sont immenses, voire nous dépassent. Avant, on se disait : on prend le pouvoir en France, en Grèce, et des choses changent ici ou là. Maintenant, c'est un jeu multiple : « nous on pourrait faire cela », mais les Allemands, les Autrichiens... Et on est confronté à l'absence de partis européens. La faible autonomie politique du Parlement européen s'explique aussi par le fait que les députés ne sont pas désignés par des partis réellement européens avec un agenda européen : ils dépendent des États membres. Rappelez-vous Jean-Pierre Cot, professeur, qui s'occupait du développement au Parlement, qui avait une vision progressiste, puis qui a été débarqué par le PS.

Quelle autonomie pour des députés qui dépendent de nominations nationales ? Idem pour les commissaires : on les auditionne, mais au nom de quelle politique ? On est face à des blocages multiples et la question principale c'est par où commencer ? Je dirais : par la politique, par le social, par un programme européen. Mais qui le porte ? Peut-être que tu en sais plus - tu es plus intelligent, plus cultivé, et plus jeune que moi...

Guillaume Duval :

Par où commencer ? Par le budget. On pourra faire du social, de l'industriel, de la politique extérieure, de l'aide au développement, seulement si on a plus de fric à l'échelle européenne.

Georges Vlandas :

Mais les États membres diront : « On donne à l'Europe alors qu'on n'a pas d'argent. » Tu préconises 600 milliards d'endettement annuel - ce que propose Draghi ?

Guillaume Duval :

Draghi dit : investir 800 milliards par an en plus. Ce n'est pas uniquement public : public et privé. Pour investir 800 milliards de plus, il faut au moins 200 milliards d'argent public en plus comme levier. On a emprunté 750 milliards ensemble en 2020...

Georges Vlandas :

On a le bilan du plan de relance ?

Guillaume Duval :

Je n'ai pas vu de bilan clair. C'est très difficile à faire. Sans ce plan, la situation aurait probablement été plus difficile ; mais quantifier précisément l'impact, c'est compliqué.

Georges Vlandas :

Je crois savoir que la partie subventions était plus désirée que la partie des prêts.

Guillaume Duval :

C'est le problème - y compris pour *SAFE*, le nouvel emprunt pour la défense (150 milliards d'euros). C'est uniquement de l'argent emprunté par l'Union pour être prêté aux États. Cela ne sert pas à grand-chose : l'intérêt pour un État, c'est juste l'écart de taux entre ce que la Commission emprunte et ce qu'il emprunterait lui-même. Faible effet de levier - ici sur l'industrie de défense, comme hier sur *Next Generation EU*.

La moitié subventions / moitié prêts : les prêts ne servent pas à grand-chose, sauf pour la France ou l'Italie aux taux plus élevés. Pour la plupart, intérêt limité. La vraie question : peut-on mettre vraiment de l'argent supplémentaire sur la table, à des niveaux significatifs ?

Aller demander « plus de fric » aux États ne marchera pas. Il faut deux leviers :

1. Ressources propres : de vrais impôts décidés et prélevés au niveau européen. Les candidats : les émissions de gaz à effet de serre (taxes carbone, ETS) et le numérique.

Taxer le numérique pour alimenter le budget européen nous met en confrontation avec les États-Unis, mais les États n'ont pas déjà leurs taxes, donc c'est faisable et prioritaire. Il faut des ressources propres croissantes.

2. Emprunter à l'échelle européenne. La dette européenne est quasi nulle : cela ne coûte rien à personne, et on peut agir. Il faut accepter de sortir du dogme du budget européen toujours équilibré et de l'interdiction d'emprunter. Tant qu'on reste à 1 % de la richesse dépensée au niveau européen, on ne fera rien de significatif - ni innovation, ni politique industrielle, ni défense, ni aide au développement, ni politique extérieure.

Georges Vlandas :

Et comment mener cette bataille politiquement dans les États membres ?

Guillaume Duval :

En politique extérieure, des choses sont possibles. On est déjà le premier fournisseur d'aide au développement au monde - mais via des politiques nationales et des agences nationales. On continue à se bagarrer partout en Afrique pour planter chacun son petit drapeau.

C'est un domaine où l'on pourrait, sans forcément gonfler les budgets européens, mutualiser.

(...)

Yves Caelen :

Peut-être pour revenir sur l'économie globale : avec cette proposition de s'ouvrir à des marchés qui pourraient prendre leur lait, en quelque sorte, des États-Unis au G6 puis vers le Sud global... N'y a-t-il pas un problème de fond ? L'économie prend de plus en plus l'aspect d'une guerre de tous contre tous : accès à des ressources nécessairement limitées. Parmi les actions de Trump, il n'y a pas que les droits de douane ; il y a aussi, par exemple, des accords imposés à l'Ukraine sur l'accès à ces ressources. Et la compétition en Afrique, en Amérique latine, ailleurs, entre puissances multiples pour l'accès aux ressources.

Avec la montée des batteries, il serait assez facile de pénaliser l'Europe - en cas de sanctions, disons contre la Chine - peut-être plus que les pays que nous voudrions sanctionner. N'assiste-t-on pas à une reconfiguration totale de l'économie mondiale vers une économie de pénurie, avec une violence inhérente au jeu économique ?

Guillaume Duval :

Ce qui est sûr, c'est que si on a vraiment un fractionnement des marchés et des économies, cela va coûter cher à tout le monde. La

mondialisation a des inconvénients majeurs, elle crée de gros déséquilibres, mais le fait que, pour une firme, le marché soit mondial - 7 milliards de clients potentiels - permet d'amortir des investissements bien plus importants que si l'on ne produit que pour 300 millions d'Européens ou 300 millions d'Américains.

Nous avons donc un intérêt vital à maintenir des relations économiques, à ne pas basculer dans l'autarcie. Cela rejoint ce que je disais : développer des liens économiques et politiques avec les pays du Sud pour garder une dimension de marché large. Oui, il y a une bagarre pour l'accès aux matières premières. Mais nous pouvons présenter un avantage politique : nous faisons moins peur - parce que moins puissants - que les Chinois ou les Américains. Nous pouvons proposer des offres moins prédatrices, moins impérialistes, qui seront perçues comme telles et rencontreront plus d'assentiment.

La difficulté majeure, surtout vis-à-vis de l'Afrique : les pays qui connaissent le mieux l'Afrique parce qu'ils ont été colonisateurs - la France, la Belgique - sont les plus mal placés pour agir, du fait de l'histoire et de l'acrimonie persistante. Ceux qui devraient être moteurs - Allemands, Polonais, pays de l'Est - s'y intéressent peu : c'est un problème culturel.

Je pense que c'est Kaja Kallas qui a succédé à Josep Borrell comme Haute Représentante : un de ses problèmes depuis six mois, c'est qu'en dehors de la Russie et de l'Ukraine, elle connaissait peu les autres dossiers (Afrique, Moyen-Orient, etc.). Il faudrait que ces pays soient davantage moteurs pour se tourner vers l'Afrique ; mais c'est difficile pour la France ou la Belgique.

Georges Vlandas :

Aujourd'hui, c'est une course de vitesse : ce que l'on ne fait pas et qu'on diffère, on en ne peut plus le rattraper. Les forces en présence bougent et proposent leurs solutions. Si nous avions été beaucoup plus durs en 2014 sur la Crimée, peut-être n'aurions-nous pas cette guerre sans fin ni cette dépendance. Il fallait analyser, se préparer. Nous, nous attendons deux ou trois ans après le début de la guerre. On nous dit qu'au niveau militaire notre production d'obus dépasse celle des États-Unis, mais nous ne sommes pas capables de faire un avion ensemble, ni d'autres choses.

Xi, dès le conflit avec les États-Unis, a fait le tour de l'Asie du Sud-Est - Laos, Vietnam, Malaisie, si mes souvenirs sont bons. Il a déjà bougé et créé un marché là-bas. Il a su dépasser des conflits, avec l'Inde par exemple, ou avec la Russie en Asie. Et nous, en face, nous avons un dirigeant américain irresponsable, qui mène une politique égoïste, sans principes, qui détruit notre identité. Si tout se réduit à savoir qui est le plus voyou, au nom de quoi se bat-on ? L'État de droit ? Il résiste mal aux États-Unis : des magistrats élus démissionnent, les médias résistent - *New York*

Times, Wall Street Journal - mais enfin... C'est une course de vitesse qui produit sa propre logique et ses propres défis : si on n'agit pas vite, demain nous serons confrontés à d'autres questions, encore plus lourdes.

Je suis content que Draghi propose quelque chose de lucide. Soit dit en passant, Draghi a travaillé avec les services de la Commission, paraît-il : les experts du rapport Draghi sont ceux de la Commission. On est un peu comme avec le projet Pénélope - l'alternative de Prodi sur la Constitution européenne - bien meilleur, mais sans écho politique. Cette contradiction est angoissante.

Le cours de l'histoire s'accélère : dans trois mois, la situation sera différente - probablement pire.

Guillaume Duval :

On verra. Je ne serais pas étonné que, dans trois mois, Poutine soit dans une situation plus difficile qu'aujourd'hui. Je ne pense pas que la guerre soit en train de tourner à son avantage. Je ne sais pas où nous en serons, mais je ne serais pas surpris d'avoir plutôt de bonnes surprises de ce côté-là.

Georges Vlandas :

Merci d'être restés aussi longtemps sur un sujet aussi ardu. Nous allons faire la retranscription - cette fois, enregistrée par deux, trois moyens.

Fake news, comment s'en prémunir ?

Conférence U4U du 17 octobre 2025

Invité : Hubert Krivine pour son livre “On nous aurait menti ? De la rumeur aux fake news”, paru aux éditions De Boeck Supérieur en octobre 2022.

Georges Vlandas :

Bonjour chers collègues, Merci d'être venus à cette conférence “fake news, peut-on s'en prémunir ?”. Fausses nouvelles, vérités alternatives, y en a-t-il plus qu'avant ou y a-t-il une accélération de leur propagation ?

Est-ce un phénomène nouveau ? Manifestement non puisque, par exemple, dans le livre d'Isaïe, vieux de plus de 2000 ans, il est écrit “malheur à ceux qui appellent le mal bien et le bien mal, qui font des ténèbres la lumière et de la lumière les ténèbres, qui font de l'amer le doux et du doux l'amer”. C'est quelque chose qui existe donc depuis longtemps, qui est de plus en plus fréquent, il y a de nombreux exemples qui sont fournis par l'actualité, de la nazification de l'Ukraine aux thèses anti-vaccins du secrétaire d'État américain en passant par les thèses de M. Raoult. Pour en parler avec nous et en débattre, nous avons ici pour la seconde fois Hubert Krivine, scientifique, maître de conférences à l'Université Pierre et Marie Curie où il a enseigné la physique statistique. Il est l'auteur de nombreux ouvrages consacrés à la construction de la pensée scientifique. Nous avons déjà fait une conférence au sujet d'un de ses livres “ChatGPT : une intelligence sans pensée ?” Je donne tout de suite la parole à M. Krivine pour une introduction à la suite de laquelle nous aurons l'occasion de débattre.

Hubert Krivine :

Bonjour, je vous remercie pour l'invitation. C'est amusant parce que quand je suis arrivé à Bruxelles, Georges m'a donné un livre de Myriam Revault d'Allonnes intitulé “La faiblesse du vrai”, c'est un très bon titre. Je crois que moi je vais vous parler de la force du faux parce que c'est symétrique de la faiblesse du vrai. Alors la définition d'une fake news est facile : c'est un mensonge sur une grande échelle. De ce point de vue-là ce n'est pas nouveau, les exemples sont infinis depuis le Protocole des Sages

de Sion aux armes de destruction massive en Irak, vous vous souvenez en 2003 Powell devant les Nations unies a montré une fiole pour démontrer qu'il y avait des armes de destruction massive. En temps de guerre on appelait ça des bobards, ça vient de « bober » qui veut dire “tromper” en vieux français. Alors pourquoi un nouveau mot ? À cause de l'échelle gigantesque rendue possible par les moyens de communications modernes. Ça vaut quand même la peine de retracer les progrès de la diffusion. De l'écriture sur parchemin puis sur papier grâce aux Chinois il y a 2000 ans puis propagé par les Arabes au Moyen-Orient, puis en Europe au XVe siècle, ça a été essentiel à la propagation du livre le plus répandu au monde qui a été écoulé à quelques milliards de copies, j'entends : la Bible. Puis il y a eu la radio, la télévision etc. La nouveauté ce n'est donc pas tant la taille du public que l'instantanéité de la propagation. Je vais vous donner deux citations que je trouve très bien et qui illustrent parfaitement ce que je vais raconter.

Paul Valéry disait “le mélange du vrai et du faux est énormément plus toxique que le faux pur” et Victor Serge qui était un révolutionnaire d'origine belge a dit à propos du stalinisme “dans leurs mensonges il y a des vérités”.

Un exemple de “faux fake news”, celui d'Alan Sokal. C'était un physicien américain qui a écrit “*Transgressing the Boundaries: Towards a Transformative Hermeneutics of Quantum Gravity*”. Ça s'est pas mal vendu or c'est une provocation de Sokal qui est un très bon physicien, qui sait très bien de quoi il parle et il sait en particulier qu'il n'y a pas de gravité quantique. Donc tout le titre c'est du baratin et les responsables de la revue l'ont publié avec enthousiasme. Ça a fait un tollé quand tout le monde s'en est rendu compte.

Une “vraie fake news” : le pari de Pascal. Dieu est ou n'est pas mais de quel côté pencherons-nous ? La raison n'y peut rien déterminer, pesons le gain et la perte en prenant croix (c'est-à-dire en tirant à pile ou face) que Dieu est. Si vous gagnez vous gagnez tout et si vous perdez vous ne perdez rien, gagnez donc sans hésiter. Donc avoir les gestes de piété coûte peu et peut rapporter énormément, même si ce n'est pas probable”. Qui hésiterait devant un tel choix ? Il y a d'autres exemples. L'homéopathie par exemple, a été pratiquée en Europe et surtout en France pendant très longtemps. C'est un traitement bidon mais il y a des dizaines de milliers de toubibs qui l'ont approuvé et des centaines de milliers de patients qui en ont consommé. Ça tient au fait qu'il a soulagé quand même et pourtant il n'y a aucune molécule active. Ça donne l'idée que ça peut être utile. Ça rappelle ces masques que portaient les gens en Italie à la fin du Moyen-Âge pendant les épidémies de peste. De grands masques avec un long bec d'oiseau dans lequel ils faisaient brûler des herbes aromatiques pour se protéger de la maladie. Des milliers de personnes ont fait ça et

l'efficacité du procédé est nulle. Les gens le faisaient parce que devant une telle horreur on ne pouvait pas ne rien faire. Donc on a fait n'importe quoi mais on l'a fait. Pendant la Covid, le Pr Raoult de Marseille avait trouvé un traitement bon marché pour immuniser les gens contre la Covid. C'est du pipeau alors qu'il était déjà reconnu. Ce qui est intéressant c'est qu'ici on a assisté à la naissance d'une nouvelle religion. A une toute petite échelle mais c'est une nouvelle religion. Il y avait le prophète, Pr Raoult, et une liste énorme de disciples politiques et même quelques scientifiques.

Alors comment s'en prémunir ? Eh bien, en fait on ne peut pas, la réponse est assez claire. Certains évoquent le bon sens, mais ce n'est pas du tout un bon indicateur, il vous dira que les corps tombent d'autant plus vite qu'ils sont lourds, alors que ce n'est pas vrai. La notion d'évidence est trompeuse, "évidence" signifie "qui se voit" mais ce qui se voit n'est pas forcément vrai et inversement ce qui est vrai n'est pas forcément visible. Et le bon sens n'est pas suffisant pour s'opposer aux fakes news car elles sont souvent elles-mêmes fondées sur le bon sens. On peut faire l'analyse des sources, bien-sûr. Par exemple, la guerre bactériologique en Corée, il s'était dit à l'époque que les Américains avaient largué des bombes bactériologiques sur les coréens. Mais ce n'était pas vrai et pourtant ça semblait l'être. Surtout pour nous qui étions de gauche, on n'aimait pas les Américains et on estimait que c'était tout à fait possible. Un autre exemple d'analyse des sources qui peut être trompeuse : les procès de Moscou. Quand Staline fait ça, les accusations étaient invraisemblables et pourtant une partie importante de la gauche et en particulier les PC ont complètement soutenu ces procès parce que la source leur paraissait convenable.

Il y a aussi le cas de Mme Tessier. Une voyante suivie par Mitterrand notamment, docteure en sociologie, c'est un des scandales. Elle voulait prouver l'utilité de l'astrologie en disant qu'elle avait raison huit fois sur dix. C'est en effet au-delà du hasard. C'est un mauvais raisonnement mais il a marché. Ça a également marché quand je l'ai testé devant mes étudiants. Ils n'ont pas eu l'idée que ça ne veut rien dire. Si vous prenez l'avion par exemple, il peut s'écraser ou non, mais il n'y a pas 50% de chance qu'il s'écrase n'est-ce pas ? Donc ce n'est pas parce qu'on ne connaît pas l'issue d'un phénomène qu'il y a 50% de chance qu'il se produise, c'est absurde.

Il y a aussi l'exemple amusant du Pr Blondlot, un Alsacien qui a découvert les rayons N. Et il a eu derrière lui une bonne partie de la communauté scientifique française qui était fière de montrer qu'on faisait des choses en France. C'étaient des rayons qui

pénétraient la matière et qui permettaient, comme les rayons X, de voir ce qui se passait à l'intérieur d'un corps humain. Bon, ça aussi c'était du pipeau. Mais lui n'est pas un affabulateur. C'est un physiologiste assez connu et il y a cru jusqu'à sa mort. Il y a aussi le bacille de Koch, qui était censé guérir la tuberculose avec la tuberculine. On multiplie les exemples comme ça.

Alors pourquoi ça marche les fakes news ? Il y a évidemment la crédulité des gens, un facteur essentiel c'est le biais de confirmation. Personne n'y échappe vraiment, même les scientifiques regardent avec plus de sympathie une expérience qui va dans leur sens. Si vous définissez une fake new comme la propagation à grande échelle d'idées qui sont fausses, alors qu'en est-il de la religion ? Elles concernent des milliards de gens. Les religions c'est un peu comme les mythes, c'est à dire une chose écrasante qui apaise les souffrances, c'est comme l'homéopathie, ça n'a pas de vertu objective, un bon curé peut être aussi efficace pour soulager des gens mais ça ne veut pas dire que ce qu'il dit est vrai.

Georges Vlandas : Merci. Alors on dit qu'il y a des fakes news, elles sont propagées du fait des nouvelles techniques de communication. La rumeur d'Orléans analysée par Edgar Morin en était une. Aujourd'hui il y a une immédiateté de l'information. Au-delà des fake news il y a aussi les vérités alternatives comme décrites par George Orwell, imposées, et aussi d'autres qui sont moins systématiques, moins idéologiques mais qui se propagent. Le livre de Revault d'Allonne cite un article du Guardian qui mentionne ce mensonge sur la cérémonie d'investiture de Donald Trump à laquelle il y aurait non seulement plus de monde qu'à celles d'Obama mais en plus il se serait arrêté de pleuvoir. Ceux qui ont fait remarquer qu'il a plu toute l'après-midi se sont vu répondre "nous pouvons être en désaccord avec les faits". Donc c'est assumé. Pour le Brexit, il y a eu des promesses comme l'investissement de 350 millions de livres dans le système de santé et ensuite les mêmes gens ont dit que ce n'était pas vrai et ne l'ont pas fait.

La question qu'on peut se poser c'est que la massification des faits alternatifs aboutit à quelque chose de fondamental me semble-t-il, c'est le fait qu'on ne peut plus parler ensemble. Le débat démocratique peut en être affecté. Si on est chacun dans un monde parallèle c'est compliqué. Je sais bien qu'en sciences sociales les jugements de fait sont empreints de jugements de valeur, mais en science dure de nos jours, moins. On peut discuter du chômage mais on ne peut pas dire qu'il n'existe pas.

C'est cela qui me préoccupe avant tout. Le dictionnaire d'Oxford dit que "la post-vérité a rendu la vérité inessentielle ou hors de

propos". Comment peut-on dans ces conditions faire corps, être ensemble, débattre etc. C'est une question vertigineuse qui se pose. Et tout ça est accentué par les algorithmes qui ne font que renforcer les croyances déjà existantes. Dans une revue, Paris Match (je sais, je sais !), il y a un entretien avec Thomas Huchon où il se demandait si c'était utile de dire à quelqu'un qu'une théorie du complot en est une. Sa réponse était que ça n'avait pas d'effet sur les gens qui croient déjà mais ça contribue à réduire l'influence de ce phénomène et empêcher que d'autres basculent.

Yves Caelen :

Donc la question était ce rapport entre les fakes news et la possibilité d'avoir un débat. Alors est-ce qu'un débat public est encore possible dans un monde qui est à ce point envahi par des manipulations de la vérité.

Hubert Krivine :

Sur l'affaire Raoult c'était fascinant, on le voyait à la télé et rarement on le contredisait. C'est très difficile en effet.

Georges Vlandas :

Dans le chat il y a une question : "ce qu'il faudrait approfondir c'est pourquoi, malgré que Trump mente, les gens votent pour lui. Alors manque de culture, fascination pour l'extraordinaire, confiance dans le messie ?".

Hubert Krivine :

On croit les gens qui nous mentent parce qu'ils nous caressent dans le sens du poil, ça paraît évident.

Georges Vlandas :

Certes, mais tout ça n'est-il pas en relation également avec une crise du politique, de délibération publique, de la perte de confiance dans le monde politique où on fait le contraire de ce qui a été dit pendant les campagnes ?

Hubert Krivine :

Oui, il y a un manque de confiance et aussi envers le monde scientifique, ce qui me paraît au moins aussi grave. Einstein n'est pas responsable de la bombe atomique. La connaissance n'est jamais une mauvaise chose, c'est toujours un progrès, mais ce qu'on en fait c'est différent.

Yves Caelen :

Et si c'était une crise de l'autorité ? Puisqu'au fond ce qui caractérise notre rapport au savoir et à ce qu'on appelle la vérité, c'est une confiance dans les autorités. On ne parle pas des politiciens mais des scientifiques. Par exemple, pendant la

Seconde Guerre Mondiale il y avait une hiérarchie scientifique des races humaines publiée dans des ouvrages scientifiques. L'autorité politique le relayait à travers le projet colonial. Après la Seconde Guerre on se rend compte que ce n'est pas conforme à la réalité mais on se rend compte aussi que l'autorité nous a conduits dans le mur. Croire à ce genre de choses nous a conduits dans le mur. Donc on arrive des années après à une remise en cause de cette idée qu'il y aurait une autorité détentrice du savoir et par conséquent les garants du savoir semblent se dissoudre. On arrive à mai 68, la révolte étudiante, contre les professeurs, "il est interdit d'interdire" et donc on arrive à une libéralisation de la recherche du savoir. Est-ce que ce qu'on appelle les fakes news ce n'est pas une espèce d'ultra libéralisation du savoir ?

Georges Vlandas :

Ça pose un débat qui est ancien, à savoir l'espace propre aux codes, producteur de vérité et qui existe grâce aux pairs tant qu'ils ne sont pas démentis par d'autres vérités. On ne peut remettre en question ce qu'on sait à un moment donné que selon des règles précises. Sinon on fait du Raoult. Ça, c'est un champ. Ça rejoint une question qui se posait lors de la première conférence de M. Krivine dans laquelle il était question des données du grand débat national qui a été fait en France et de les traiter par IA pour en obtenir un résultat. Et Yves, tu disais que dans le choc du politique, ce qui réduit les risques c'est la délibération entre les citoyens qui permet d'approcher un problème dans ses multiples dimensions, scientifiques ou non et suivant sa perception en fonction de sa condition. Ce champ de délibération est positif mais le problème c'est qu'il est en crise et dans ce contexte des crises de fake news, on ne peut plus discuter, ou alors plus difficilement. C'est un défi.

Je vois une question dans le chat : "Comment se prémunir des fake news répandues par les autorités elles-mêmes, les charniers de Timisoara, les 40 bébés décapités par le Hamas, quelle différence entre propagande et fake news ?"

Hubert Krivine :

Les fake news sont des choses fausses, tout simplement. La propagande peut être fausse aussi, parfois pas totalement.

Georges Vlandas :

Une autre question : "Est-il possible de responsabiliser les acteurs, par exemple unir les politiques, scientifiques et journalistes, les plateformes sociales responsables de propager des fake news ?"

Il existe des mécanismes de régulation (fact checkers) qui tentent de se mettre en place. Par exemple sur les discours de haine etc. mais aux États-Unis on a retiré ce mécanisme au nom de la liberté d'expression.

Hubert Krivine :

Il faut comprendre les limites politiques de ça parce que si on commence à punir tous les politiques qui racontent des salades on n'en sortirait plus ...

Audience :

Pourquoi ? Ça ferait un tri.

Georges Vlandas :

Oui mais le problème c'est de savoir qui contrôle le tri. On a une autre remarque : "Le recouplement des informations grâce à l'IA est aujourd'hui un réel débat, certainement que l'on peut considérer à tort ou à raison que l'IA est impartiale".

Hubert Krivine :

Elle ne l'est pas parce que l'IA repose essentiellement sur des milliards de données disponibles sur le web. Mais ces données, ce n'est pas le monde. Pour revenir à l'affaire de Raoult, l'écrasante majorité des sources internet sur le sujet étaient en faveur du traitement du Pr Raoult, et c'était faux.

Audience :

Mais on pourrait imaginer une IA déconnectée d'internet, qui ne "consommera" ce qu'on lui donnera. Une IA qui n'est pas connectée à internet telle que celle de HuDex. C'est eux qui se proposent de collecter les données du grand débat national qui a eu lieu en France. Comme le code de leur IA est en open source, tout le monde peut vérifier de potentiels biais dans le code. Et comme ça on pourrait voir émerger des tendances dans les opinions, avoir une substance objective de ce que les gens ont porté comme valeurs, comme revendication, comme vision. Je ne sais pas si c'est possible mais dans la théorie c'est déjà intéressant.

Hubert Krivine :

Ça serait très bien, je suis favorable à ce genre d'IA "nourrie" de la sorte mais l'efficacité serait très faible puisqu'elle dépend avant tout du nombre de données avec lesquelles elle a été entraînée.

Yves Caelen :

Ça veut dire que l'IA serait capable de produire uniquement des choses correspondant à l'état du grand débat national. Il n'est pas impossible que dans quelques mois ou quelques années, la nation

dont nous parlons vire fortement à droite, ce qui veut dire que ce qui va nourrir le débat correspondrait à l'état de l'opinion à ce moment-là. Ce qu'il y a derrière est le mythe d'une objectivité dans l'accès au savoir. Or, il n'y en a pas. Quand on parle de vérité ça me pose des questions. La vérité scientifique je vois ce que c'est, un consensus, mais en politique ou en morale je n'en vois pas ou peut-être la vérité de l'Eglise, du parti mais ce n'est pas objectif. Donc c'est là l'intérêt du débat et les points de vue sont forcément multiples. Pour un traitement médical c'est différent, c'est étudié, objectivable. Donc cette idée qu'une IA puisse nous permettre d'accéder à la "vérité" dans le sens platonicien.

Audience :

Il me semble que la question n'est pas là. Le Président français a organisé ce qu'il a appelé le grand débat national. Le parti pris était de dire "on va écouter l'avis de tout le monde", il a fait lui-même de nombreux débats et on pourrait passer du temps à s'interroger sur tout cela mais le fait est qu'il en a résulté une très grande quantité de données. Des cahiers dits de "doléances", parfois des dizaines de pages par personne. Cette quantité de données n'est pas possible à traiter. C'est ce dont parle l'article de la Fondation Jean Jaurès de juin 2025 sur l'IA et la démocratie. Hugo Micheron et Antoine Jardin, ont fondé Arlequin AI avec pour objectif de doter les sciences sociales d'outils technologiques souverains, transparents et puissants, capables d'analyser les dynamiques sociales à partir de données qualitatives massives.

Donc je ne sais pas si une IA impartiale est possible, mais en théorie ce genre de processus me semble intéressant. Après, suivre le résultat de ce que l'IA produit, c'est un choix politique, ce n'est pas une question de vérité. Quand on demande aux gens de voter, rien ne dit non plus qu'ils sont éclairés mais on vit tout de même avec les dirigeants que ce vote désigne.

Georges Vlandas :

La dernière fois, Hubert, vous disiez que l'IA ne peut pas effectuer un travail de choix car elle ne peut pas penser et donc elle ne peut pas produire de somme cohérente qui a besoin d'être pensée.

Audience :

Pour retourner aux fakes news, est-ce qu'il manque aujourd'hui une éducation de l'esprit critique ? On est submergé par une quantité d'informations incomparable avec celle à laquelle l'étaient nos parents. Il faudrait éduquer à l'esprit critique pour appliquer une méthode d'examen des résultats de l'IA, des discours politiques etc. Comment faire pour nous-mêmes aller plus dans ce sens-là ?

Hubert Krivine :

Il n'y a pas de formation prévue explicitement à l'esprit critique. Les enseignants peuvent décortiquer les choses du passé avec un prisme qui permettra d'éveiller l'esprit critique. L'histoire des sciences c'est l'histoire des erreurs et on a progressé en passant de Copernic à Galilée, puis Newton, Einstein... on pourrait dire pareil de la mécanique quantique. Donc ce n'est pas une histoire de fake news ici, plutôt de la science.

Audience :

Mais déjà la vérification des sources n'est pas toujours un réflexe. Y compris de nous-mêmes parfois.

Georges Vlandas :

Une question du chat : "Et nos valeurs dans tout ça ?". Je pense précisément que nos valeurs interviennent dans le débat public et ce au nom de quoi on débat et pourquoi faire. Il y a des faits, des besoins matériels mais aussi des principes et des valeurs, des projets politiques qui entrent en ligne de compte. Nous nous sommes par exemple pour l'unité du personnel et non pas pour une approche catégorielle et que la défense de tous dans une perspective de tous est la seule manière de faire en sorte que le corps social soit fort. Ça ne va pas de pair puisque parfois on parle de manière séparée des AST, AD, contractuels, mais le faire de la sorte ça ne permet pas d'avoir un destin commun. On part avec un principe politique pour aborder la réalité.

Y a-t-il d'autres remarques ?

Audience en ligne :

Il y a de plus en plus d'initiatives dans les pays d'Europe pour éduquer les jeunes à l'esprit critique, surtout vis-à-vis du contenu consommé en ligne.

Audience :

Tout à l'heure on a parlé de propagande et dans votre livre vous prenez le parti pris de considérer que l'effet sur le public prime sur l'intention de celui qui diffuse la fake news. Ça peut s'entendre, mais je me suis tout de même demandé, dans un processus de lutte contre la désinformation, n'est-ce pas un problème de minorer l'intentionnalité de ceux qui diffusent ? Typiquement : les campagnes de propagande. C'est un fake news d'une teneur particulière, et en minimiser l'intentionnalité n'est-ce pas passer à côté d'un élément important selon vous ?

Hubert Krivine :

Si on définit la fake news comme une idée fausse, la propagande c'est une idée fausse. Il faut distinguer effectivement, on pourrait discuter avec Blondlot et Koch mais à un certain moment on ne pouvait plus discuter avec les partisans de Raoult.

Audience :

Justement, tout à l'heure vous avez dit "devant une telle horreur on ne pouvait pas rien faire", peut être que ça explique, dans l'épisode du Covid où tout le monde a peur, on ne sait pas vraiment comment on va se soigner, le vaccin n'est pas prêt, on n'a pas de protocole, du coup les adeptes se sont plus rangés derrière quelqu'un qui leur dit ce qu'ils ont envie d'entendre. Est-ce que le cas des rayons N ne fait pas moins de mal que le cas de Raoult ou de ceux qui mettent sur le devant de la scène des mensonges avérés qui vont participer à entamer la confiance qu'on aura envers les gouvernements, envers la science etc. Les rayons N ne remettent pas grand-chose en cause, à la fin on dira juste que le savant s'est trompé.

Hubert Krivine :

Ça me rappelle le lavage des mains, pour la Covid ça ne sert à rien. Mais c'est un moyen de donner une réponse à des gens qui sont avides de réponses. Il faut donner une consigne. Les toubibs savent bien qu'il faut donner une ordonnance, un peu de doliprane ne serait-ce que pour le placebo.

Georges Vlandas :

Il y a tout de même "erreur" et "erreur", celle qui est faite par mégalomanie et celle de ceux qui savent qu'ils mentent. Par exemple, les armes de destruction massive en Irak, le secrétaire d'État le savait. L'autre stade c'est le conseiller de Trump qui dit qu'il y existe des faits alternatifs.

La difficulté est "comment on discute avec les gens dans un contexte où il y a une crise de l'autorité et de curiosité".

Hubert Krivine :

C'est très difficile. Pour la Bible par exemple, "elle ne nous apprend pas comment marchent les cieux mais comment y aller", disait Galilée. Il y a beaucoup de choses très inexactes dans la Bible. La religion c'est compliqué d'un point de vue matérialiste immédiate simple, c'est une fake news. Mais c'est le livre le plus imprimé dans le monde.

Yves Caelen :

Je reviens à ce que nous disions tout à l'heure. Au fond ce qui compte selon moi c'est l'intention et je partage le point de vue de la personne qui interrogeait cela. Mais les faits sont plus

importants que l'intention. Il peut arriver qu'il y ait des erreurs mais il faut en corriger les effets rapidement. Dans les années 30 avec la classification des races par exemple. Un autre exemple, vous avez peut-être entendu parler du Dr. Geerd Hamer et sa nouvelle médecine germanique, en gros l'idée c'est qu'on peut guérir le cancer par la psychothérapie. Je suis persuadé qu'il est sincère et qu'il croit en ce qu'il vend, cependant, l'effet est délétère. Pour la religion, que vous lisiez la Bible ou le Coran, vous trouverez des récits de lapidation. La question ce n'est pas est-ce vrai ou non, c'est de savoir si les gens qui le lisent vont pratiquer ou non la lapidation. Il y a des pays où on la pratique et d'autres où on ne la pratique pas. On a intérêt à se reporter sur la question de l'effet avant tout.

Hubert Krivine :

C'est vrai, mais une lecture littérale des textes saints peut favoriser une crédulité qui affectera sans doute d'autres domaines. Ce n'est quand même pas bon.

Yves Caelen :

Peu de gens prennent ces textes littéralement. Peut-être quelques-uns aux États-Unis mais en Europe je n'en ai pas rencontré des masses. Les évangélistes peut-être.

Audience :

Pour revenir au livre, il y a quelque chose qui m'a un petit peu étonné, c'est que vous semblez minimiser l'effet de certaines fake news, notamment les fake news sur la mission Apollo 11. C'est une fake news dont l'effet est dévastateur parce qu'il y a beaucoup de gens aujourd'hui dans le monde et en Europe qui pensent que nous ne sommes jamais allés sur la lune. Ça remet en cause toute l'interprétation et la confiance en l'espace et la science, certains pensent que la NASA est une agence fictive ou je ne sais quel complot. Il y a de l'intentionnalité, un effet très important et pourtant vous l'évoquez comme une "petite fake news", pourquoi ce classement ?

Hubert Krivine :

Ça dépend comment on définit les fake news. Le fait que les gens pensent qu'on n'a jamais marché sur la lune, qu'est-ce que ça implique ? Une défiance terrible par rapport à la science, et c'est ça qui est embêtant mais ça n'aura pas forcément d'implication pratique.

Yves Caelen :

Une différence fondamentale c'est que le rayon N est une erreur alors que l'idée qu'Apollo 11 est une invention c'est un poisson d'avril qui a dégénéré.

Georges Vlandas :

On a plus de questions que de réponses, mais c'est normal, et somme toute positif. La question pour moi est celle de la création d'un espace délibératif et citoyen dans lequel la pluralité des points de vue puisse donner lieu à des échanges en allant chercher d'expertise quand c'est nécessaire. Ça me rappelle la pratique de la boutique de la science pour animer des débats citoyens où on produit des analyses qui servaient au débat et donc c'est à travers la confrontation des idées que cela doit passer.

Un dernier questionnement peut concerner la « raison d'être » des fake news et des vérités alternatives. Même si elles ont existé de tout temps, leur propagation amplifiée est due aux nouvelles techniques de communication et à l'essor des réseaux sociaux.

Mais nous ne devons pas oublier qu'elles sont au service des systèmes politiques et économiques oppressifs et inégalitaires, qui cherchent à occulter le réel voire à le travestir. Orwell l'avait signalé en son temps. Ces systèmes sont hostiles à la démocratie, à la confrontation nécessaire des idées fondée sur des faits. La démocratie, les sociétés solidaires fondées sur des valeurs humanistes ont besoin des vérités, les systèmes oppressifs jamais.

Audience :

J'ai une dernière question. Vu votre passé de militant, en ouvrant le livre, je me serais attendu à des exemples politiques. En ce moment en France il y a des fake news assez monumentales qui ont circulé récemment et j'aurais aimé avoir votre point de vue sur ces fake news, ce qui permet aux gouvernants de dire des énormités sur les plateaux télé sans être repris. Il y a selon moi une question du vecteur qui est différente puisque les réseaux sociaux nous laissent mentir de manière autonome si je puis dire, mais dans la presse ou à la télévision, il est censé y avoir un filtre. Or, quand Mme. Borne, ancienne première ministre et ministre de l'Éducation, dit que si le budget n'est pas voté, les cartes vitales ne fonctionnent plus etc., tout le monde sait que c'est faux, en tout cas sur le plateau c'est le travail des journalistes de le savoir et de lui répondre, mais personne ne dit rien. Quand M. Macron va en Martinique sur l'histoire du chlordécone, il dit "il ne faut pas dire que le chlordécone est cancérogène parce que ce n'est pas vrai et que ça fait peur aux gens". À peine rentré à Paris, il se fait reprendre par les scientifiques qui font remarquer que, oui, c'est cancérogène. Communiqué de l'Élysée dans le journal Le Monde "Le Président n'a jamais dit que le chlordécone n'était pas cancérogène". Donc on a une question du vecteur qui me semble important et aussi pourquoi avoir évité ces questions, il me semble que ça aurait été intéressant de lire Hubert Krivine sur ces questions.

Hubert Krivine :

C'est vrai, c'est un livre plutôt scientifique et je l'ai écrit il y a quelque temps, je n'avais pas toutes ces informations.

Georges Vlandas :

Bien, merci à toutes et à tous. Merci à Hubert Krivine de s'être joint à nous pour parler de ce sujet si vaste et intéressant que sont les fake news, le tout appuyé bien-sûr sur son livre "On nous aurait menti", paru aux éditions De Boeck Supérieur.

Hubert Krivine :

Merci encore pour l'invitation.

Assurer le leadership de l'Europe dans l'énergie de fusion

La fusion : une énergie d'avenir, complémentaire aux renouvelables

Par Hari Seldon

Face aux défis du changement climatique et à la nécessité de garantir la sécurité énergétique de l'Europe, la recherche de solutions innovantes s'intensifie. Parmi celles-ci, l'énergie de fusion se distingue comme une technologie prometteuse, capable de fournir une énergie propre, sûre et pratiquement illimitée. Un atout majeur de la fusion est sa capacité à produire une énergie dite « de base » (baseload), c'est-à-dire une électricité disponible en continu, indépendamment des conditions météorologiques ou de l'heure du jour. Cette caractéristique fait de la fusion un complément idéal aux énergies renouvelables, telles que le solaire ou l'éolien, qui sont par nature intermittentes. Ensemble, fusion et renouvelables peuvent constituer un mix énergétique robuste, permettant de répondre aux besoins croissants de la société tout en réduisant la dépendance aux combustibles fossiles et en limitant les émissions de gaz à effet de serre.

L'Europe à la croisée des chemins : préserver le leadership dans la fusion

L'Europe est depuis longtemps à la pointe de la recherche sur la fusion, grâce à des infrastructures de classe mondiale, des talents reconnus et une capacité industrielle solide. Le rapport Draghi identifie la fusion comme une technologie clé pour la productivité, la croissance et l'autonomie européennes. Pourtant, ce leadership est aujourd'hui menacé par une concurrence internationale accrue, notamment des États-Unis, du Royaume-Uni, de la Chine et du Japon, où les investissements publics et privés se multiplient.

La fragmentation de la gouvernance européenne, des agendas de R&D parfois obsolètes et la montée rapide des start-ups privées dans la fusion risquent de reléguer l'Europe au second plan si des mesures décisives ne sont pas prises rapidement. Or, l'Europe importe près de 80 % de l'énergie qu'elle consomme, ce qui l'expose à des risques géopolitiques et à la volatilité des marchés. La fusion offre une solution stratégique : des combustibles abondants, aucune émission de gaz à effet de serre, et une électricité de base fiable, complémentaire aux renouvelables.

Les atouts européens et le rôle central de l'agence européenne Fusion for Energy (F4E)

Des décennies d'investissements de l'UE dans la fusion, et le rôle de leader dans le projet ITER, placent l'Europe à l'avant-garde de l'innovation. Fusion for Energy (F4E) livre des composants complexes et construit une chaîne d'approvisionnement industrielle compétitive impliquant plus de 2 700 entreprises et 75 organisations de R&D. Cependant, ITER ne doit pas être une fin en soi. La stratégie européenne doit soutenir des projets parallèles et des installations de test pour maintenir active la chaîne d'approvisionnement, combler les lacunes technologiques et assurer la continuité de l'expertise.

Fusion for Energy (F4E) est non seulement la seule entité juridique publique de l'UE dédiée à la fusion, mais aussi un centre unique d'expertise technique, de savoir-faire industriel et de talents. Le personnel de F4E réunit des décennies d'expérience dans la gestion de contrats industriels complexes, les processus d'approvisionnement et la livraison de technologies de fusion de pointe. Leur expertise a été essentielle dans la contribution européenne réussie à ITER, notamment dans la conception, la fabrication et la livraison de composants avancés tels que les aimants supraconducteurs et les secteurs de la chambre à vide.

Le personnel de F4E est composé d'ingénieurs, de scientifiques, de chefs de projet, de spécialistes des achats et de juristes hautement qualifiés, dont beaucoup ont développé leur carrière grâce à une implication directe dans des projets phares de fusion tels que JET, ITER, JT-60SA et les activités de l'approche élargie. Ce vivier de talents a permis à F4E de faire le lien entre la recherche et l'industrie, favorisant l'innovation, le transfert de technologie et le développement d'une chaîne d'approvisionnement européenne compétitive. Les connaissances accumulées du personnel en matière d'engagement industriel, de gestion de contrats et de résolution de problèmes techniques constituent un atout stratégique pour l'Europe, garantissant que l'UE reste à la

pointe de la technologie de fusion et soit prête à passer à l'échelle commerciale.

De plus, l'engagement de F4E dans le développement de nouveaux talents par l'éducation, la formation et la collaboration avec les universités et les centres de recherche assure une pérennité de l'expertise pour l'avenir. L'approche proactive de l'organisation en matière de gestion des connaissances et son rôle dans le soutien aux partenariats public-privé renforcent encore la position de l'Europe dans la course mondiale à la fusion.

Finalement, F4E devrait jouer un rôle important dans la coordination de la recherche européenne lors de l'exploitation d'ITER, ce qui renforcera davantage son capital de connaissance et expérience comme pôle d'expertise européenne.

Un leadership fort et une coordination efficace au sein de la Commission sont essentiels. La fragmentation actuelle entre les commissaires à l'énergie et à la recherche, et leurs services respectifs, doit être surmontée, avec un commissaire principal en charge et une structure de gouvernance simplifiée pour garantir une mise en œuvre efficace. La coordination entre les activités de fusion de l'UE et des États membres, ainsi qu'avec les start-ups privées, est cruciale pour éviter les doublons et maximiser l'impact.

Vers une stratégie industrielle européenne ambitieuse

Il devient maintenant urgent de passer à une stratégie industrielle globale, axée sur la commercialisation, afin de :

- Faire de la mise en œuvre commerciale l'objectif central, en permettant la création de centrales de démonstration dirigées par le secteur privé.
- Adopter une feuille de route basée sur les technologies clés (KET), alignant les financements publics sur des projets pertinents pour l'industrie.
- Rationaliser la gouvernance de l'UE, en élargissant le rôle de F4E comme organisme public unique coordonnant la recherche, l'engagement industriel et les efforts de commercialisation à l'échelle européenne.
- Mettre en place un programme solide de partenariat public-privé (PPP) pour soutenir les start-ups de la fusion et les fournisseurs industriels.
- Distinguer la fusion de la fission dans la réglementation européenne, en garantissant des cadres adaptés.

L'UE doit agir pour renforcer les initiatives privées, attirer les investissements et créer un cadre uniifié soutenant à la fois les acteurs publics et privés. Des partenariats public-privé, des cadres clairs en matière de propriété intellectuelle et des instruments financiers ciblés sont nécessaires pour libérer le potentiel des start-ups européennes dans la fusion.

Conclusion : une opportunité à saisir

L'Europe est à la croisée des chemins. Par une action décisive, elle peut transformer son expertise en fusion en une industrie commerciale capable de relancer le moteur de croissance européen, d'assurer la sécurité énergétique et de diriger le monde dans les technologies propres. Il est essentiel que la Commission européenne élabore une stratégie efficace, opportune et tournée vers l'avenir, avec F4E en son cœur, et fournisse l'engagement politique fort et les politiques ciblées nécessaires pour concrétiser le potentiel de la fusion

Le personnel contractuel international des missions civiles (PSDC) de l'Union européenne et contraintes de recrutement

12 missions civiles de l'Union européenne sont actives aujourd'hui¹. La demande pour de nouvelles missions ne fait que se confirmer, comme rappelé dans le « Compact »², adopté le 22 mai 2023 par le Conseil afin de renforcer la capacité de l'Union européenne à répondre aux crises et dont l'application est revue périodiquement dernièrement 7/11/2025). Actuellement, plus de 2.000 membres du personnel travaillent au sein des missions civiles. L'Union européenne a lancé deux nouvelles missions en 2023, en Arménie et en Moldavie, ainsi qu'une nouvelle initiative de soutien aux pays du Golfe de Guinée et vient de relancer EUBAM Rafah.

Les missions offrent un cas d'étude intéressant, non pas tant dans la perspective de discuter de leur efficacité³, mais comme illustration de comment la disponibilité des ressources constraint les ambitions : Les Etats membres requièrent de l'Union européenne de mutualiser les ressources et d'entreprendre des activités qu'ils ne sont pas toujours eux-mêmes prêts à financer à la hauteur de leurs attentes exprimées et ce, à travers un système de prise de décision réactif, parfois en dehors d'un contexte plus global et à plus long terme. Ceci pose des questions quant au concept de fonction publique européenne.

Les missions civiles font partie intégrante de la Politique de Sécurité et de Défense Commune (PSDC) telle définie aux articles 42 à 46 du traité sur l'Union européenne et de la gestion

¹ https://www.eeas.europa.eu/eeas/missions-and-operations_en

² <https://www.sipri.org/publications/2023/research-reports/new-compact-renewed-impetus-enhancing-eus-ability-act-through-its-civilian-csdp-0>

³ Rapports spéciaux de la Cour des comptes (ECA): 7/2015 sur EUPOL Afghanistan, 15/2018 EUCAP Sahel Niger et EUCAP Sahel Mali ;

des crises, introduite au Conseil de Feira en 2000⁴, puis déclinée en « Objectif global civils en 2004, 2008 et 2010. Elles sont au même titre que les missions militaires des outils clé de la politique extérieure de l'Union européenne⁵, même si les contours de la « boîte à outils » n'ont pas arrêté d'évoluer ; la formulation progressive de l'approche intégrée et de la Stratégie globale en 2016, a créé d'autres défis concernant la cohérence des différents instruments et de leur efficacité. L'importance des missions a encore été réaffirmée lors de l'adoption de la « Boussole stratégique »⁶ avec pour objectif de renforcer la capacité de l'Union européenne « à agir rapidement et avec fermeté dès lors qu'une crise survient » et sa crédibilité internationale en tant qu'acteur de sécurité. La guerre en Ukraine a aussi influencé le concept. Dans cette optique, le 22 mai 2023, le Conseil a adopté un nouveau « Compact »⁷ destiné à renforcer plus spécifiquement la capacité de l'Union européenne à répondre aux crises, définissant 14 directives générales et comprenant 20 engagements⁸, précisant et réitérant l'importance des missions civiles. Le 16 novembre 2023, les représentants des Etats membres ont tenu leur première conférence annuelle de bilan de mise en œuvre de ce nouveau Compact⁹, l'occasion de revenir sur les enjeux et les contraintes.

Les missions civiles de l'UE se distinguent des autres acteurs, qu'il s'agisse d'alliance militaire comme l'OTAN ou des Nations Unies avec des membres plus diversifiés et une vocation civil-militaire dans le maintien de la paix par exemple. 18 missions sur 25 lancées depuis 2000 étaient soit purement civiles ou du moins en avait une forte composante. Les domaines d'action des missions civiles vont de la police, au renforcement de l'état de droit et de l'administration, de la protection civile, à la réforme du secteur de la sécurité et de la bonne gouvernance dans les zones de crise, par exemple EULEX Kosovo et EUPOL Afghanistan, avec toujours pour objectif la défense et la

⁴ <https://www.robert-schuman.eu/questions-d-europe/0022-l-union-europeenne-et-la-gestion-des-crises>

⁵ https://www.fjia.fi/wp-content/uploads/2021/10/analysis11_the-eus-strategic-approach-to-csdp-interventions_tyyne-karjalainen-ville-savoranta-2.pdf

⁶ <https://data.consilium.europa.eu/doc/document/ST-7371-2022-COR-1/fr/pdf>, p.3 et 14-15;

⁷ Council of the European Union, Conclusions of the Council and of the Representatives of the Governments of the Member States, meeting within the Council, on the establishment of a Civilian CSDP Compact, 9588/23, 22 May 2023.

⁸ <https://www.sipri.org/publications/2023/research-reports/new-compact-renewed-impetus-enhancing-eus-ability-act-through-its-civilian-csdp-0>

⁹ https://www.eeas.europa.eu/eeas/civilian-csdp-compact-eu-holds-annual-review-conference-its-civilian-response-crises-and-conflicts_en

promotion des valeurs de l'Union européenne. Ces missions contribuent aussi à faire face aux défis en matière de sécurité par des moyens non militaires, concernant les migrations irrégulières (EUCAP Sahel Niger, fermée à la demande des autorités), les attaques hybrides, le terrorisme, le crime organisé ou encore l'extrémisme violent et la gestion des frontières (EUCAP Sahel Mali). Ainsi, pouvons-nous établir la typologie suivante pour les missions civiles actuellement en cours, sachant qu'une mission peut avoir plusieurs objectifs et que par définition la situation internationale étant particulièrement fluide, nous sommes dans un domaine évolutif dans les zones d'intervention (Balkans, Palestine, Sahel, Ukraine) qui appelle à des ajustements permanents des mandats des missions qui sont révisés au moins tous les deux ans:

- Conseil stratégique pour la réforme du système de sécurité intérieure :

- **EU Advisory Mission in Iraq** (EUAM Iraq, 2017):

La mission soutient les autorités dans l'établissement des conditions pour une paix durable suite à la défaite de Daesh, notamment à travers du conseil stratégique pour le secteur de sécurité. Les activités de la mission viennent en complément des autres mesures de soutien dans le domaine sécuritaire aux autorités irakiennes ;

- **EU Advisory Mission in the Central African Republic** (EUAM RCA, 2020):

La mission fournit des conseils stratégiques au Ministère de l'intérieur et aux forces de sécurité intérieures afin de leur permettre d'assumer leurs fonctions sous l'autorité nationale.

- Gestion des frontières :

- **EU Border Assistance Mission at the Rafah Crossing Point** (EUBAM Rafah, 2007):

La mission soutient l'Administration palestinienne pour les frontières et les points de passage par des activités de conseil stratégique, de la formation et de la fourniture d'équipement. Elle a été à l'arrêt pendant le conflit, mais doit reprendre ses activités ;

- **EU Border Assistance Mission in Libya** (EUBAM Libya, 2013) :

La mission soutient les autorités pour renforcer le contrôle des frontières terrestres, maritimes et aériennes et développer une stratégie à plus long terme de gestion intégrée des frontières. La

mission intervient en complément des activités des Nations Unies dans le même domaine.

- Renforcement des capacités et lutte contre le terrorisme:

- **EU Capacity Building Mission in Mali (EUCAP Sahel Mali, 2015):**

La mission est dédiée à la réforme du secteur de sécurité intérieures en fournissant du conseil stratégique et participant à l'entraînement des forces de police, de la gendarmerie et de la garde nationale. La mission se concentre sur la gestion des crises, le contrôle des frontières, le contre-terrorisme, la gestion des ressources humaines et de la logistique, le respect de l'état de droit et la lutte contre l'impunité ;

- **EU Capacity Building Mission in Somalia (EUCAP Somalia, 2016):**

La mission est engagée dans le renforcement des capacités dans le domaine du respect du droit maritime et la refonte de « l'architecture de sécurité maritime ». La mission travaille en coordination avec les missions militaires (EU NAVFOR, Opération Atalanta et EUTM Somalia) afin de sécuriser les routes maritimes commerciales;

- **EU Security and Defence Initiative in the Gulf of Guinea (EUSDI Gulf of Guinea, 2023):**

La mission doit permettre aux quatre pays du golfe de Guinée concernés (Bénin, Côte d'Ivoire, Togo) de renforcer le déploiement de leurs forces de sécurité dans le nord afin de lutter plus efficacement contre les groupes islamistes qui y développent leurs activités terroristes. La mission prévoit l'entraînement, le conseil des forces de sécurité locales et un soutien technique aux forces locales.

- Stabilisation, renforcement de l'état de droit:

- **EU Police and Rule of Law Mission for the Palestinian Territories (EUPOL COPPS, 2006)**

La mission assiste l'Autorité palestinienne dans le renforcement de ses institutions à travers la réforme de la police et de la justice, incluant le renforcement du système de justice pénale ;

- **EU Rule of Law Mission in Kosovo (EULEX Kosovo, 2008)**

La mission intervient dans le renforcement des capacités des institutions pour l'établissement d'un état de droit respectant la multiethniciété, la responsabilité publique, le refus des interférences politiques, en conformité avec les standards

concernant le respect des droits humains admis au niveau international et en ligne avec les meilleures pratiques européennes.

EULEX apporte son appui aux Chambres spécialisées et au Bureau du Procureur. La mission a été établie en ligne avec la mise en œuvre de la Résolution 1244 du Conseil de sécurité des Nations Unies ;

- **EU Monitoring Mission in Georgia** (EUMM Georgia, 2008)

La mission a été établie pour l'observation de la mise en œuvre de l'accord du 8/09/2008. Les membres de la mission surveillent les zones proches de la frontière de l'Ossétie du sud et de l'Abkhazie afin de notifier tout incident et de contribuer de par sa présence au maintien de la situation sécuritaire ;

- **EU Advisory Mission in Ukraine** (EUAM Ukraine, 2014):

La mission assiste les organes de sécurité dans les domaines de la police, judiciaires, de la poursuite, de la lutte contre la corruption et la défense des droits humains. Depuis 2022, la mission apporte également un soutien aux forces de l'ordre pour gérer les flux de réfugiés entre l'Ukraine et les pays voisins de l'Union européenne, ainsi que pour faciliter l'entrée de l'aide humanitaire. La mission soutient aussi les autorités pour les enquêtes et les poursuites pénales relatives aux crimes internationaux ;

- **EU Mission in Armenia** (EUMA, 2023)

La mission doit observer la situation sur le terrain afin de prévenir la résurgence de violence dans les zones de conflit et participer au renforcement de la confiance des populations arméniennes et azerbaïdjaniennes ;

- **EU Partnership Mission in Moldova** (EUPM Moldova, 2023)

La mission doit contribuer à la consolidation à la résilience du pays en prodiguant des conseils stratégiques et en fournissant un appui opérationnel aux forces de sécurité intérieures. La mission a aussi un mandat dans le domaine de la lutte contre les menaces hybrides, la cyber sécurité, la lutte contre les interférences étrangères.

Il ne faudrait pas pour autant se focaliser uniquement sur les objectifs premiers affichés pour évaluer l'efficacité de telle ou telle mission en oubliant le contexte plus large et le recours à « l'approche globale » qui voudrait que tous les instruments à la disposition de l'Union européenne soient utilisés de manière

convergente. Ainsi, se basant en particulier sur les expériences du Kosovo et de l'Afghanistan¹⁰, les missions sont de plus en plus conçues comme un élément parmi d'autres de la réponse aux crises¹¹, ce qui implicitement impose des cahiers des charges plus ciblés et limités dans le temps. Ainsi, le travail en silos déploré lors de l'analyse des résultats des missions plus anciennes¹² entre coopération classique, aide humanitaire tend à s'estomper.

Avec l'abandon de l'objectif de stabiliser des états sur le long terme, les nouvelles missions se concentrent plutôt par exemple sur la gestion des frontières et le renforcement des capacités que sur la gestion conflits « à chaud. De ce point de vue, avec la création du SEAE¹³, le contexte institutionnel s'est considérablement densifié pour aboutir à un système de prise de décision dans le domaine de la gestion des crises, qui permet d'encadrer de manière plus stratégique et coordonnée l'utilisation des différents outils à la disposition de l'Union, associant les Etats membres et les différentes Institutions¹⁴.

En terme de processus, quand les Etats Membres et le SEAE se saisissent d'une crise, un Political Framework for Crisis Approach (PFCA) est préparé par les services géographiques concernés en coopération avec la Commission pour adoption par le groupe de travail du Conseil responsable de la région concernée. Le document présente une analyse du contexte politique, des éléments qui sous-tendent la crise, les raisons pour lesquelles l'Union européenne pourrait intervenir et identifiant les instruments à mobiliser. Sur cette base, le SEAE élabore et soumet à adoption au Comité politique et de sécurité (COPS), un « Crisis Management Concept » (CMC) qui détaille et analyse les options d'intervention relatif du domaine de la politique de sécurité et de défense commune (PSDC)¹⁵. A la suite de l'adoption du CMC, s'enclenche un processus menant à l'élaboration de documents de planification s'inscrivant les « procédures de gestion des crises » sur base des orientations données par le Conseil. Lorsque ce dernier donne son accord pour le lancement d'une mission, la Direction « Gestion des crises et planification » du SEAE (CMPD : Crisis Management and Planning Directorate) développe le concept de réponse qui définit

¹⁰ FIIA op. cit. : p.6-7 ;

¹¹ Léonard Colomba-Petteng - Décenter l'analyse de la politique de sécurité et de défense commune de l'Union européenne – Thèse IEP de Paris – 2023, pp. : 85-88 ;
¹² ECA op. cit. ;

¹³ Revue de l'union européenne 02/2024, n°675 (Dalloz- Paris), Andreone et Soret, pp. 10-16

¹⁴ Rapport spécial 02/2024 de la Cour des Comptes : <https://www.eca.europa.eu/fr/publications/SR-2024-02>

¹⁵ Moyens notamment prévus par l'Article 43 TUE

le mandat. La Capacité civile de planification et de conduite du SEAE (CPCC : Civilian Planning and Conduct Capability) présente sur cette base le « concept d'opération » (Conops : Concept of Operations) qui définit le mandat d'une mission et traduit les intentions politiques en orientations, ainsi que « le plan d'opération » (OPLAN) reprenant les objectifs et les tâches de la mission. « Un plan de mise en œuvre » (MIP) vient ensuite opérationnaliser les activités à mettre en œuvre.

La plupart des missions civiles requièrent des experts qualifiés dans des domaines très spécifiques, plus particulièrement liés à la problématique de la sécurité intérieure (police, gendarmerie, justice pénale). Tous les Etats membres ne sont pas en mesure d'en fournir et seuls quelque uns le font. Par ailleurs, ces appels à contribution lors de la création d'une mission entrent en concurrence avec la montée en puissance de nouvelles agences avec des domaines d'intervention similaires, comme FRONTEX. Ainsi, la plupart des missions ne parviennent pas à leurs objectifs de recrutement initiaux, la mise à disposition de personnel détaché ne suit pas les ambitions exprimées par les Etats membres lors de la décision de leur création : « Member states decide, Member states provide »¹⁶.

Globalement, les efforts des EM ne sont pas à la hauteur, un des constats du Compact et le recours à des contractants internationaux pour y pallier au moins de manière partielle, ce qui devait constituer une force d'appoint, est devenue la norme. L'objectif répété serait bien de parvenir à inverser les proportions actuelles et avoir plus de 70% du personnel fourni par les Etats membres à travers des détachements et 100% dans toutes les fonctions d'encadrement. Le Compact se donne aussi comme objectif de revoir les conditions d'emploi du personnel externe international sous contrat et de limiter la durée de leur déploiement.

Les conditions d'emploi sont par conséquent devenues un sujet d'analyse probant, notamment car peu encadrées au niveau juridique. Les missions étant créées de manière ad-hoc, leur dotation en personnel obéit à des mécanismes différents de ceux qui prévalent pour les Institutions de l'Union européenne régis en particulier par le Statut qui régit la fonction publique européenne. Il faut distinguer le statut des chefs de mission et envoyés spéciaux de celui des autres membres. De même, les Etats Membres (EM) devaient contribuer à la création des missions en détachant du personnel national selon des modalités proches de ce que nous connaissons pour les Experts nationaux détachés

¹⁶ https://www.sipri.org/sites/default/files/2023-11/rpp_2023_04_eu_csdp_compact_1.pdf

largement présents au sein des Institutions et en particulier du SEAE.

A noter aussi, que les contractuels jusqu'à très récemment pouvaient voir renouveler leurs contrats sans limite, ce qui a créé des situations peu propices à une gestion saine des personnels qui en restant trop longtemps ont pu développer des syndromes pathologiques dans des pays où généralement les conditions de vie sont particulièrement éprouvantes. Cela ne devrait plus être le cas.

Conclusion :

Les Etats membres au sein du Conseil sont les décideurs premiers pour la création et la fermeture des missions civiles, ils en définissent le mandat, les objectifs, les plans de travail. Le Parlement Européen est associé à la définition de leur budget.

Certes, l'évolution de la situation géopolitique, la perception de la pertinence des initiatives, ont abouti à une évolution des mandats et de la taille des missions civiles de l'Union européenne. La préférence initiale pour des missions de grande envergure avec des mandats larges de stabilisation (Aceh Monitoring Mission en Indonésie, en Afghanistan etc.) ont fait progressivement la place au déploiement plus près des frontières de l'Union européenne avec une priorité donnée à la consolidation de pays voisins (mission en Arménie ou en Moldavie récemment), à des résultats plus limités, mais plus immédiats, avec par conséquent le recours à moins de personnel et l'ambition de contrer l'influence Russe.

Mais on ne peut pas s'empêcher non plus de penser que les opportunités de moyen ont aussi eu une influence prépondérante. Les difficultés à pourvoir les postes, à mobiliser les forces nécessaires à faire fonctionner ces missions relevées dans les deux « Compacts » sont bien réelles et n'ont pu que freiner les ambitions. La proportion du personnel international externe n'a cessé de croître contrairement aux différents engagements pris, notamment lors de l'adoption en 2018 du premier Compact. Malgré cela, un nombre substantiel de postes restent toujours non-pourvus. Ceci a un impact sur les ambitions des résultats recherchés et demeure un problème récurrent pour la plupart des missions malgré la volonté affichée par les Etats membres lors de leur création.

En l'absence d'efforts supplémentaires de la part des Etats membres qui ne sont pas toujours en mesure de fournir le nombre d'experts dans les domaines requis en nombre suffisant, l'Union a donc dû pallier au manque de personnel en recourant à des contrats ad hoc, reflétant la précarité des ressources mobilisables

qui ne sont donc pas en adéquation avec les attentes et créant des situations de fait peu confortables et potentiellement légalement contestables. La question de l'évolution du cadre juridique pour les personnels contractuels reste d'actualité.

Chypre : Où en-est-on ?

Conférence GRASPE avec Jean-François Drevet

Georges Vlandas

Bonjour chers collègues, nous allons commencer dans quelques minutes. Aujourd'hui, nous avons une conférence avec la revue GRASPE qui existe maintenant depuis suffisamment longtemps pour ne pas avoir à la présenter.

Le sujet est Chypre de faible dimension (9 000 km²), séparé en deux. La moitié de l'île est occupée par la Turquie, pour donner suite au coup d'État organisé par la junte des Colonels grecs, qui a donné le prétexte à la Turquie d'occuper une partie de l'île. Même après le retour à la normale, Chypre est restée séparée, contrairement à toutes les déclarations fondées sur le droit international et les résolutions des Nations Unies. C'est le contre-exemple concret d'une situation qui perdure, où un État de l'Union est occupé par une puissance étrangère qui, en plus, était candidate pour adhérer à l'Union européenne.

Pour en discuter, nous avons notre collègue et ami Jean-François Drevet, membre du comité de rédaction de notre revue GRASPE. Jean-François occupe un créneau très particulier sur l'étude de ce pays, qu'il traite depuis 25 ans. C'est donc quelqu'un qui connaît, qui a visité l'île

Je passe donc la parole à Jean-François Drevet.

Jean-François Drevet

Merci de votre attention. Bonjour à tous, merci à Georges pour l'invitation et merci d'avoir l'occasion de parler de Chypre, un endroit pour lequel j'ai évidemment une affection particulière.

Le moment est peut-être assez bien choisi, puisque nous allons entrer, à partir du 1er janvier, dans une présidence chypriote de l'Union européenne. C'est la deuxième fois, je pense, depuis son adhésion. Chypre va présider l'Union pendant le premier semestre de l'année prochaine. Comme vous le savez, la présidence du premier semestre est souvent plus longue que celle du second, en

dépit des apparences, puisqu'on travaille effectivement de début janvier à fin juin, alors que la présidence du second semestre est un peu réduite par les vacances d'été et la préparation de Noël. Cette présidence est assez importante. Compte tenu du contexte politique interne et externe, occuper la présidence de l'Union représente une tâche majeure. Je suis sûr que le gouvernement chypriote a déjà fait les préparatifs nécessaires pour que ce soit un succès.

Pour nous, ici, la présentation que je vais vous faire a deux objectifs.

Un objectif d'explication, car dans cette affaire de Chypre, qui est un petit coin à la périphérie de l'Union, on n'est pas toujours bien au courant de ce qui s'est passé. On ne comprend pas toujours bien la situation, car elle est tout à fait particulière. En fait, il n'y a pas d'autre État membre, sauf l'Allemagne avant son unification, qui subisse une situation où une partie du territoire n'est pas sous l'autorité du gouvernement internationalement reconnu. Ce n'est évidemment pas un avantage pour Chypre d'avoir 35 % de son territoire occupé par une puissance étrangère non-membre de l'Union. C'est le premier élément et le premier souci.

Le deuxième, c'est l'hypothèse de la réunification, recherchée par beaucoup de Chypriotes des deux côtés de la ligne de démarcation, et qui est conforme au droit international. À l'exception de la Turquie, personne ne reconnaît "Chypre-Nord". Pour le droit international, le gouvernement chypriote représente la totalité de l'île, même si son autorité ne s'exerce pas sur la partie nord. L'intérêt de la réunification se fait attendre, puisque l'occupation (qui remonte à 1974) dure depuis plus de 50 ans. L'hypothèse de l'Union européenne reste la réunification. C'est là-dessus que je vais aborder mon sujet.

Je ne vais pas remonter très loin dans l'histoire, puisque nous sommes ici des fonctionnaires européens. Pour nous, l'affaire de Chypre est entrée dans l'Union le 1er mai 2004, au moment de l'adhésion. Il s'est passé beaucoup de choses avant, mais je vais essayer de ne pas entrer trop dans les détails, même si beaucoup d'entre nous ne connaissent pas bien cette histoire. Je vais me placer à partir de 2004, dans la situation où il faut gérer un État membre qui ne contrôle pas la totalité de son territoire, et analyser les paramètres dans lesquels l'île pourrait enfin connaître la réunification. Je vais donc limiter mon sujet, je n'aurai d'ailleurs pas le temps de remonter aux Croisades ou à l'époque où toutes les données de ce problème se sont rassemblées.

Je pense d'ailleurs que nos amis grecs connaissent bien cette histoire, mais peut-être que les non-Grecs n'ont pas eu beaucoup d'occasions de la connaître. Vous pouvez poser toutes les questions que vous voulez, en français ou en anglais, si vous avez besoin d'éclaircissements. N'hésitez pas à m'interrompre.

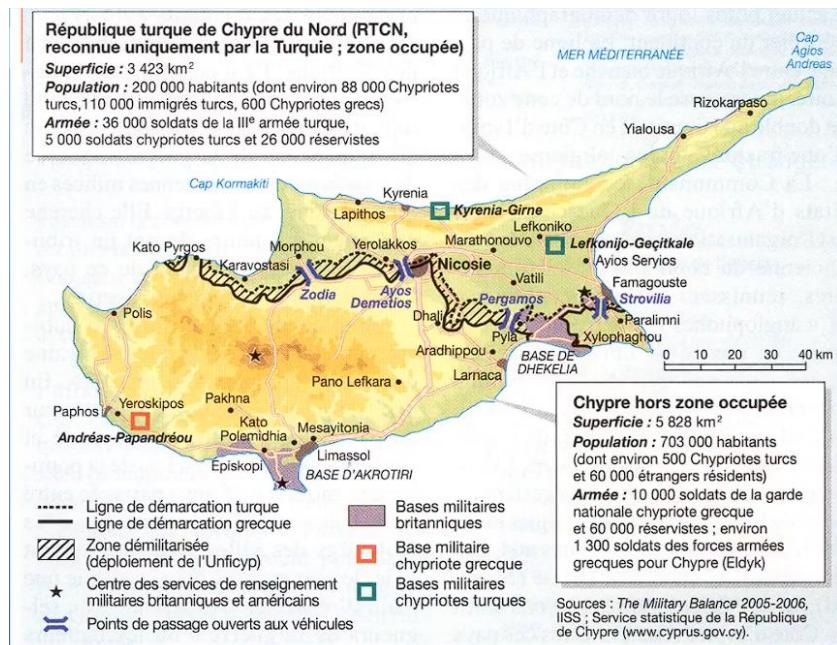
Le seul point qui est connu de la plupart des visiteurs de Chypre (y compris ceux qui sont dans l'eau sur cette diapositive), c'est que Chypre, "l'île d'Aphrodite", est le lieu de naissance de la déesse. Je rappelle ça juste pour entrer en matière. C'est un endroit magnifique que je vous invite à visiter si vous en avez l'occasion. Aphrodite est supposée être sortie de la mer à cet endroit-là et être venue s'occuper de Chypre. Peut-être est-elle encore quelque part...

Georgia Bisia

Pour être plus précis, le mot Aphrodite vient du grec: « aphro » veut dire « écume ». Elle est née de l'écume.

Jean-François Drevet

La situation, il faut que je la décrive avec une carte, car c'est là qu'on comprend comment se déroulent les choses pour le moment.

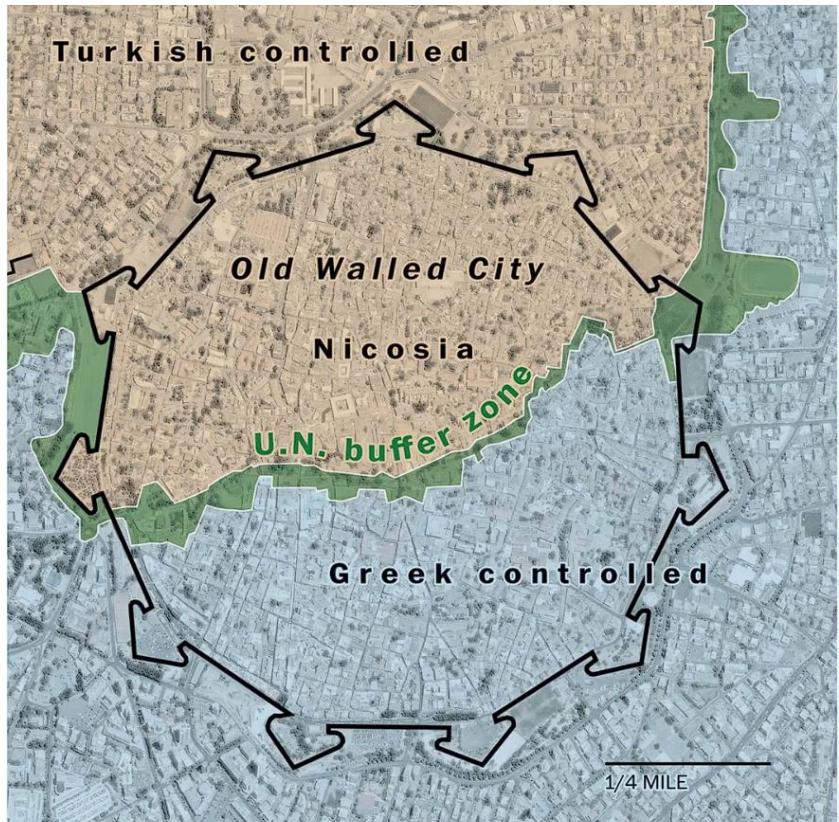


Vous avez une île de 9 500 km², comme l'a indiqué Georges, traversée d'Est en Ouest par une ligne de démarcation. Elle a été complètement fermée entre 1974 et 2003, c'est-à-dire pendant quasiment une trentaine d'années sur les 50 ans d'occupation turque.

Pendant ces 30 années, les deux parties de l'île (le Nord où sont regroupés les Chypriotes turcs, et le Sud où sont restés les Chypriotes grecs, y compris les réfugiés du Nord) étaient complètement séparées et ne pouvaient pas communiquer. Il y avait juste un point de passage à Nicosie pour les diplomates, les Nations Unies et quelques personnalités.

Maintenant, vous avez une ligne qui a une certaine épaisseur (vous la voyez dans les hachures). Cette ligne est patrouillée par les Nations Unies. En principe, les Chypriotes n'y vont pas, mais il y a maintenant huit points de passage (je crois qu'ils sont presque tous marqués ici). Quand on a des papiers d'identité reconnus par le droit international, on peut traverser et se rendre à Chypre-Nord quand on est au Sud, ce qui est le cas le plus fréquent, ou même se rendre du Nord vers le Sud.

Le point le plus connu est celui de Nicosie, où l'on peut passer à pied dans la vieille ville. Nicosie est un cas particulier : depuis l'ouverture du mur de Berlin, c'est la dernière capitale divisée d'Europe. Venise y avait construit une fortification circulaire aux XIV^e et XV^e siècles. Ces fortifications sont d'ailleurs en très bon état (grâce à l'intervention des fonds européens). Ce cercle presque parfait est traversé par une ligne Est-Ouest patrouillée par l'ONU, avec deux points de passage ouverts aux touristes.



Sources: OpenStreetMap, GoogleEarth, and CNES Astrium

THE WASHINGTON POST

Dans cette partie circulaire, d'un côté vous avez le Nord (vous avez ici une photo de ce qu'on trouve du côté de la TRNC, Turkish Republic of Northern Cyprus, la partie occupée). Et de l'autre côté, les traces de la séparation. Ici, c'est la rue Hermès, qui était la rue commerçante principale : elle a été fermée en 1964. Vous voyez les boutiques, on a baissé les rideaux de fer en 1964 et ça n'a jamais refonctionné depuis.



J'ai pris la photo à travers des barbelés, car malheureusement il y a encore des barbelés sur cette partie de la ligne de démarcation totalement infranchissable. Vous voyez l'ancien café qui n'est ni grec ni turc, puisqu'il est fermé aussi depuis 1964.



Tout ceci est patrouillé. La ville de Varosha, à côté de Famagouste, était fermée ; elle est maintenant en partie ouverte (je vous expliquerai pourquoi après). Et vous avez des points de contrôle des Nations Unies tout le long de la ligne, où sont installés des casques bleus dont la vie est relativement paisible.



Georges Vlandas

Que tu n'as pas respectée, parce qu'il a dit qu'il est interdit de photographier !

Jean-François Drevet

Oui, il est interdit de photographier. De temps en temps, on nous fait des recommandations : "Vous n'auriez pas dû prendre des photos, c'est marqué...". Effectivement, c'est écrit dans toutes les langues. Une partie des gens des Nations Unies ou des policiers grecs et turcs sont là pour empêcher les touristes de prendre des photos. Mais enfin, on y arrive quand même, vous voyez... et ça ne fait pas trop de mal non plus.

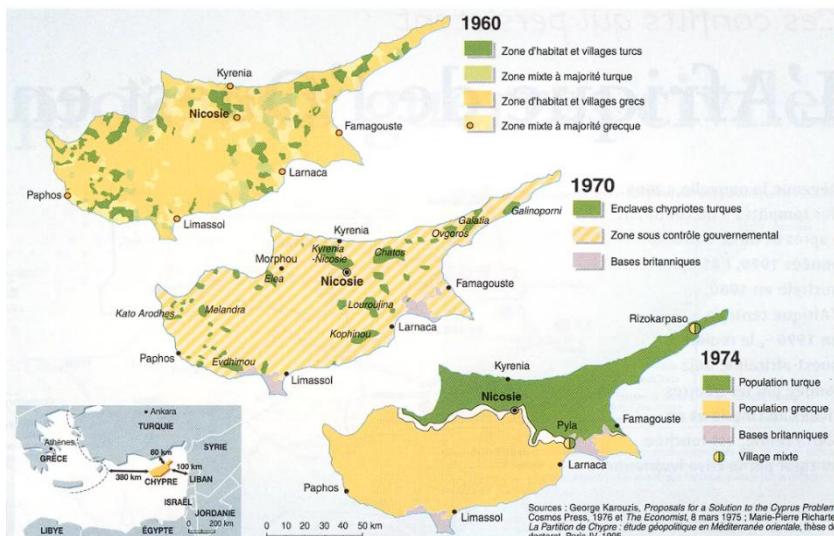
Voilà, ça c'est la vue de la ligne de démarcation. Ce n'est pas très gai. On va retourner à la carte, parce que je dois expliquer comment c'est arrivé.

Voici l'intervention turque, qu'ils ont appelée "Opération de Paix" (*Peace Operation*). Elle remonte à 1974 et provient d'une tentative de coup d'État des Colonels grecs pour renverser Makarios. Ils ont échoué sur toute la ligne : non seulement ils n'ont pas réussi à renverser Makarios, mais ils ont attiré les Turcs, qui attendaient depuis dix ans une occasion favorable pour intervenir à Chypre, en leur servant l'opportunité sur un plateau... Voici donc ce qu'on appelle une "opération de paix" (vous voyez comment c'est présenté sur cette affiche turque). Ensuite, nous en sommes arrivés à la création de deux zones :

Une zone au Nord, avec environ 300 000 habitants (qui ne sont pas tous Chypriotes : à peu près la moitié de la population n'est pas d'origine chypriote).

- La zone gouvernementale au Sud.
- La zone de démarcation qui représente 2,7 % du territoire.
- Et un point que je voulais souligner : l'existence de bases britanniques sur 255 km², détenues en toute souveraineté par les Britanniques.

C'est un point important, car ces bases expliquent en partie la tragédie qui s'est déroulée à Chypre et qui se déroule encore, puisque l'occupation n'a pas pris fin.



Tout ceci a entraîné ce qu'on appelle aujourd'hui un nettoyage ethnique (par référence à la Yougoslavie). Il y avait au moins 80 % de Chypriotes grecs disséminés dans toute l'île, et 18 % de Chypriotes turcs, eux aussi dispersés (avec une surreprésentation dans les petites zones vertes que vous voyez sur la première carte en 1960). En 1963, il y a eu une rupture du gouvernement : les Chypriotes turcs se sont réfugiés dans des enclaves (entre 1964 et 1974). Puis, suite à l'invasion turque de 1974, les Chypriotes turcs ont été regroupés au Nord et les Chypriotes grecs au Sud. À peu près la moitié de la population a été déstabilisée et chassée de ses lieux de vie. La moitié des Chypriotes turcs qui vivaient au Sud ont été envoyés au Nord (soit 50 000 réfugiés sur 100 000). Au Sud, nous avons eu 150 000 réfugiés (même un peu plus, car la zone de démarcation était surtout peuplée par les Grecs) sur une population de 400 000 à 500 000.

Vous avez donc plus du tiers de la population composée de gens qui ont été, à un moment ou à un autre, réfugiés et chassés de villages où certains habitaient depuis des millénaires. Cette opération de nettoyage ethnique a créé deux entités relativement homogènes sur le plan de la population. C'est à l'origine de la volonté de la Turquie de créer deux États séparés : un État chypriote turc (non reconnu par personne d'autre qu'eux) et le gouvernement chypriote grec (le gouvernement légal de la totalité de l'île pour le droit international, un peu comme le gouvernement d'Adenauer était le gouvernement de toute l'Allemagne même si l'Est était contrôlé par un autre pouvoir).

Jean-François Drevet

La particularité des bases britanniques, c'est qu'à l'exception des zones proprement militaires, la circulation est libre. On peut traverser les bases librement, il n'y a pas de contrôle. On voit simplement une affiche : "Vous entrez dans la base britannique".

Les habitants chypriotes qui y vivent sont reconnus comme des citoyens chypriotes à part entière : ils votent, sont assujettis aux droits européens et reçoivent les financements de la PAC s'ils sont agriculteurs. Pour eux, il n'y a pas vraiment de différence.

Seules les installations militaires sont fermées (l'aérodrome de Limassol, des installations près de Larnaca, et les "grandes oreilles" dans les montagnes du Troodos). Les Britanniques qui sont là ne sont pas dans une colonie classique : ce sont des militaires en stationnement. Ils ne votent pas à Chypre (ils votent en Angleterre) et ne sont pas considérés comme les résidents de Gibraltar bénéficiant d'une autonomie. Par contre, la monnaie sur la base militaire est l'euro, car c'est la monnaie chypriote. C'est le seul endroit "britannique" où la monnaie est l'euro.

Continuons sur la situation, qui est juridiquement compliquée. Par exemple, les Chypriotes turcs d'origine (pas les immigrants anatoliens venus après) sont citoyens européens. S'ils se rendent dans le territoire gouvernemental avec les papiers nécessaires (s'ils sont nés à Chypre ou d'ascendance chypriote turque), ils peuvent obtenir un passeport chypriote. Cela leur donne tous les droits européens : ils peuvent s'installer partout dans l'Union, et éventuellement à Londres (où une importante communauté chypriote est installée). Ils sont des Chypriotes à part entière.

En revanche, les immigrants turcs (maintenant peut-être plus nombreux que les Chypriotes turcs au Nord) sont des immigrants originaires de Turquie. Ils ont la nationalité turque. Ils ont aussi un passeport "chypriote turc", mais comme il n'est pas reconnu internationalement, il ne sert à rien (sauf pour aller en Turquie). D'après le gouvernement chypriote, ce sont des immigrants illégaux. Cela les met dans une situation complexe : au niveau européen, ils sont traités comme n'importe quel ressortissant d'un pays tiers (ils ont besoin d'un visa). Vous avez donc deux catégories de résidents à Chypre-Nord : ceux qui sont citoyens européens et ceux qui ne le sont pas. Ce n'est pas du tout le même statut.

Pour parvenir à une réunification, il faut régler cinq éléments :

1. L'indépendance et la sécurité de l'île, puisqu'elle est occupée.
2. La Constitution d'un pays réunifié. Celle de 1960 a été jugée impraticable, il faut en faire une autre.
3. La question de la « bizonalité ». Il faut gérer deux régions autonomes et définir leurs limites. La ligne de démarcation actuelle (ligne de cessez-le-feu de 1974) n'est considérée par personne, y compris les Turcs, comme une

future frontière administrative. Il y aura des restitutions de territoires, c'est compliqué.

4. Les droits de propriété. C'est un casse-tête. En cas de réunification, plus de la moitié de la population de Chypre-Nord devrait régulariser sa situation, car ils occupent des propriétés appartenant à des réfugiés (majoritairement des Chypriotes grecs). Au Sud, le problème existe aussi (propriétés abandonnées par des Chypriotes turcs), mais il est moins important (50 000 personnes concernées contre une échelle macroéconomique au Nord). La majorité des spoliés sont au Sud et la majorité des problèmes sont au Nord : cela suppose un accord complexe.

5. L'écart de revenus. Le Sud est à peu près deux fois plus riche que le Nord. Chypre-Nord est dans une situation intermédiaire : deux fois plus riche que la Turquie, mais deux fois moins que le Sud. Cela pose problème car la Turquie trouve que Chypre-Nord lui coûte cher (on dit qu'un professeur chypriote turc est payé deux fois plus qu'un professeur turc). La réunification implique un processus de ratrappage économique (comme lors de l'unification allemande), qu'il faudra financer.

Au départ, la vision de l'histoire est très divergente entre Grecs et Turcs. Réconcilier ces deux visions n'est pas facile.

Les problèmes à résoudre sont donc nombreux. Il faut assurer à Chypre un statut d'État membre comme les autres. Or, pour le moment, il y a ce qu'on appelle des "traités inégaux" (ou illégaux selon les Chinois) qui ont réduit la souveraineté de Chypre. Notamment à cause du traité de garantie qui autorise trois États (Grèce, Turquie, Royaume-Uni) à intervenir dans les affaires de l'île. Il faut aussi construire un État fédéral. En Belgique, nous savons qu'un État fédéral avec deux communautés principales, ce n'est pas toujours simple à faire fonctionner (peut-être plus difficile qu'aux États-Unis avec 50 États !).

Ces traités de 1960 ont été imposés à Chypre (alors colonie de la Couronne). On leur a dit : "Vous aurez l'indépendance si vous acceptez de signer les traités préparés par les autres". On leur a donc donné ce traité de garantie.

C'est une situation étrange, car il n'y a pas de garantie du tout dans ce traité, et il a été violé par les trois puissances garantes. Ces trois puissances devaient travailler à la consolidation du régime politique équilibré créé en 1960 (une communauté chypriote grecque, une communauté chypriote turque et un gouvernement

central). Ceci devait être préservé, et les puissances garantes étaient là pour ça.

On leur avait donné un droit d'intervention. Elles l'ont bien utilisé, mais pas du tout pour assurer le maintien de l'équilibre de 1960 :

1. La première violation a été faite par les Colonels grecs, puisqu'ils ont fabriqué un coup d'État pour renverser Makarios.
2. La deuxième violation a été l'intervention des Turcs : ils devaient garantir le retour au traité de 1960 et ont fait du nettoyage ethnique. C'est une violation intégrale de toutes les règles et du droit international.
3. Les Anglais ont aussi violé le traité : ils étaient là pour garantir le traité et n'ont rien fait du tout.

D'après l'interprétation du gouvernement chypriote, le traité de garantie ayant été violé par les trois puissances, il devrait être supprimé. Considéré comme étant en contradiction avec la Charte des Nations Unies, il devrait disparaître (qu'on le considère caduc, annulé ou supprimé, les avis divergent sur la forme, mais le fond reste le même).

La Turquie et le Royaume-Uni, eux, sont en faveur de son maintien. Dans les négociations (notamment dans le cadre du plan Annan), les Britanniques et les Turcs se sont accrochés au traité. Les Turcs parce que cela leur permettait d'avoir une vague base juridique pour rester à Chypre. Les Britanniques un peu pour la même raison : ils se sont dit qu'ils en avaient besoin pour conserver leurs bases militaires. Ce n'est d'ailleurs pas le cas : ils peuvent s'entendre avec le gouvernement chypriote (et ils l'ont fait), mais au départ, la diplomatie britannique voulait conserver ce traité à tout prix. Il est toujours là, mais sa suppression devrait être le premier pas pour permettre à Chypre d'être un État membre comme les autres.

Concernant les bases britanniques, ce sont effectivement des bases souveraines. En théorie, c'est un territoire britannique qui échappe à la souveraineté de Chypre. En réalité, ce n'est pas exactement ça. Comme je l'ai dit, les Chypriotes qui y habitent sont considérés comme Chypriotes et il n'y a pas de barrière : vous entrez et sortez comme vous voulez, il n'y a pas de contrôle. On empêche simplement les gens d'aller dans les espaces proprement militaires (qui sont beaucoup plus réduits que ce que vous avez en noir sur la carte).

Le droit chypriote s'applique à la population (y compris la Politique Agricole Commune). Plusieurs accords ont été conclus

: par exemple, il n'y a pas de Zone Économique Exclusive (ZEE) correspondant à la côte de ces bases, les Britanniques y ont renoncé.

L'idée de base de Chypre pendant très longtemps, compte tenu de l'histoire, était d'obtenir la démilitarisation de l'île : le départ intégral des Turcs, des Grecs, des Britanniques, pour faire un pays neutre. Mais le temps passe, la Guerre froide est terminée, et surtout, Chypre est dans une zone assez agitée, à proximité du Moyen-Orient. Certains Chypriotes restent hostiles aux bases, mais ils ont aussi compris que dans une zone aussi dangereuse, avoir des bases britanniques pouvait être, à certains égards, une protection.

C'est un changement de vision. Depuis l'indépendance, les sondages donnaient 80 % des Chypriotes pour l'évacuation des bases (ils considéraient la militarisation comme responsable de leurs malheurs). Maintenant, on voit les choses autrement. De même, Chypre n'est plus aussi hostile à l'OTAN qu'il y a quelques années, car ils réalisent que l'adhésion pourrait être une protection. C'est théorique pour le moment, car il faudrait l'accord de tous les membres de l'OTAN (y compris la Turquie), donc l'adhésion n'est pas à l'ordre du jour. Mais c'est un point à prendre en considération : y a-t-il une possibilité de coopération entre l'OTAN et la politique de défense européenne à Chypre ?

Le deuxième élément, c'est la Constitution. Celle de 1960 a été jugée *unworkable* (impraticable). Elle a été mise en place à l'été 1960 et s'est effondrée à Noël 1963 : elle a fonctionné à peine trois ans. Nous n'avons pas réussi à remettre sur pied une nouvelle constitution.

Le problème réside dans la gestion du fédéralisme avec deux États constituants (un État chypriote turc et un État chypriote grec). La répartition des pouvoirs entre le niveau fédéral et régional est compliquée et contradictoire :

- Les Chypriotes turcs veulent beaucoup d'autonomie.
- Mais comme ils sont plus pauvres, ils veulent aussi des ressources et l'aide du gouvernement central.
- Or, le gouvernement central ne pourra les aider que s'il a du pouvoir.

Il y a une contradiction : ils veulent le beurre et l'argent du beurre. Ils veulent des avantages en termes de pouvoir, alors qu'étant les plus pauvres, ils auraient intérêt à un gouvernement fédéral fort pour assurer les transferts de ressources. Du côté chypriote grec, on dit : "D'accord, on veut bien financer le Nord, mais il nous faut

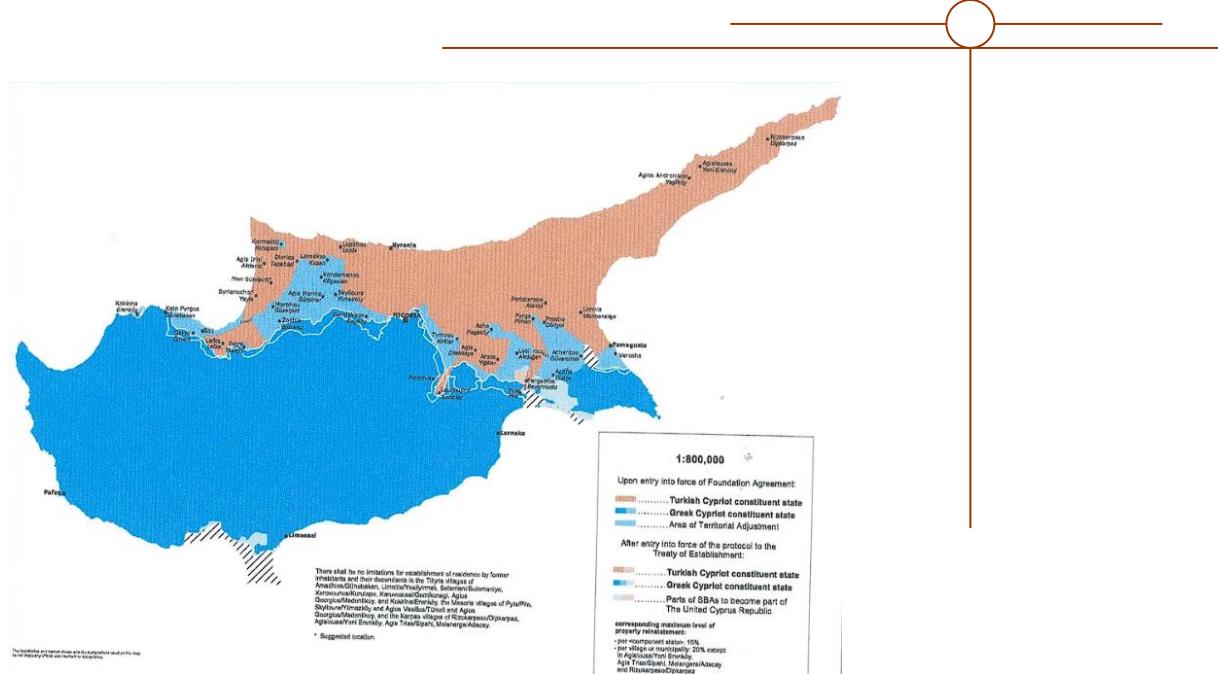
un gouvernement fédéral fort pour assurer la mise en œuvre correcte de la législation communautaire des deux côtés".

Cette contradiction n'est pas surmontée. Il faut convaincre les Chypriotes turcs que s'ils veulent de l'argent, il faudra partager le pouvoir au niveau fédéral. L'idée d'une égalité stricte (où la minorité aurait autant de pouvoir que la majorité) n'est pas vraiment praticable. Ils forment moins de 25 % de la population et ont un niveau de vie moitié moindre : difficile de revendiquer la moitié du pouvoir. Jusqu'à présent, les Nations Unies ont proposé des systèmes compliqués, reproduisant en pire les défauts de 1960 (donner des pouvoirs disproportionnés sur le papier sans les moyens de les exercer). Par exemple, s'ils veulent gérer l'éducation de façon indépendante (comme ils le réclament), ils n'ont qu'à la financer eux-mêmes... ce qu'ils ne peuvent pas faire.

Ce dilemme entre Chypriotes est un point sensible, indépendamment de la présence turque. Cependant, la question est peut-être moins difficile à résoudre qu'on l'imagine, grâce à l'Union européenne. Un État membre a déjà transféré un certain nombre de compétences à Bruxelles.

- La monnaie : Les Chypriotes turcs voulaient garder une monnaie séparée (la livre turque). Vu sa gestion catastrophique et l'inflation, ils ne le revendiquent plus. La décision a été prise : la monnaie sera l'euro. Cela simplifie tout.
- Le marché unique : Chypre réunifiée en fera partie. Les règles s'appliqueront. Cela évite les disputes : la réglementation est là, il suffit de la faire basculer sur le Nord (le Journal Officiel est déjà traduit en turc). Il y a même certaines directives européennes qui ont été adoptées par le Nord pour des raisons pratiques.

On se donne une période de transition, comme lors de l'unification allemande, et on applique la législation européenne. C'est probablement ce qui va arriver en cas de réunification.



Ensuite, la question territoriale. L'occupation par la Turquie a donné à une population chypriote turque (qui représentait moins de 20 % de la population) 37 % du territoire. Tout le monde reconnaît qu'une partie du territoire occupé sera rendue aux Chypriotes grecs. Le Plan Annan avait prévu ces restitutions (je ne sais pas jusqu'à quel point cette carte est encore d'actualité). Il y avait un débat sur le Karpas (le "doigt de gant" au Nord-Est), seul endroit où il reste des Chypriotes grecs. L'avantage de ces restitutions, notamment pour Varosha (la ville-plage de Famagouste), c'est que cela diminue le problème des droits de propriété : tout ce qui est rendu aux Grecs règle la question de la propriété sur ces zones.

Il y aura des débats, car dans ces zones en bleu clair, il y a maintenant des Chypriotes turcs ou des immigrants anatoliens (40 à 50 000 personnes qu'il faudra reloger). Les Chypriotes sont assez unanimes : les transferts de population ayant été massifs dans les années 70, on aimerait mieux permettre aux gens de rester où ils sont. C'est un avis partagé des deux côtés. Sauf pour les immigrés anatoliens (venus de Turquie), qui n'ont pas le droit de rester. Il y aura un débat : certains sont là depuis 50 ans. Au début, on en a installé peut-être 20 000 (c'était déjà beaucoup), d'autres sont arrivés après. L'idée de départ était de faire venir des immigrés capables de reprendre les propriétés agricoles abandonnées (oliviers, orangers). Aujourd'hui, beaucoup sont en ville. Les négociations aux alentours des années 2000 disaient que les Grecs autoriseraient 50 000 immigrants turcs à rester (sur une population de 200 000 habitants à l'époque).

En 2000... Les dernières négociations intercommunautaires ont eu lieu entre 2005 et 2010 (je ne me souviens plus de la date exacte). On avait parlé de 50 000, mais ce n'était pas un chiffre officiel, c'était un chiffre de négociation. À l'époque, il y avait déjà 100 000 immigrés. Cela veut dire qu'il y avait un quart qui pouvait rester et trois quarts (théoriquement) qui devaient retourner en Turquie. Je ne sais pas dans quelle mesure on aurait pu mettre cela en place...

Il y a eu tout un débat sur les changements de propriété. Comme ce sont des propriétés spoliées, des Chypriotes turcs ou des immigrants anatoliens qui les avaient acquises les ont revendues... à des retraités britanniques qui voulaient vivre la fin de leur vie à Chypre-Nord. Cela a posé un problème quand on a ouvert la ligne de démarcation. Les Chypriotes grecs sont venus voir ce qu'était devenue leur propriété.

Il y a eu le cas d'un architecte nommé Apostolides, près de Kyrenia. Il retourne voir sa propriété en 2004 ou 2005 et découvre qu'un couple de retraités britanniques y a construit une maison et creusé une piscine. Apostolides va voir la Cour de justice de Nicosie (côté grec). Il obtient un arrêt disant que la propriété lui appartient et que les Britanniques doivent partir. Évidemment, le jugement n'est pas exécutable à Chypre-Nord (les Turcs n'acceptent pas ce genre d'arrêt).

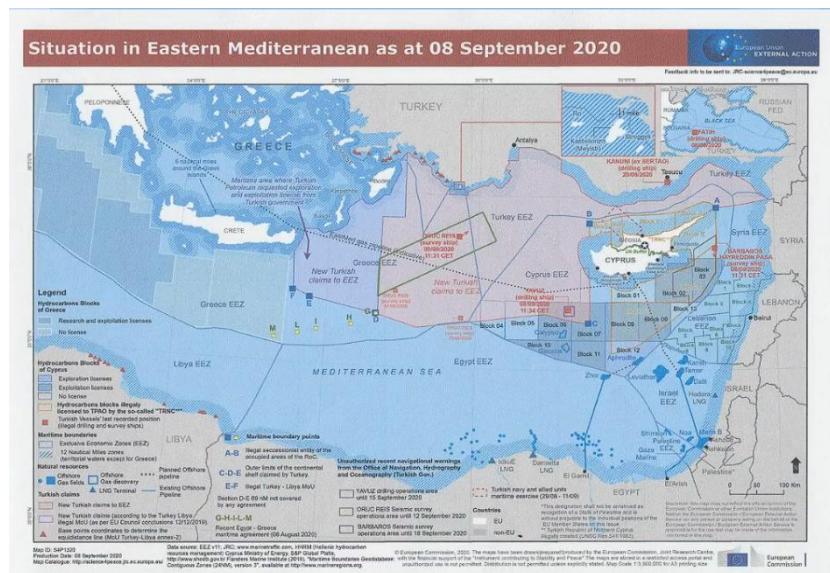
Mais comme il s'agit de retraités britanniques, la procédure se poursuit : on demande à la justice britannique, au nom de la reconnaissance mutuelle des arrêts des Cours de justice nationales, de faire exécuter le jugement de Nicosie. Ces retraités se retrouvent avec une menace de prélèvement sur leur retraite britannique ! (À l'époque, le Royaume-Uni était encore membre de l'UE). Du coup, ces pauvres Britanniques ont préféré abandonner leur propriété. Cela a fait dégringoler tout le marché immobilier de Chypre-Nord : tout le monde a compris qu'acheter là-bas, c'était risquer de perdre sa retraite ou de se faire expulser. Comme 20 ou 30 000 Britanniques étaient déjà installés au Nord, ça a été la panique. Le problème n'existe plus maintenant (le Royaume-Uni n'est plus dans l'UE, donc les jugements de Nicosie ne sont plus exécutables), mais sur le moment, ça a inquiété pas mal de monde.

Dernier point, qui nous concerne encore plus : la question du gaz.

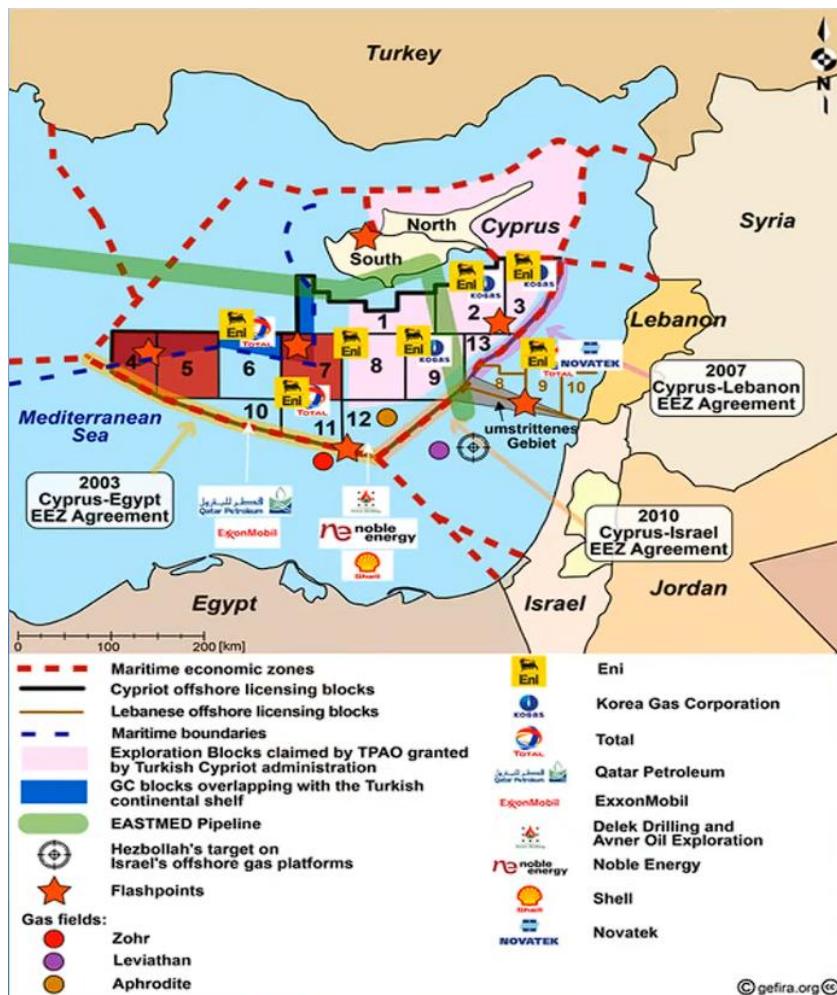
Jusqu'à ces dernières années, on pensait qu'il était impossible d'exploiter le gaz et le pétrole en Méditerranée orientale car c'était trop profond. Mais les techniques ont évolué (forage profond à plus de 1 500 mètres d'eau). L'US Geological Survey a expertisé

la zone autour de Chypre et conclu que des gisements très importants pouvaient être exploités. On a commencé en Israël (c'est là qu'on a trouvé les sites les plus intéressants) : le gaz est exploité depuis une dizaine d'années, permettant à Israël d'être autosuffisant et même d'exporter. L'Égypte a aussi découvert des gisements importants.

L'essentiel a été la répartition des Zones Économiques Exclusives (ZEE). Ce sont des lignes tracées sur la mer qui permettent aux compagnies pétrolières de creuser et de verser leurs impôts au pays concerné. Vous voyez sur cette carte (c'est un peu compliqué à voir, je vous en montre une autre plus claire)...

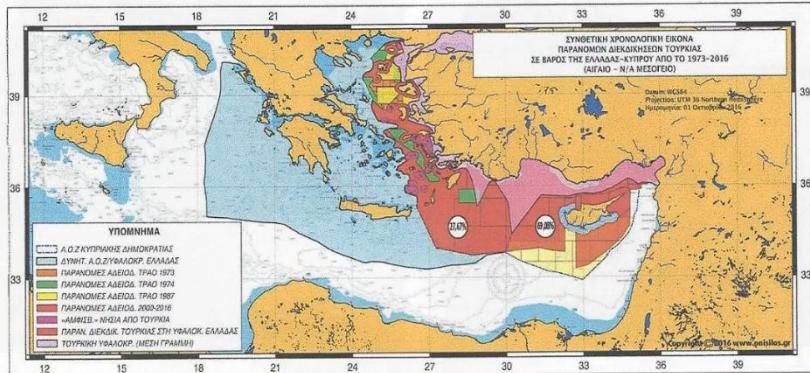


Voilà Chypre : vous avez un périmètre chypriote important, attribué par petits carrés à des compagnies internationales.



Chypre a signé des accords avec les pays voisins : Syrie, Liban, Israël, et surtout l'Égypte. Tout se serait fait paisiblement, comme en mer du Nord, s'il n'y avait pas eu la Turquie. La Turquie a décidé que le droit international ne l'intéressait pas et qu'il fallait imposer sa propre conception du droit. Il y a un conflit majeur. La Turquie revendique une zone (en rose sur la carte précédente) qui est en contradiction avec la Convention de Montego Bay (loi de la mer de 1982), qui définit la méthode de délimitation des ZEE. La Turquie est quasiment le seul pays au monde à avoir refusé de signer cette convention.

La Turquie considère que les îles ne doivent pas être prises en compte pour le calcul des ZEE (position qu'elle avait déjà en mer Égée face à la Grèce).



Ce qui est en rouge sur la carte, c'est ce que la Turquie peut revendiquer légalement. Ce qui est en rose, c'est ce qu'elle revendique en plus, dans l'illégalité totale. Les Chypriotes turcs, n'ayant pas le choix, ont signé une délimitation conforme aux exigences turques. Mais Chypre-Sud (le gouvernement légal) a commencé à donner des permis de recherche à des compagnies du monde entier : l'ENI (Italie), Total (France), des compagnies américaines...

Georges Vlandas

Est-ce qu'il y a des accords par exemple entre Chypre, Israël et la Syrie pour exploiter ensemble ?

Jean-François Drevet

Il n'y a pas d'accord pour exploiter ensemble, mais il y a une reconnaissance mutuelle de la délimitation. Il y a une proximité entre les gisements. Actuellement, une partie du gaz israélien est exportée vers l'Égypte pour y être liquéfiée. Il y a un accord entre Chypre et l'Égypte pour faire la même chose. On avait pensé à un gazoduc vers l'Europe, mais la profondeur de la Méditerranée pose un problème technique. Donc on va liquéfier le gaz chypriote en Égypte pour ensuite le vendre ailleurs. De plus, le gaz permettra à Chypre d'être autosuffisante en énergie et de baisser le prix de l'électricité (actuellement la plus chère de l'UE car produite au pétrole), aussi bien pour le Sud que pour le Nord.

La création du gazoduc a été retardée, voire abandonnée (les Américains trouvaient cela trop difficile). Et la situation s'est aggravée par l'attitude de la Turquie, qui a commencé à tout contester. Elle a même signé un accord avec la Libye (enfin, avec ceux qui étaient au pouvoir à ce moment-là) pour tracer une sorte de couloir maritime entre leurs deux ZEE, ce qui est totalement illégal, mais pourrait bloquer la mise en place d'infrastructures (gazoduc, câble électrique) entre Chypre et la Grèce.

Georges Vlandas

C'est ce différend qui explique qu'à un moment donné, des bateaux français, italiens, israéliens ont été pris à partie ?

Jean-François Drevet

Il y a eu des agressions, carrément. La marine turque a attaqué des bateaux italiens et français (pour la France, c'était au sujet de la Libye, un autre dossier). On en est venu quasiment aux mains en 2020. Malheureusement, le Conseil européen n'a pas pris une attitude très énergique. La Grèce et Chypre ont demandé des sanctions, mais les vendeurs d'armes de l'UE (Espagne, Italie, Allemagne à l'époque) ont refusé de prendre des mesures fermes, bien que la Turquie soit en violation du droit international. C'était l'époque de Merkel, qui n'a pas voulu bouger. Les Italiens et Espagnols ont continué à vendre des armes en disant : "La Turquie est membre de l'OTAN". Aujourd'hui, on pense un peu autrement...

Si on ne veut pas d'une course aux armements dans cette région dangereuse (Libye, Gaza, Israël...), il faut une politique ferme. La Turquie s'arme doublement (production locale et achats). Ceux qui lui vendent le plus d'armes ce sont les pays de l'UE. Si on laisse la Turquie s'offrir des centrales nucléaires (construites par la Russie juste en face de Chypre, à Anamur) sans savoir où iront les déchets... Tout cela demande une politique européenne disciplinée, plutôt que de vendre des armes dans l'anarchie.

Les divisions entre États membres (précédant celles sur la Russie) n'ont pas permis de résoudre le problème. L'UE n'ayant rien fait, les choses se sont aggravées : Erdogan a menacé l'Europe. La Turquie a aussi commencé à faire des prospections au Nord (dans la partie chypriote). Ils n'ont rien trouvé en Méditerranée (les gisements sont au Sud), alors qu'ils ont trouvé du gaz en mer Noire (où ils respectent le droit international et ne gênent personne).

J'arrive à la conclusion. Le problème est entre les mains de la Turquie. Depuis 1974, les Turcs ont décidé que leur solution (le nettoyage ethnique) était la bonne. Ils disent : "Le problème a été résolu en 1974, mais les Grecs ne s'en sont pas aperçus". C'est la politique du fait accompli. Ils justifient cela par la sécurité des Chypriotes turcs. C'est comme si on permettait à la France ou aux Pays-Bas d'intervenir en Belgique sous prétexte de problèmes linguistiques !

La Turquie ne reconnaît pas l'indépendance ni le gouvernement légal de Chypre. Pendant la présidence chypriote, les Turcs vont s'abstenir de venir à Bruxelles. Tant que la Turquie ne bouge pas,

et on ne voit pas qui pourrait la contraindre, les choses n'avancent pas.

Pourtant, au niveau des Chypriotes, il y a de l'espoir. Les élections à Chypre-Nord ont porté à la présidence un partisan de la réunification (avant le durcissement récent). La majorité des Chypriotes turcs (les "vrais", pas forcément les immigrés anatoliens) sont favorables à la réunification car ils veulent faire partie de l'UE. Si on laissait les Chypriotes se débrouiller seuls, ce n'est pas sûr qu'ils trouveraient une solution, mais le principe de base est là. L'obstacle principal, c'est la Turquie.

Il y a eu des occasions favorables (début des années 2000), mais on a laissé l'ONU sortir le Plan Annan, qui était un plan inapplicable pour les Chypriotes grecs. On a perdu une occasion. Avec un peu plus d'énergie, on aurait pu obtenir la réunification. Les Chypriotes grecs ont refusé, mais ce qu'on leur proposait n'était pas acceptable (y compris pour l'Europe, car le plan contenait des violations du droit communautaire).

Georges Vlandas

À l'époque les Chypriotes grecs avaient été critiqués, un peu injustement.

Jean-François Drevet

C'est ce qu'on a dit, mais ce n'était pas vrai. J'étais impliqué à l'époque. J'ai reçu le Plan Annan après le refus des Grecs, au départ, j'étais comme tout le monde : je pensais qu'on allait trouver une solution, donc j'étais plutôt pour le plan.

Mais quand je l'ai vu, et je l'ai lu, d'une part, j'ai compris pourquoi les Grecs l'avaient refusé. D'autre part, j'ai compris en tant que fonctionnaire européen qu'il y avait là-dedans des violations du droit communautaire. Maintenant, je remercie les Chypriotes grecs de l'avoir refusé, car il y avait des engagements imposés aux Chypriotes grecs et au futur État chypriote qui impliquaient des limitations de souveraineté et des violations du droit communautaire. Je pense qu'ils ont bien fait de refuser.

Moi, je ne l'avais pas lu avant (et les Chypriotes grecs l'ont refusé sans l'avoir tout lu non plus), mais quand je l'ai lu... Il y a l'ancien Représentant permanent chypriote ici, Andreas Mavroyiannis, qui a écrit un article expliquant pourquoi c'était heureux qu'on n'ait pas adopté ce plan. Cela serait devenu du droit primaire de l'Union européenne : on n'aurait pas pu le modifier et on n'aurait pas pu gérer le problème par la suite. Nos amis des Nations Unies, qui sont de bons négociateurs, ont confondu la signature d'un

accord avec le résultat. L'accord était inapplicable pour différentes raisons.

Pour ceux qui veulent lire davantage : la base de tout, notamment sur les problèmes des années 60 et 70, c'est la déposition de Glafcos Cléridès. C'est un document excellent en quatre volumes, remarquablement écrit, avec citation des sources de base. Cléridès était un excellent avocat et il a fait un travail très sérieux. Vous avez aussi l'ancienne Attorney General britannique du gouvernement chypriote, Claire Palley, qui a écrit l'histoire du plan Annan. Le titre se suffit à lui-même : « An International Relations Debacle ». Elle était tout à fait opposée au plan Annan pour les raisons juridiques que j'ai indiquées. Il faut reconnaître la qualité de ces analyses. Et puis il y a les deux livres que j'ai écrits, mais je passe très vite. Merci de votre attention.

Georges Vlandas

Le temps est venu des questions-réponses. Je passe la parole.

K. B.

Bonjour. Je voulais écouter cette conférence parce que je travaille sur l'élargissement à l'Est, et particulièrement sur la Bosnie-Herzégovine, où on est en train de s'arracher les cheveux sur un État qui n'est pas centralisé. On ne sait pas très bien avec qui discuter. Je me demandais si l'exemple de Chypre pouvait être utile ? Je me dis que non, pas du tout, ce serait encore pire que ce qu'on a maintenant ! En revanche, je me disais à l'inverse que beaucoup de choses qu'on a faites en Bosnie-Herzégovine, notamment sur la gestion des retours de propriétés après la guerre et le retour des personnes déplacées, pourraient être un exemple pour Chypre.

Je voulais aussi écouter parce qu'on a deux pays divisés qui sont aux portes de l'adhésion : la Moldavie (avec la Transnistrie) et l'Ukraine (avec le Donbass et la Crimée). Comment allons-nous pouvoir, dans les années à venir, intégrer ces pays avec des zones sur lesquelles on n'a pas de contrôle ? Je me demandais si le conférencier avait des idées de best practices ou, au contraire, de choses à ne surtout pas faire.

G. B.

Merci beaucoup pour la présentation, c'était très intéressant. J'ai une question un peu plus pratique par rapport à ce que vous avez dit sur le marché immobilier dans le Nord. Je ne sais pas si vous avez connaissance de la situation actuelle. Vous avez mentionné les Britanniques comme clients, mais y a-t-il d'autres clients d'autres pays ? Y a-t-il une approche pour arrêter de vendre des maisons aux citoyens d'autres pays

Jean-François Drevet

Je peux réagir sur la question des droits de propriété et après sur l'exemplarité de Chypre par rapport à l'élargissement en cours (puisque le 4 novembre, on a eu le "paquet élargissement").

En ce qui concerne les droits de propriété, c'est très compliqué. Les biens pris par les Chypriotes turcs représentent 10 fois la valeur des biens pris par les Chypriotes grecs. Un échange de propriétés classique ("donnant-donnant"), comme on l'a fait pour les remembrements agricoles en France, n'est pas possible car il faudrait trouver des financements. On a imaginé plusieurs solutions. Au départ (c'était l'idée du plan Annan), la propriété restait entre les mains des propriétaires légaux, mais les occupants devenaient locataires (astreints à payer un loyer). Si les propriétaires voulaient vendre, ils étaient libres de le faire.

On a aussi essayé de réduire la valeur des propriétés spoliées, par exemple en rendant inconstructible une partie du littoral. Si on calculait ces propriétés au prix de l'immobilier de la côte Sud, on arriverait à des sommes énormes. Donc, au nom de l'environnement, on déciderait qu'on ne peut pas construire, ce qui réduirait la valeur au prix agricole (pas grand-chose). Il semble que la plupart des Chypriotes grecs qui ont perdu leurs propriétés ne souhaitent pas venir se réinstaller au Nord. On pourrait trouver des arrangements avec les propriétaires de facto et indemniser les Grecs. Mais la valeur d'indemnisation reste à calculer. Et qui va payer ? Les Chypriotes grecs disent : "On a déjà perdu nos propriétés, si c'est avec notre budget qu'on doit s'indemniser, on va payer deux fois". C'est extrêmement compliqué, comme souvent en Méditerranée sur le foncier.

Pour l'analogie avec la Bosnie et les autres pays, il y a la question de résorber la sécession. Ce qu'on envisage en Moldavie, c'est une réunification qui obtiendrait l'accord des Transnistriens. La Russie s'y oppose, mais elle est loin et occupe la zone avec une armée réduite. Certains pensent que la Moldavie pourrait trouver un compromis stable en réunifiant la Transnistrie avec un régime d'autonomie. Pour la Géorgie, c'est plus difficile (surtout qu'elle a "récupéré un dictateur"). En Ukraine, sur 200 000 km²... je ne sais pas quelle solution on peut trouver. C'est en cours de discussion, je ne rentre pas dans les détails. Mais c'est un obstacle terrible que nous n'avons pas eu lors des élargissements précédents.

Heureusement pour nous, lors du grand élargissement, nous avions des frontières définies. On a obligé les Roumains et les Hongrois à se réconcilier sur la Transylvanie ; on a obligé la Lituanie et la Pologne à traiter leurs différends frontaliers. On n'a

pas eu ce problème, sauf à Chypre. Et on a vu qu'on ne l'a pas résolu. Beaucoup de gens pensent que l'Union européenne n'est pas très bien équipée pour résoudre ce genre de problème.

Y. V.

Je trouve que les analogies ne sont pas toujours pertinentes. La Transnistrie fait partie de la Moldavie (c'est une région semi-autonome, mais elle est "dedans"). L'Ukraine, c'est un processus en cours : un pays attaqué qui demande à recouvrer sa souveraineté. Poser la question aujourd'hui est hors de propos.

En ce qui concerne Chypre, un des problèmes est que les Grecs ne voyait pas l'intérêt d'une solution où une minorité (de surcroît « occupante ») aurait son mot à dire, non seulement sur la zone qu'elle contrôle, mais au niveau central. Il y avait des Grecs qui habitait en nombre en Asie mineure, ^par exemple à Smyrne (Izmir). Mais maintenant, les choses ont changé. Le temps a fait son œuvre. "La Grande Catastrophe", comme on disait en Grèce c'était en 1922. Actuellement, personne ne réclame que Smyrne soit retournée à la Grèce. Il y a 50 ans qui se sont écoulés depuis 1974.

Aujourd'hui, il n'y a aucun moyen d'imposer à la Turquie ce qu'on a imposé à l'Irak pour le Koweït. Il n'y a aucune volonté, car la Turquie a une place spéciale. On ne lui a pas déclaré la guerre pour Chypre. Je vous rappelle que la Slovénie et la Croatie connaissaient des tensions alors qu'elles sont toutes deux dans l'UE et Schengen ! Peut-être que la solution serait non pas d'imposer l'unification à deux communautés qui ne le veulent pas, mais de faire un compromis : en échange d'une reconnaissance de cette République du Nord, elle cède un certain nombre de territoires. On peut envisager aussi un mécanisme de compensations réciproques pour les propriétés. Et après, on pourrait entrer dans un processus de coopération voire davantage.

Jean-François Drevet

Juste pour répondre à la remarque sur le côté « one-sided » (partial). En tant qu'ancien fonctionnaire européen, je défends le droit international. Je ne prends pas parti pour un côté ou l'autre, mais la violation du droit international se trouve d'un seul côté. On est obligé de reconnaître que la Turquie est responsable, même si l'intervention a été provoquée au départ par les Colonels grecs. Le nettoyage ethnique, le non-respect de la convention sur le droit de la mer... notre travail est d'obtenir le respect du droit.

On n'a pas vraiment le choix. Comme on vient de le dire, il faudrait négocier un compromis. Il semble que si on laissait les Chypriotes se débrouiller seuls, ils arriveraient probablement à un accord. Ils

souhaitent la réunification des deux côtés (sondages et élections à Chypre-Nord l'ont montré).

Il faut assurer la possibilité aux Chypriotes (Turcs et Grecs, pas aux autres) de définir un futur, à condition qu'aucune puissance étrangère n'intervienne. Ce qui n'est pas le cas.

L'élargissement de l'Union européenne

Conférence avec Jean-François Drevet

Georges Vlandas

Merci d'être venus à cette conférence. Le sujet qui nous occupe est l'élargissement de l'Union. Ce qui est envisagé est un élargissement à dix pays, même si cela ne se fera pas simultanément. C'est le même nombre de pays que ceux intégrés avant 2004, bien que, cette fois, le processus ne soit pas synchronisé. Au-delà de l'importance du nombre, la question est de savoir jusqu'où l'on peut élargir. Quelles sont les difficultés ? Où en sommes-nous ?

Ce sont des questions que nous allons aborder pour *GRASPE* et qui feront l'objet d'une publication. Nous abordons ces sujets avec Jean-François Drevet, que vous connaissez.

Jean-François Drevet

Merci à toi, Georges. Bonjour à tous, bonjour à ceux que je connais. Je vois quelques noms parmi les présents, des amis ou des personnes que je connais, et je suis content de les rencontrer par ce biais.

La Commission a sorti son "package 2025". Nous avons des éléments nouveaux qui peuvent nous aider à mieux comprendre tout ce qui va se passer ou ce que l'on planifie sur ce sujet d'avenir, puisqu'on parle essentiellement de ce que l'on va faire après. C'est là qu'il y a beaucoup de problèmes et de difficultés.

Nous allons essayer de clarifier cela de manière aussi claire et commode que possible, car il s'agit de dix pays. La communication de la Commission porte sur dix pays. Elle a fait une synthèse de 60 pages : je conseille à ceux qui préparent des concours de lire surtout cette synthèse. Elle correspond à une sorte de jugement d'ensemble sur l'opération elle-même.

Ensuite, pour chacun des pays, vous avez un "rapport pays" d'une centaine de pages. Cela porte sur les détails les plus importants : chaque pays fait l'objet de 100 pages sur chacun des 35 chapitres de l'élargissement. Comme il y a dix pays, cela représente 1 000

pages. Je dois reconnaître qu'à la date d'aujourd'hui, je n'ai pas encore réussi à tout lire, même si c'est mon intention.

Ces rapports se font tous les ans depuis au moins une vingtaine d'années (avec des pays comme la Turquie, candidat plus ancien, les rapports sont infiniment plus nombreux). Cela nous donne une image de l'état de préparation de ces pays. La comparaison avec les rapports précédents nous permet de voir jusqu'à quel point ils se sont rapprochés, ou parfois éloignés, de l'objectif d'adhésion.

Sur le plan technique, nous avons un document de base tout à fait intéressant. Il décrit avec un détail extrême tous les éléments : soit la législation communautaire est déjà mise en place, soit ils la préparent, soit ils ne sont pas d'accord pour la mettre en place. Il y aura donc dans la négociation, qui n'est pas entamée pour tout le monde, un certain nombre de débats. C'est une décision qui se prend à l'unanimité, chapitre par chapitre et pays par pays. Cela représente une capacité de blocage considérable.

Si les pays adhèrent en même temps... bien que j'en doute un peu pour les dix que nous avons aujourd'hui, j'expliquerai pourquoi... il y aura un traité d'adhésion. C'est ce que nous avons fait en 2004 avec dix pays sur douze. À l'époque, nous sommes passés de 15 à 25 États membres. Puis, comme la Roumanie et la Bulgarie étaient "dans le tuyau", nous avons eu une adhésion à partir de 2007 : nous avons été 28 pendant un moment, puis avec le Brexit, nous sommes descendus à 27. Cela représente un saut très important pour l'Union européenne. Ce qu'on nous propose ici est un peu différent.

La comparaison avec 2004 est certainement à faire, car on va voir les analogies et les différences. La méthode est la même : la Commission fait son évaluation, mais elle n'en tire pas nécessairement de conclusions. Elle fait l'état des lieux. Elle explique assez bien en quoi ces pays ne sont pas encore en mesure d'appliquer la législation communautaire. Elle fait aussi le constat de désaccords. Mais vous ne trouverez pas d'alternatives : elle ne va pas dire "puisque'ils ne sont pas d'accord sur telle chose, il faut en tirer les conséquences".

Il y a une partie non explicite dans ces documents. On constate avec précision, mais dans un langage diplomatique, c'est-à-dire qu'on n'est pas méchant, on est assez modéré dans l'expression, que les choses ne vont pas. Mais on ne dit pas ce qu'il faut faire après. Ça, c'est le Conseil qui doit décider. La Commission fait un travail technique assez objectif.

Techniquement, plusieurs dizaines de collègues ont travaillé là-dessus. Un rapport de 100 pages par pays, cela fait 1 000 pages : vous pouvez imaginer le nombre de collègues mobilisés. Peut-être que certains nous écoutent aujourd'hui, et je leur rends hommage, car j'ai moi-même participé à cet exercice autrefois. Je sais à quel point c'était un exemple de coordination et de bon fonctionnement des institutions européennes.

Une fois cela dit, l'approche classique repose sur l'article 49 du traité (je ne vous ferai pas l'injure de vous le rappeler). N'importe quel État européen a la possibilité de rentrer dans l'Union, selon une procédure définie. Mais il manque quelque chose.

D'abord, la définition de l'État européen. On ne sait pas exactement, on n'a pas su le dire. On a dit aux Marocains qu'ils n'étaient pas un État européen en 1987, mais on n'a pas précisé si la limite de l'Union se situe sur les monts Oural, le Caucase ou la mer Égée. En fait, on n'en sait rien. C'est une première incertitude.

La deuxième, assez importante, est de savoir jusqu'où on va ajouter des pays. Faut-il avoir de futurs États membres avec tous les droits attachés ? Peut-on imaginer pour d'autres, qui n'ont pas vocation à l'adhésion ou ne le veulent pas (comme la Norvège ou la Suisse), un système d'association permettant de coopérer sans nécessairement faire partie de l'Union ?

Nous avons des questions de fond qui, à ce stade, ne sont pas traitées. On en parle beaucoup dans la presse et chez les universitaires, mais ce n'est pas vraiment bien établi au niveau des institutions. Nos États membres ont des avis parfois complètement divergents. Une clarification est nécessaire.

Pour aujourd'hui, où nous disposons d'un temps limité, je dirais que nous avons trois problèmes à résoudre, car ces dix pays appartiennent à trois catégories :

1. Les Balkans occidentaux : six pays, les plus nombreux, avec un état d'évolution que nous préciserons.
2. Le Partenariat oriental : les pays issus de l'Union soviétique. Certains sont candidats, d'autres non ; certains ont des relations différentes avec la Russie. On a vu la Géorgie devenir candidate, puis on nous dit qu'elle ne l'est plus ; l'Arménie arrive derrière ; la Biélorussie changera peut-être si elle perd son dictateur... Il y a un problème spécifique à ces pays, dont trois sont actuellement candidats.
3. La Turquie : elle pose un problème en soi. Je dirais, même si cela peut choquer, que la Turquie se présente

actuellement comme un "candidat éternel". Depuis 1987, on leur a dit oui, non, peut-être, et eux-mêmes ont pris des dispositions pas forcément en accord avec nous.

À court terme, il est clair que le gouvernement turc actuel n'est pas acceptable : il est en opposition complète avec les valeurs et la politique étrangère de l'Union. Le taux d'harmonisation est de 4 % (contre 6 % il y a deux ans). La Turquie n'est pas un pays actuellement "fréquentable".

Mais on peut imaginer une vision à long terme : une fois l'équipe actuelle partie, pourrait-on reprendre la négociation ? Et vers quel objectif ? Pays associé ? Politique de voisinage ? Futur État membre ? Ceci mériterait d'être approfondi. Des positions sont prises de manière plus ou moins démagogique par certains pays qui ne veulent pas faire de peine à la Turquie, mais qui n'en veulent pas quand même, se cachant derrière les autres.

Une clarification est nécessaire, peut-être encore plus pour la Turquie que pour les autres. Pour les pays du Partenariat oriental, la question se pose vis-à-vis de la Russie. Pour les Balkans, une procédure est en cours. C'est une question de temps, mais ils commencent à s'impatienter : depuis que Prodi en a fait des "candidats potentiels" en 2000, ils rament.

Ces pays ont tout de même fait des progrès. La Commission dit elle-même que pour 2028, deux candidats balkaniques pourraient adhérer (probablement le Monténégro et l'Albanie). Mais *quid* des autres ? Il y a donc trois dossiers à traiter, ce qui va simplifier la vie de tout le monde.

Il y a les Balkans occidentaux, le Partenariat oriental et la Turquie.

Pour les Balkans occidentaux, j'ai déjà commencé à aborder la question. La logique qui a réconcilié la France et l'Allemagne, qui a permis au conflit de ne plus sortir de la salle de réunion du Conseil européen et que l'on pratique depuis maintenant 70 ans... on a pensé que cette logique s'appliquerait aux pays balkaniques. On pensait que la réconciliation réussie en Europe occidentale pourrait s'appliquer à la suite des guerres de succession de Yougoslavie qui ont ravagé une partie du territoire dans les années 90.

Le raisonnement européen a été de dire : on va spiritualiser les frontières, on va permettre à ces pays d'entrer dans un univers économique beaucoup plus favorable, et avec le temps, tout cela va s'atténuer. C'était un pari. Malheureusement, nous sommes

dans une période où le populisme s'est développé un peu partout. Il était inévitable qu'il se développe aussi dans les Balkans, notamment en Serbie qui, pour différentes raisons, est un pays plus réticent que les autres à la réconciliation. Donc, les choses n'avancent pas aussi vite que prévu.

Si l'on se situe au début des années 90, on avait l'impression que si la Yougoslavie avait subsisté, c'était l'un des pays les plus avancés. À l'époque, ils étaient plus avancés que la Pologne ou la Hongrie. Ils avaient un accord d'association avec l'Union européenne et on aurait pu imaginer qu'en bloc, finalement, les Yougoslaves seraient membres de l'Union depuis peut-être une vingtaine d'années. Ils auraient pu rentrer en 2004, par exemple.

Malheureusement, cela ne s'est pas produit ainsi. On est obligé de travailler pays par pays, de créer une sorte de compétition entre eux. Mais cette compétition n'a pas forcément donné des résultats; cela n'a pas trop stimulé les uns et les autres. Cela a même plutôt entraîné une tendance au ralentissement de la préparation. Et puis les élections, les changements de majorité, les problèmes économiques et techniques ont fait que, finalement, les choses n'ont pas avancé.

Mais on commence tout de même à voir le bout du tunnel. Si cela se produit, l'adhésion du Monténégro et de l'Albanie représente un pas en avant considérable. Souvenez-vous de ce qu'était l'Albanie au début des années 90 : ça représente une performance non négligeable. Tous ceux qui ont connu ces pays quand on a commencé à les visiter, très peu de gens y étaient allés avant puisque c'était quasiment impossible, le savent. Moi, quand je pense à l'Albanie, je me dis qu'ils ont fait beaucoup d'efforts. Ce sont des choses qu'il faut reconnaître.

On peut donc s'attendre à continuer le processus au prix d'une certaine accélération.

Nous aurons cependant un problème. Le problème, à mon sens, c'est l'unanimité. C'est-à-dire donner à tous ces pays un statut d'État membre alors qu'ils sont dans une situation de fragilité politique intérieure, de gestion de leurs frontières, etc. Est-ce qu'on peut donner à ces futurs États membres la possibilité de bloquer tout le monde au cas où ils auraient une insatisfaction quelconque ? Ou s'ils avaient un gouvernement décidé, par des influences extérieures, par logique ou pour différentes raisons, d'utiliser son droit de vote pour un objectif qui n'a rien à voir avec la construction européenne ?

C'est un avis que je donne à titre personnel : je pense que si ces pays doivent adhérer en 2028, comme la Commission l'envisage, cela veut dire qu'il faut se débarrasser de l'unanimité avant 2028. Il faut passer à un autre régime. Il y a beaucoup d'hypothèses, ce n'est pas le sujet d'aujourd'hui. On n'est pas obligé de supprimer l'unanimité définitivement pour tout, mais il faut des périodes de transition.

Permettre au Monténégro, qui a 800 000 habitants, de bloquer 450 millions d'habitants, on ne peut pas fonctionner avec ça. Je rappelle, car les Polonais y sont sensibles, qu'au XVIII^e siècle, il y avait en Pologne une règle appelée le *liberum veto* qui permettait à un seul membre de la Diète de bloquer tout le monde. Eh bien, quelques années plus tard, il y a eu le partage de la Pologne et le pays a disparu de la carte pendant un siècle et demi. Ce n'est peut-être pas un exemple à suivre.

Or, actuellement, on le voit avec l'attitude du président hongrois M. Orban : nous sommes dans une situation où un pays de 10 millions d'habitants peut bloquer le système. On ne peut pas fonctionner face à la pression de la Russie ou d'un autre pays agressif si l'on n'est pas en mesure de prendre certaines décisions. C'est un point, même si c'est en dehors de la question stricte de l'élargissement.

Mais il y a effectivement l'évolution balkanique. Les rapports de la Commission disent que presque tout le monde fait des progrès, plus lents que prévus, mais réels. On approche d'un moment où ça peut basculer dans le bon sens : une fois qu'on a fait 80 % de l'effort, il reste 20 % et là, on peut donner un petit coup d'accélérateur. On l'a vu avec la marche à l'adhésion pour 2004. Je me souviens qu'on était encore assez loin à la fin des années 90, puis dans les deux dernières années de la négociation, ils ont mis le turbo. Ils sont arrivés à faire des efforts qu'ils n'avaient pas faits avant. Quand on est arrivé en 2004, on a eu des référendums où 80 % de la population a voté en faveur de l'adhésion et, à ma connaissance, on n'est pas revenus là-dessus.

Pour les pays du Partenariat oriental, la question se pose de façon différente car nous avons des pays dont certains sont assez grands. L'Ukraine, dans ses frontières légales, est plus grande que la France. C'est un pays qui avait 40 millions d'habitants avant la guerre, qui ne les a plus maintenant, mais pourrait les retrouver. C'est un pays assez important sur le plan économique. Ce n'est pas rien, l'Ukraine.

Actuellement, on considère trois pays comme candidats :

L'Ukraine, bien entendu. Ce qu'on a voulu donner à l'Ukraine dans sa période de guerre, c'est une perspective d'adhésion. Peut-être qu'un pays envahi a besoin d'autre chose, mais c'était ce qu'il y avait sur le marché. On a donc proposé l'adhésion, et politiquement, c'est un engagement très important.

Il y en a deux autres sur la liste. La Moldavie, parce qu'elle est entre l'Ukraine et la Roumanie. Ses habitants ont déjà plus ou moins obtenu la citoyenneté européenne (car la Moldavie, avant, c'était la Roumanie, donc beaucoup ont des passeports européens). Ils ont fait des progrès, ont élu des gens partisans de l'adhésion. On peut penser que la Moldavie pourrait adhérer dans quelques années.

La Géorgie, c'est l'inverse. On a cru qu'elle allait se lancer parce que 80 % des Géorgiens seraient en faveur de l'adhésion. Et puis il y a eu des problèmes, des changements de majorité, des manipulations. Du coup, la Géorgie elle-même, dans sa configuration politique actuelle, a demandé le *standstill*, c'est-à-dire l'arrêt. Ils sont candidats *in name only* (seulement de nom). On a déjà vu ça avec l'Islande ou la Norvège. C'est le problème du Caucase. Peut-être que c'est l'Arménie qui va prendre le relais, on ne sait pas trop.

Mais globalement, quel est le fond du problème ? Ces pays sont, comme une partie de l'Europe centrale et orientale, le produit de la disparition des empires. L'Empire austro-hongrois a disparu, l'Empire allemand a disparu, l'Empire ottoman a disparu. Et puis, je dirais, la Russie.

La Russie est un empire. Et l'empire n'a pas complètement disparu: la pression russe sur ces pays reste toujours assez forte. La Russie dispose de moyens de pression indirects, comme le chantage à l'énergie. La communauté soviétique n'a pas complètement disparu, des habitudes ont été prises. La Russie a favorisé, contre les pays du Partenariat oriental, des minorités ou des petits États où elle a joué comme à l'époque de l'Union soviétique. On a joué contre la Géorgie avec l'Abkhazie ; on a joué contre la Moldavie avec la Transnistrie et on a joué bien entendu contre l'Ukraine avec les partisans de l'Ukraine orientale qui seraient plus pro-russe que les autres.

On peut estimer que ça va être difficile de faire un élargissement contre la volonté explicite de la Russie. Elle fera tout ce qu'elle peut pour s'y opposer. Alors, différents scénarios sont agités. L'idée de base, c'est qu'à un certain moment, il pourrait y avoir un cessez-le-feu sur la base des limites du front actuel. C'est-à-dire qu'on aurait probablement deux Ukraine. On aurait une Ukraine

occidentale, plus ou moins rattachée à l'Union européenne, candidate à l'adhésion (mais pas forcément à l'OTAN). C'est une situation qui resterait assez ambiguë. Et de l'autre côté, une Ukraine pro-russe. Un peu comme on a eu deux Allemagnes pendant une quarantaine d'années à l'intérieur même de l'Union européenne : l'Allemagne de l'Ouest était État membre et l'Allemagne de l'Est ne l'était pas. On peut très bien imaginer cela, parce qu'on ne va pas continuer à s'entretuer comme ça pendant encore très longtemps.

Le 16 mai 2026, la guerre en Ukraine aura duré aussi longtemps que la Première Guerre mondiale, avec les résultats que vous connaissez : une espèce de stabilisation du front qui pourrait durer beaucoup plus longtemps. On peut donc très bien imaginer qu'il y aura effectivement une Ukraine pro-européenne et une autre qui ne le serait pas. Peut-être que la Moldavie va rentrer, mais que la Géorgie ne rentrera pas, et que l'Union européenne sera conduite à se désintéresser du Caucase (parce que la Russie ne voudra pas qu'elle se mêle de ses affaires). Et il n'y a pas seulement la Géorgie : il y a l'Arménie et l'Azerbaïdjan.

Pour le Partenariat oriental, cela risque d'être une sorte de partage... un partage un peu comme lorsque Napoléon et Alexandre se sont partagé l'Europe orientale, ou une relation où certains basculent vers l'Ouest et d'autres restent à l'Est. Il est difficile de penser à ce stade que l'Europe aura le poids nécessaire pour faire reculer la Russie. Dans le contexte actuel, cela paraît difficile, et on ne peut pas vraiment souhaiter que la guerre continue. C'est une guerre extrêmement meurtrière.

Les chiffres qu'on nous donne en matière de pertes humaines sont non vérifiables, mais il est quasiment certain qu'on a déjà perdu plusieurs centaines de milliers de personnes sur un front qui ressemble un peu à celui de 1914, c'est-à-dire où les pertes sont extrêmement élevées. S'il y a un cessez-le-feu, on ne pourra pas se dire qu'on a rétabli la légalité. Peut-être que tout le monde sera content que la guerre s'arrête, et si elle s'arrête, on ne sait pas si ce sera définitif.

Ce n'est donc pas très facile d'imaginer le développement de cette procédure d'adhésion, sauf à envisager une situation de type "division de l'Allemagne" pour l'Ukraine. La Moldavie peut basculer, mais peut-être pas le Caucase : c'est triste pour les Géorgiens et les Arméniens qui sont à 80 % pour l'adhésion, mais peut-être que nous n'arriverons pas à nous occuper d'eux.

Enfin, dernier pays, mais pas le plus facile : la Turquie. Il y a deux façons de voir les choses. À court terme, la Turquie a un projet

islamo-nationaliste clairement incompatible avec les valeurs et la politique européennes (et aussi avec l'OTAN d'ailleurs, mais on ne le dit pas pour ne pas décourager la Turquie d'y rester). C'est une politique expansionniste. Le rapport de la Commission le dit : nous avons 4 % de compatibilité avec la politique étrangère turque.

De ce côté-là, on ne peut pas imaginer faire quoi que ce soit à court terme. Si on reprenait les négociations, ce serait "pour le plaisir de négocier", sans résultats. Sur une vingtaine d'années, on s'aperçoit que la Turquie a toujours refusé le passage aux avions et bateaux chypriotes, alors qu'elle s'y était engagée en 2005. Cela fait 20 ans qu'elle n'applique pas sa promesse. L'invasion de Chypre est une violation du droit international et on peut se demander pourquoi on l'a tolérée et pourquoi on la tolère encore, puisque c'est une violation du territoire européen. Chypre est un État membre.

Mais nous n'allons pas aborder la question de Chypre aujourd'hui. Il y a violation : ils ont tracé des limites de zones économiques exclusives en Méditerranée qui sont en opposition avec la réglementation des Nations unies (l'UNCLOS, *United Nations Convention on the Law of the Sea*). Tout ça est acté dans le rapport de la Commission. Si on était cohérent, la première chose à faire serait d'arrêter la négociation. Mais il faut l'unanimité, et puis on dit qu'on "va leur faire de la peine", etc. Du coup, on ne le fait pas, alors qu'on aurait dû le faire depuis longtemps.

Aussi longtemps qu'Erdogan est là, voulez-vous voir Erdogan au Conseil européen ? Je crois que ça n'intéresse pas tout le monde, on ne peut pas imaginer qu'un pays commettant autant de violations soit un candidat valable. Ils ne vont pas bouger, ça fait 25 ans qu'ils ne bougent pas. Peut-être que M. Trump a son idée là-dessus... J'attends de voir s'il obtient ce qu'il a demandé (paraît-il) : l'évacuation de Chypre par l'armée turque. Ce serait quelque chose de substantiel et d'intéressant. Je ne sais pas ce qu'on pourrait donner en échange, mais c'est un point de blocage majeur.

Si on arrivait, et c'est très possible à moyen ou long terme, à avoir un pays comme la Turquie qui respecte les critères de Copenhague (après tout, c'est ce qu'on leur demande), les choses pourraient changer. Un gouvernement différent pourrait le faire, car c'est une question de volonté politique. Une partie de l'opinion turque le souhaite. La Turquie peut renoncer à ses rêves expansionnistes et établir des rapports de voisinage corrects. On peut très bien imaginer une alternative, et là, il faudra choisir.

Il faudra étudier la façon d'intégrer un pays qui aurait alors environ 85 millions d'habitants, le pays le plus peuplé d'Europe, le mieux représenté au Parlement européen... mais un pays périphérique, eurasiatique. Il serait peut-être un peu mal à l'aise dans une Europe où le centre de gravité se trouve ailleurs. Comme me disaient mes collègues : on n'a pas réussi à intégrer le Royaume-Uni, peut-on imaginer intégrer la Turquie ? L'expérience britannique a montré qu'ils ont géographiquement choisi le grand large de préférence à une intégration plus forte. Est-ce que la Turquie a un autre avenir que de se rattacher préférentiellement à l'Union ? Est-ce qu'un autre régime d'association, de voisinage, un régime *ad hoc* ne serait pas plus adapté ? Prétendre faire adhérer la Turquie depuis 1987, on voit bien que ça n'a pas marché. Peut-être avons-nous besoin d'un peu d'imagination.

Cela nous conduit à dépasser le dossier élargissement pour le voir dans le contexte du voisinage. L'Europe a vocation à avoir des relations préférentielles avec les pays autour d'elle pour différentes raisons : le dossier migratoire, l'énergie, les transports, l'environnement en Méditerranée (on ne peut pas l'améliorer sans s'occuper des gens qui habitent de l'autre côté de la mer). Toutes ces questions impliquent une très forte coopération, et ces pays sont souvent demandeurs. Ce n'est pas illusoire.

La question institutionnelle est donc : est-ce que tous ces pays ont vocation à adhérer ? Ou ne faut-il pas trouver une solution comme celle de la Norvège ou de la Suisse : des régimes d'association qui permettent de coopérer sur certains sujets sans forcément adhérer et "s'envoyer les 95 000 pages du Journal officiel de l'Union européenne" ? Car même de leur côté, certaines politiques ne leur conviennent pas (comme la pêche pour les Norvégiens ou les Groenlandais).

En Méditerranée, il y a quelque chose à faire pour voir jusqu'à quel point on peut se rapprocher de pays qui ne sont pas forcément des "États européens" (c'est ce qu'on a dit au Maroc). Mais la proximité du Maroc fait que... quand on se balade à Algésiras, on peut compter les moutons de l'autre côté. On a une relation de voisinage beaucoup plus étroite qu'avec certains États membres plus éloignés. Tout ceci doit être intégré dans une perception du voisinage, avec ou sans adhésion.

Aujourd'hui, nous avons traité de l'adhésion. Nous pourrions faire une deuxième séance sur le thème : "S'il n'y a pas l'adhésion, que fait-on ?" pour analyser la situation de ces différents pays.

Georges Vlandas

J'ai un certain nombre de questions et remarques, d'abord sur la définition de ce qu'est un "État européen". Je trouve que c'est une question qui n'a pas beaucoup de sens, car c'est une question politique, pas géographique. L'Empire byzantin, l'Empire romain, l'Empire ottoman ne s'embarrassaient pas de géographie. Les Ottomans voulaient aller jusqu'à Vienne. Les Empires romain et byzantin étaient des deux côtés. La constellation des États grecs aussi : Alexandre est allé jusqu'à l'Afghanistan ! Peut-être que tout cela serait grec s'il n'était pas mort trop tôt...

C'est une question de projet politique. Est-ce que les communautés humaines qui vivent là-bas ont, dans ce monde tel qu'il se développe, quelque chose à faire avec nous ? Sont-elles animées des mêmes principes et valeurs ? Ont-elles un projet commun ?

Cela pose aussi la question de l'unanimité. Si le projet est commun et si nous sommes d'accord pour décider au nom de certains principes, alors, si ces principes ne sont pas respectés, on devrait pouvoir faire des recours, un peu comme les Français le font avec le Conseil constitutionnel. On pourrait dire : on fonctionne à la majorité au nom et à l'intérieur de certaines valeurs et principes, et s'ils ne sont pas respectés, les minorités peuvent faire appel à une juridiction. Mais les majorités aussi.

Il est clair qu'aujourd'hui, avec l'unanimité, cela ne peut marcher ni pour l'Europe à 27, ni à 20, ni à 15. La question de savoir si les Français peuvent se voir dicter une conduite par une constellation d'États minoritaires (Chypre, Luxembourg, Malte, Albanie par exemple), même au nom d'une vision commune, est d'abord politique. Qu'est-ce qu'on veut faire ensemble ? C'est l'acte de fondation, ou de refondation. C'est peut-être cela qui manque aujourd'hui.

Le débat entre élargissement et approfondissement est un faux débat. Quand on s'élargit, on peut imposer des conditions à tout le monde, y compris en termes de principes et de valeurs.

Parmi les critères d'adhésion, va-t-on faire comme avec l'Angleterre ou d'autres pays ? Est-ce "tout ou rien" ? Est-ce que, par exemple, le fait d'avoir la monnaie commune s'impose ?

Dans ce contexte, faire adhérer la Moldavie a un sens si c'est le souhait des Moldaves. Quant à l'Ukraine, la question de son intégration dans l'Union s'impose, y compris pour garantir sa sécurité. Je ne pense pas qu'on doive être "réaliste" au point d'accepter sa partition. C'est une question qui se pose. Il y a des

formules dans l'histoire, Jean-François, où deux pays savent faire la guerre sans faire la paix (par exemple la Corée du Nord et la Corée du Sud). Avec les deux Allemagnes, il n'y avait pas de traité de paix, je crois, mais elles ont pu arrêter la guerre, faire un armistice, sans faire la paix.

On ne peut pas, au nom de la *Realpolitik*, dire aux Ukrainiens : "Vous adhérez, mais vous abandonnez un territoire qui est le vôtre". Car si c'est le cas, au nom de quoi s'opposerait-on à Erdogan sur Chypre ? Et après tout, si on accepte l'argument des "régions russophones", les Roumains peuvent aussi dire que par exemple la Bucovine était roumaine.

La question n'est pas géographique. Elle est politique, y compris au niveau des territoires. L'Europe ne peut pas se constituer comme une puissance porteuse de valeurs universelles si elle accepte d'être battue. Le problème est peut-être qu'elle ne se donne pas assez les moyens de gagner. Mais de toute façon, on ne peut pas accepter cela au nom d'un principe "réaliste".

Quant à la Géorgie et l'Arménie, bien sûr qu'il y a une réalité politique dont il faut tenir compte. Mais d'un point de vue formel, le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes est sacré et ne s'oppose pas à l'adhésion. On peut avoir un territoire beaucoup plus large que certaines limites géographiques. Avec les dix pays qui viennent, on a de quoi faire.

La question pour moi, je vois qu'il y a des réactions de la salle, c'est de savoir quelles sont les ambitions que nous nous donnons, nous Européens, pour être attractifs au niveau budgétaire, au niveau de la cohérence interne, etc. Par exemple, la Hongrie : la question de son inclusion dans l'Union pourrait poser un problème à un moment donné. Ce qui était positif avec le Royaume-Uni, c'est qu'on n'était pas dans le pacte de Varsovie : il y a des gens qui peuvent partir, faire leur propre politique, leur propre expérience, et tant mieux. Pour la Hongrie, à un moment donné, la question peut se poser aussi, quand on est une minorité, de se dire "est-ce qu'on reste ou est-ce qu'on part ?". Ce n'est pas souhaitable mais la question peut se poser.

M. B.

Je voulais juste poser deux questions. Je vais regarder un peu dans une autre direction, car on parle beaucoup de ce qui se passe à l'Est, mais mes questions concernent d'autres endroits.

D'abord, je voulais peut-être que vous commentiez un peu plus cette question de la pêche. Quel était l'état des discussions entre ce qui était à l'époque la DG MARE et la DG Élargissement ? La pêche est un énorme point d'achoppement avec l'Islande (le

principal même), la Norvège, le Groenland (c'est la raison pour laquelle ils sont partis) et le Royaume-Uni, même si la pêche représente une très petite partie de l'économie.

Ma deuxième question, je vais peut-être jeter un pavé dans la mare et me couvrir de ridicule, mais quelle était la position de l'Union européenne concernant le Cap-Vert ? C'est un pays qui était plus riche que certains candidats, et qui l'est toujours je pense. Il est géographiquement en Afrique, certes, mais Chypre est géographiquement en Asie. Surtout, c'est la seule partie de la Macaronésie qui ne fait pas partie de l'Union européenne (toutes les autres îles Macaronésiennes en font partie : Canaries, Açores, Madère). D'ailleurs, beaucoup d'hommes politiques au Portugal et en Espagne soutenaient à une époque l'adhésion du Cap-Vert. Est-ce que les personnes qui s'occupaient de l'élargissement ont regardé dans cette direction, même si aujourd'hui on a beaucoup de candidats plus prioritaires ? Merci beaucoup.

Jean-François Drevet

Merci, je vais répondre. Je suis très content d'entendre parler du Cap-Vert car je m'y suis précisément rendu pour la mise au point du "partenariat spécial" qui est aujourd'hui le cadre de relations entre l'Union et le Cap-Vert.

Le Cap-Vert est dans une situation tout à fait particulière, vous l'avez bien signalé. Sur les quatre archipels de la Macaronésie, vous avez les Canaries, Madère et les Açores qui sont dans l'Union en tant que "régions ultrapériphériques". Et puis le Cap-Vert, qui est devenu indépendant (il était lié à la Guinée-Bissau ex-portugaise pendant la dictature). Il est devenu indépendant avec la moitié de sa population ayant émigré dans l'Union européenne. La question du partenariat spécial s'est posée. Nous l'avons mis au point en 2005-2006 : nous avons établi, secteur par secteur, jusqu'à quel point on pouvait assurer au Cap-Vert un partenariat privilégié. Notamment la possibilité de la libre circulation pour la population capverdienne, puisque la moitié d'entre eux vivent au Luxembourg, en Belgique, au Portugal ou en France. C'était logique qu'ils aient cette liberté.

Depuis, j'ai l'impression que ça fonctionne : comme on n'en entend pas parler, ça veut dire que ça marche à peu près bien. Le Cap-Vert est une sorte de membre de la "politique de voisinage" sans en faire officiellement partie. Il participe à des opérations de contrôle des migrations illégales, etc. (puisque nous avons eu des problèmes avec la Mauritanie et le Sénégal sur ces questions).

Sur la pêche, la question est ancienne. L'objectif, tel qu'il a été constitué dans les années 70 (je pense que ça remonte à l'adhésion

britannique), a été de mettre en commun la ressource. C'est-à-dire permettre à l'Union européenne de mener une politique commune de la pêche. Pour ceux dont c'est la ressource principale, c'est le cas de l'Islande, du Groenland, et jusqu'à un certain point de la Norvège, cette mise en commun n'a pas été acceptée. Elle n'a pas non plus été acceptée par les îles Féroé, ni même par Saint-Pierre-et-Miquelon à l'époque où c'était une collectivité d'outre-mer.

Cela veut dire que dans l'Atlantique Nord, la pêche a été un des principaux obstacles à l'adhésion en raison du partage des ressources. Quand on examine les référendums, par exemple celui de la Norvège en 1994, on s'aperçoit que plus on va vers le Nord, plus la pêche occupe une place importante et plus les gens ont voté "non" à l'adhésion (jusqu'à devenir majoritaires au-delà du 55ème parallèle Nord ou quelque chose comme ça). Donc, en fait, la politique commune de la pêche a été, pour les pays qui ne faisaient pas partie de l'Union, une des raisons majeures de leur non-adhésion.

H. A.

Je voulais profiter de vous avoir pour prendre un peu de recul sur toute la question de l'élargissement et interroger ensemble : quel intérêt, et pour qui ? Est-ce qu'intégrer la Turquie, les Balkans et éventuellement des pays à l'Est, aurait un intérêt avant tout pour l'Union européenne ? Pour ces pays-là ? Lesquels ? Est-ce un intérêt commun ? Quelles limites peut-on avoir à cet élargissement, au-delà de la question de l'unanimité ?

Jean-François Drevet

Je dirais que c'est une question qui se pose quasiment depuis l'origine de la logique de l'élargissement. Dès la signature du traité de Rome, il avait été entendu qu'on accepterait les nouveaux États membres. C'était inscrit dans le traité (ce n'était pas l'article 49, c'était une autre formulation, mais c'était à peu près la même chose). Donc l'idée de l'expansion a été présente dès le début dans la pensée des pères fondateurs.

Quand on a commencé à discuter de cela avec les Britanniques, dès la fin des années 60, c'était relativement clair car ces pays étaient démocratiques et avaient des économies de marché. C'était donc un débat sur la reprise de l'acquis communautaire tel qu'il était à l'époque (essentiellement des questions économiques).

Puis la chose a changé de nature, pour une bonne raison : l'arrivée de la Grèce. Quand Karamanlis a remplacé les dictateurs (les Colonels), il a dit : "Je pense que la Grèce est démocratique, donc elle a une sorte de droit d'entrée dans l'Union européenne". Cette volonté de Karamanlis a été acceptée à l'époque, notamment par

Giscard d'Estaing et par Helmut Schmidt. Il a été établi, même si c'était implicite au départ, qu'un pays démocratique a vocation à rentrer dans l'Union.

Après la chute du Mur de Berlin, on constate que cette affaire s'est généralisée. Mais la Grèce a fait rentrer implicitement l'Espagne, le Portugal, Malte et Chypre (ce à quoi on ne s'attendait pas du tout). Si on avait posé la question en 1988, on n'aurait pas imaginé que les États d'Europe centrale et orientale étaient aussi proches de l'adhésion. Mais l'ouverture du Mur a été l'illustration de la position prise par Karamanlis en 1974 : un pays démocratique en Europe a vocation à rejoindre l'Union.

On raisonne là-dessus. Quand on arrive à l'Ukraine, ou même, on pourrait l'imaginer, la Biélorussie ou la Géorgie, c'est l'extension de cet argument à des pays qui, d'après nous, ont vocation à devenir démocratiques.

Et comme l'a dit Georges tout à l'heure, on a une limite très difficile à tracer. Je reprendrais ce que disait Dimitri Kitsikis (que tu as certainement connu, Georges) ...

Georges Vlandas

On était même voisins à Paris avec ses parents à Paris, pendant la dictature des colonels.

Jean-François Drevet ...

Il disait : on a l'Europe occidentale et puis après on a une "Région intermédiaire". C'est-à-dire qu'elle est européenne, mais elle n'est pas seulement européenne. Pour lui, ça commençait avec la Grèce et ça allait jusqu'au Liban ou jusqu'à l'Est de la Turquie.

C'était un raisonnement à la fois politique et géographique reposant sur une réalité historique : ces pays ont été ensemble pendant très longtemps. C'est difficile de tracer une limite en disant : "Écoutez, vous êtes de ce côté-ci du Bosphore, ça va ; vous êtes de l'autre côté, on ne vous connaît pas". On est pris entre des contradictions que nous portons nous-mêmes.

Georges Vlandas

Juste un ajout. En fait, l'Union ne se fait pas par hasard, ni tout un coup. Elle s'est faite dans des contextes historiques particuliers.

La première vague constitutive, c'était celle de pays qui s'étaient affrontés pendant des siècles, qui étaient des ennemis avec une haine terrible, et qui avaient décidé de tourner la page parce que c'était la seule voie d'avenir. Ensuite, quand les trois pays du Sud sont entrés, c'est parce qu'ils avaient rompu avec la dictature (et

pour la Grèce, dépassé la guerre civile). Le premier acte de Karamanlis a été de permettre aux communistes exilés après la guerre civile de rentrer au pays. C'est comme ça que j'ai eu mon premier passeport grec. Les Espagnols aussi sortaient d'une guerre civile et ont fait la même chose.

C'était un moment de basculement où ces nouveaux pays démocratiques sont arrivés dans un espace démocratique qui était le leur, basé politiquement sur un paradigme remontant à l'Antiquité grecque. Il y avait une espèce d'unité (la Renaissance en Europe s'est faite par retour à l'Antiquité via Byzance).

La première vague était politique. Accessoirement, c'était aussi contre l'Union soviétique (les Américains y avaient intérêt). La seconde vague aussi était politique. Quant à la troisième vague, celle des pays de l'Est, elle l'était aussi : il y avait un symbole, le rideau de fer. Le fait d'adhérer avait un sens politique. C'est pour ça que je dis que ce n'est pas géographique, c'est politique. L'Europe centrale est une Europe de civilisation européenne (penseurs, école, art, musique...) qui avait été maintenue sous des dictatures, sous le joug stalinien. Le passage à la démocratie les dirigeait symboliquement vers nous.

Aujourd'hui, dans le monde tel qu'il est, à quoi assiste-t-on ? À un passage à une extrême droite au niveau nord-américain. L'élargissement de l'Europe prend un nouveau sens politique qui participe du même ressort : comment, dans le monde d'aujourd'hui, face à trois ou quatre blocs totalitaires, hégémoniques par la force, constituer un espace démocratique animé par des principes et des valeurs qui nous permette de "tenir le front" de « faire face », d'offrir à l'humanité une alternative politique, économique, sociale et écologique ?

C'est ça qui fait qu'on est ensemble. Pas parce qu'on est d'accord sur tout ! Ce qui est très inquiétant dans les débats d'aujourd'hui (en France et ailleurs), c'est qu'on n'est plus à l'intérieur du même paradigme. Avec Trump, on change de paradigme. Avant, on était à droite ou à gauche, mais on discutait. L'élargissement participe de cela : si on reste isolés, ce ne sera pas suffisant pour nous défendre. Si on veut représenter quelque chose de nouveau et démocratique dans le monde, il est important de nous regrouper. Mais à partir d'un paradigme commun. L'unité dans clarté ne fait pas la force.

La question qui se pose n'est pas tant celle de l'élargissement, mais toujours celle de : qui sommes-nous, nous les 27 ? Que voulons-nous faire ensemble ? Le fait que le rapport Draghi n'ait pas été adopté et mis en œuvre est inquiétant : le budget est très

en dessous des ambitions et ne nous permet pas de tenir notre rang. Nous sommes dans un moment de basculement, avec la montée des tensions. Aucun pays ne peut s'en sortir seul.

Pour moi, la question de l'élargissement est politique : elle est ouverte à tous les pays démocratiques animés par des principes et des valeurs. Et c'est là qu'est la nouveauté : on pourrait imaginer l'abandon de la règle de l'unanimité dans un système de droit qui permet à des minorités qui se sentent lésées d'avoir recours à une sorte de Cour constitutionnelle. Cette Cour pourrait mettre à mal la majorité si les décisions prises ne respectent pas les principes et valeurs.

C'est à mon avis la seule façon de s'en sortir, et je n'ai pas entendu cette proposition ailleurs que dans GRASPE.

G. B.

Je voudrais connaître votre avis sur l'intégration de l'Islande à l'Union européenne.

Jean-François Drevet

Ce qui s'est passé, c'est la crise financière des années 2000. C'est un exemple de démocratie intéressant : pratiquement un tiers du PIB de l'Islande était devenu une "affaire de finance". Ils ont fait de mauvaises affaires et le gouvernement islandais s'est retrouvé confronté à la nécessité de rembourser des banques hollandaises et britanniques. Le gouvernement ne savait pas trop quoi faire pour échapper au remboursement.

Or, il y a en Islande un président de la République qui n'a aucun pouvoir, sauf un : la possibilité de lancer un référendum. Il a donc demandé aux Islandais s'ils étaient d'accord pour rembourser des folies financières dont ils n'étaient pas responsables. La réponse du peuple ne s'est pas fait attendre : ils ont répudié la dette. Ceux qui voulaient la récupérer ont été obligés d'accepter cette décision.

Mais pendant cette période, l'Islande s'est dit : "Finalement, ce qu'il nous faut, c'est l'euro". Ils sont arrivés à Bruxelles en disant : "L'adhésion, on n'a jamais été chauds, mais cette fois-ci il faudrait le faire". À la limite, ils voulaient seulement l'euro. On leur a répondu : "Ça, on ne peut pas faire, il faut déposer une demande d'adhésion en bonne et due forme".

Ils ont déposé cette demande. Elle a été acceptée puisqu'ils étaient membres de l'Espace économique européen et appliquaient déjà la législation européenne. Mais quand on est arrivé sur la pêche, ça a bloqué. L'Europe a dit : "On a une politique commune de la

pêche, un accès commun aux ressources". Et là, ils ont répondu : "Nous, on vit de ça et pas d'autre chose".

Leur exportation, c'est le poisson. Leur économie repose sur la pêche. Ils ne pouvaient pas prendre le risque de livrer cette activité essentielle pour l'Islande. Leurs 300 000 habitants vivent directement ou indirectement de la pêche. C'est leur indépendance qui était en cause. Ils ont préféré arrêter la négociation en disant que ce n'était pas faisable. On s'est quittés bons amis, en reconnaissant qu'il y avait une incompatibilité.

Y. V.

Mais qu'est-ce qu'on a fait avec les Anglais ? On aurait pu dire : vous intégrez, mais pour la pêche, on a un droit d'accès partiel, par exemple un tiers de vos ressources ?

Jean-François Drevet

Je n'ai pas participé directement, donc je ne sais pas exactement comment cela s'est soldé dans le détail, mais ça a été un retrait des Islandais. Tout compte fait, c'était l'euro qu'ils voulaient. Comme ils ne pouvaient pas avoir seulement l'euro et qu'il fallait appliquer toutes les directives... Vu de Bruxelles (comme ils appliquaient déjà le marché unique), on avait l'impression que ce n'était pas très compliqué à gérer pour 300 000 habitants. On s'est dit : "On peut certainement s'arranger".

Mais sur cette question de la pêche, ils ont été assez fermes. C'est un *no-go* pour tous ces pays. La Norvège a beaucoup d'autres intérêts, mais c'est essentiellement à cause de la pêche qu'elle n'a pas voulu adhérer. Idem pour les îles Féroé, le Groenland, ou même Saint-Pierre-et-Miquelon à l'époque. Ils ne veulent pas livrer leur ressource principale à une politique commune où ils n'auraient pas la possibilité de décider.

D'un côté, si on leur donnait l'unanimité, on leur donnerait un droit de blocage ; de l'autre, s'ils n'ont pas ce droit, ils disent ne pas pouvoir y aller. On comprend les deux points de vue. La conclusion logique a été : "Non, dans les conditions actuelles, on ne peut pas adhérer". Entre-temps, la question financière s'était résolue (ils avaient réussi à répudier la dette). Le problème étant résolu, ils se sont rendu compte que l'adhésion ne représentait plus les avantages imaginés au départ.

E.M.

Quelle est la différence avec le Monténégro et le Kosovo qui utilisent l'euro sans être membres de l'UE ?

Jean-François Drevet

La question de l'euro là-bas est plus ancienne et plus simple. Quand le Monténégro a voulu se séparer de la Serbie, je me souviens, j'étais là-bas à l'époque, la monnaie officielle était le dinar yougoslave. Mais des dinars, il n'y en avait plus que dans les troncs des églises ! Tout le monde avait décidé spontanément d'adopter le mark allemand (ce n'était pas encore l'euro).

Je me souviens avoir sorti des dinars de mon portefeuille et on m'a dit : "Non, on n'en veut plus. Vous avez des marks ?". Les prix étaient affichés en marks. Ils ont fait pareil en Bosnie-Herzégovine et au Kosovo : ils ont décidé de prendre cette monnaie, de faire venir des billets en euro imprimés en Allemagne. C'est un pays qui a adopté l'euro sans demander la permission à personne. Ils ne sont pas membres de la zone euro, ils n'ont pas de siège ni de représentant à la Banque centrale européenne. On ne les connaît même pas.

M.B.

Les sondages montrent que les Islandais ont toujours été plus favorables à l'euro qu'à l'UE (une inversion intéressante comparée aux autres pays). Il rappelle aussi que les Français ont été longtemps opposés à l'élargissement. Sara insiste sur l'importance du blé ukrainien pour stabiliser les cours et garantir l'approvisionnement. Et Antonio dit que la Bosnie utilise le KM sous un régime de concurrence qui pèse le KM sur l'euro.

Jean-François Drevet

C'est une monnaie locale, je crois qu'elle est assimilée à l'euro, comme le franc CFA au franc français. Ce n'est pas une monnaie complètement indépendante.

Georges Vlandas

Bien, chers collègues, si vous n'avez pas d'autres questions, je vous remercie de votre présence.

Competitiveness for a Strong EU in a Geopolitical World

European Federalists Conference April 9th, 2025

Catherine Vieilledent:

Good evening and welcome. We are very pleased to have Markus Ferber as a speaker with us. Mr. Ferber is Vice-President of the Union of European Federalists and a Member of the European Parliament for the EPP group. Today, we are together for a discussion, a debate on a topic that we have been following for a long time but which is even more topical today, namely competitiveness in a geopolitical world. I am the Secretary General of the Europe group of the UEF, and I would like to welcome Domenico Rossetti, Secretary General of the UF Belgium, who will help introduce the debate.

To begin with, competitiveness has been an objective of the EU for a long time, particularly in 2008 with the financial crisis. We then went through two decades of sluggish growth, and this competitiveness gap has widened with regard to the United States, as indicated by the Draghi report, which will be a choice reference for the debate. Thus, the gap between the share of European GDP in global GDP has increased from 15% to 30% in 2023. We are clearly losing ground.

So is competitiveness reflected in a trade surplus, as Mr. Trump seems to think? The paradox is that the EU has a trade surplus, so we should be more competitive, unless competitiveness is about a multidimensional loss of economic capacity to generate added value and prosperity. What do you have to say, Mr. Ferber?

Markus Ferber:

Yes. First of all, I am very happy, as Vice President of the Union of European Federalists, to be here and to have the chance to speak as a member of Parliament from this famous room of the

European Commission. But that said, I think what we are seeing at the moment is really something I thought I would never see in my lifetime. I am from the baby boomer generation. I finished my studies when Germany was reunified, when the Iron Curtain fell, when we started opening Europe to the countries of Central and Eastern Europe, which are now members of the European Union. And I really believed with optimism that we were living in a wonderful world. What a lucky generation I am, or people of my age, to live in this time when we overcame all these threats.

And then there are certain obstacles that make us think that we no longer live in this wonderful time and that we cannot start without discussing the horrible attack of Russia against Ukraine. We think that Ukraine has the right to decide which set it wants to belong to after gaining its independence in 1990. And we thought we could offer something serious, and we had the feeling that the majority of the Ukrainian population would accept, which meant, of course, moving closer to the West and ultimately becoming a member of the European Union. This is now threatened by Russian aggression, and we are seeing these days that even this is being questioned.

Europe was also an economic question, as we were founded as an Economic Community. In this world, trade relations and trade interconnections will continue and will be better than ever, because no one will switch off or cause a short circuit, because that would destroy everything. And that's what we're seeing at the moment. Yes, but what Mr. Trump is doing is destroying a way of organizing the world as it has been set up over the last 50 years, or more particularly over the last 30 years, and Europe has greatly benefited from it.

But we will first address your question, because I think it is a key issue that we need to address. A trade surplus is not a value in itself. And I think that mercantilism, where everyone must have a trade surplus and the world is better, does not work. Because if everyone has a trade surplus, someone must have a trade deficit, otherwise it will not work. This is what a French king had to learn 250 years ago, when mercantilism was the economic model of the time. And it was not a functional model either. And just talking about competitiveness, as Mr. Trump complains about American cars not selling well in Europe. Yes, sorry. Have you ever driven an American car? Do you know how much fuel it consumes per hundred kilometers? We can't afford it. That's not our way of life. That's not how we're used to managing it. It's wonderful to have a car with 4 liters per hundred, because it's very quiet to drive, unlike those found in the United States, but that's not how we drive. That's not how we think. We are responsible for the

environment. Yes, I'm sorry to mention these things. It's not about a crash test, but he introduced it recently, because this crash test is not about whether a car breaks or not, but rather whether the glass does not injure the driver when something happens, like a bowling ball hitting the front of a car, to name just one of the craziness we are hearing at the moment.

But to return to your question, I think on the one hand, we are competitive on the world markets, otherwise we would not have a trade surplus. On the other hand, and this is what Draghi clearly mentioned in his report as well as in one of the introductory analyses, and you compared Europe to California. Twenty-three years ago, GDP per capita in the United States was 15% higher than in the European Union, and now it is 30% higher. So there is a gap in GDP development, and this is something we need to address. Remember, for example, the Barroso strategy or the Lisbon strategy to make the EU the most competitive and science-based region in the world. I think we have not achieved this goal, but many measures have been taken within this Lisbon strategy. On the other hand, what concerns me more is that Draghi does not mention that the United States is a market that already has everything in abundance. We are a market that still has development potential. If you look at the countries of Central and Eastern Europe, if you look at our neighbors in the Western Balkans, to the east, beyond this horrible war, there should be more growth. But even if you look at the potential growth rates, they are low compared to those in the United States. Draghi also mentioned that with an increasingly aging generation, he cites that by 2030, we are losing 2 million people from the labor market, which further reduces the potential growth rate. This means that even if we use everything correctly, how can we grow? Honestly, the Member State I know best, Germany, has a potential growth rate of only 0.5%. This shows that we are lagging behind, and this brings me to the issues we are discussing at the moment.

I think what the Commission has done well now is to reduce bureaucracy. Let's do what is necessary, but let's not clutter things up with too many reporting obligations and bureaucracy. On the other hand, we are very good at innovation. I think this is one of the problems of the Member State I know best. We invent a lot of things, but we are not able to turn these innovative ideas into products on the market. Other markets are better at this. You mentioned China and the four Asian dragons, at the time, South Korea and others. Singapore, which was one of the four Asian dragons, was the challenge of the 80s, and I couldn't agree more. Who put our innovations on the market? The fax machine. Everyone laughs about it today, but at the time, it was a major

innovation. The fax machine was invented in Germany and produced in Japan. A classic. And we had long lists of this problem at the time, and we still do.

On the other hand, we have learned, and I think we Europeans have used all the possibilities of the last 30 years to organize our economy in such a way that other regions become more and more competitive, which is a good thing, because people's living conditions improve there. India, which is a closed market, is less open to us than we are to it. That is why I appreciate that we are currently negotiating a free trade agreement to have better access. You remember that we now have a free trade agreement with Japan, which was also a closed market in the past. And I think this is also necessary to overcome the challenges posed by the United States.

Finally, if you want an assessment of the United States, I have the impression that the president has many advisors who do not advise him. He does not listen to the advice he is given, or they simply applaud everything he says. But if Ursula von der Leyen behaved in the same way, asking someone what they think and saying "I don't like what you say, go away," that would not get us anywhere. But that's what we're seeing at the moment. He thinks he knows everything better than others. Perhaps because it is an economy where 90% of goods are traded within the country, we need to be aware of that. In Europe, we are around 60%, and it was a bit higher before, but COVID brought us down, and we hope to be able to restore that after the economic crisis. They are therefore less dependent on other markets than we are. In some areas, they are very dependent and do not have the resources to overcome this.

For us, the second priority is to strengthen the single market to get rid of non-tariff barriers within the single market and be less dependent on other markets. And the third priority to achieve greater competitiveness is what we call resilience today, i.e., the ability to have more production in the production chain within the European Union, which does not mean in a single country of the European Union, because every place in Europe has its advantages and can use them to create better competitiveness. I think those would be my three main issues to address to overcome this problem: on the one hand, trade surpluses, but also the issue of wealth, which of course is linked to social stability. It is important to be clear about this. But it is not a value in itself as long as it is not balanced. I think this is one of the main problems of the United States. The wealth gap there is wider than in the European Union. This is one of our advantages, and to preserve

it, we must be able to address it. I think some of the key elements we should focus on are the ones I just mentioned.

Catherine Vieilledent:

Thank you. I think we may need to come back to you, as that was a substantial response to my difficult question. I should also mention that you know a bit about competitiveness, as you are the chairman of the Subcommittee on Tax Matters. This is not a minor area of interest, and you are a member of the Committee on Economic and Monetary Affairs in the European Parliament. So I think you have studied this subject more than I have, and I thank you for your responses. Returning to the issue of dependencies before handing back to you, I have, with your agreement, proposed that we return to the audience after each of the three stages.

The question of our dependencies has been raised several times. In the golden age of globalization, we outsourced our energy needs to Russia, our economy to China, and our security to the transatlantic alliance. But in this new geopolitical world, the era of cost minimization, that is, the quest for comparative advantages, may be over. We are now faced with critical dependencies, as you have already mentioned, and weakened economic security. How can we manage a strong transition and not cling to the status quo?

Markus Ferber:

I was joking earlier when I said that Members of the European Parliament have no obligations, so they have free time and are very happy to receive invitations like tonight. I am not straying from my area of expertise, as you mentioned, as I am a member of the Committee on Economic and Monetary Affairs and spokesperson for the EPP Group. So I do have some responsibilities in this area. But we must be aware that our continent has certain advantages, but unfortunately also some disadvantages. If we talk about raw materials, we have certain disadvantages. We are not well-equipped with raw materials, especially those we need for the 21st century and for the transition to carbon neutrality. This is why we depend on other regions of the world to access them.

If you look at what is currently happening between China and the United States, it is really an economic war. China is imposing restrictions on access to rare earths, which are necessary for electric mobility, for example. But this is just one of the problems where rare earths are needed: everything that operates with an electric motor needs them. To describe the context, they are limiting the United States' access to these raw materials, and even

Canada, which also has them, is considering such restrictions. We have some smaller sources in other parts of the world, like Mongolia, which is surrounded by Russia and China, making exports not easy. This will harm the American industry in the short, medium, and long term, and shows how even rich regions are dependent when they do not have sufficient resources. This is why we have already started, during the last period, thanks to a good initiative of the European Commission, with the Raw Materials Act, and this is something that must now be improved with the legislation on the clean industry, so that we make better use of the raw materials we already have within the European Union, which means recycling.

Using what we already have to reuse it, especially in areas where we lack resources, and of course in the area of mining, as we have certain restrictions within the European Union. We have heard about Sweden, which has certain resources in the North. We have heard about Spain, where it might be possible to organize access to these resources. What we have in Europe, we can also manage by ourselves. I think this is the first step, but honestly, it is only one step, because we lack these resources. Recycling is therefore very important, but we must also have access to raw materials from other regions of the world. This is why I come back to the importance of Chile for lithium, for example. The free trade agreement with Mercosur plays a vital role in this area. I know that even the farmers in my constituency are not very happy, so I am not complaining about the farmers in the other Member States. I have the same problem in my constituency, to be honest. My constituency represents 5% of the milk production of the European Union. That said, I know the problems, but I also see the possibilities, and I hope we will adopt a balanced approach. We are now waiting for the translation of the agreement so that we can analyze it in depth and check it. But we must also think about how we can manage access on our side.

On the other hand, we must think about innovation again. I think there are new techniques, and we must innovate them. Perhaps we will need less access to these types of raw materials, which are currently the most in demand. This brings me back to innovation, which is the key to these issues. Yesterday, I attended a presentation by a researcher on how to produce hydrogen differently from what we learned in school with electricity, and I think it is incredible. Let's try it, test it, see if it works not only in the laboratory but also under real conditions. I think these are the tools we must also use. This is why I hope we will not see what we had seven years ago, when we started discussing the financial framework, where the research program was the toolbox for everything. To be honest, I spent 10 years on the budget

committee, so I know how it works, and we need innovation. So I think that cross-border cooperation, which is the added value of the European research program, must be better equipped so that we can really achieve it. But as I said, the lack of innovation in products must also be overcome.

I remember a long time ago, in my first term, we had a program called "Tell Me," a long time ago, it was related to the Euratom Treaty. But it gave us the possibility to create prototypes and finance prototypes. And I think this is something we must do. At the moment, research is pre-competitive and we ensure this because of the WTO and all these things, but maybe the WTO no longer exists in this sense. No, I am not quoting Trump, but maybe we can spend money on this too, to help industry, because in the end, if we can show that it works, scaling up can be financed by private funds, but first, there must be a risk-taker in the public sector. And I think this is something that Europe could also offer, just to mention a few ideas from my side. I think we have a chance and should not be pessimistic looking to the future, even if some are today. We are not as bad as others tell us.

Catherine Vieilledent:

You have already answered my next question about energy competitiveness. I understand that you are enticing us with research, and I don't think it's just to entice us, because there are proposals on the table. Obviously, we need to clean up the industry. We had the Commission's zero-emission industry legislation and this idea of having our own path to competitiveness or better economic prospects: reuse, recycle, decarbonize, and negotiate trade agreements to access raw materials and other rare resources. This is probably the path that the EU must actively pursue now.

Markus Ferber:

Yes. I had the honor of welcoming Ms. Ribera, the commissioner in charge, yesterday to our committee, as we are responsible for competition policies in the European Parliament in the ECON committee. I fully agree, as that was my question. I asked the commissioner, since the merger control regulation is now over 20 years old, whether the question of the relevant market, for example, needs to be rethought in these new circumstances. Is it no longer about Belgium and the Netherlands or Germany and France, but about Europe and China, Europe and India, Europe and the United States? And of course, one can come to other conclusions. Even if you look at the documents of our time, like the Green Deal for Industry, which I really support, it's a good approach. But the competition question is not addressed. The fiscal question is addressed, as are many environmental

questions, but the competition part, which is the role of DG Comp in this area, is not mentioned. And I think if we identify crucial areas where we want to strengthen Europe and where we want to have a truly European approach, to be less dependent on other markets or jurisdictions, DG Comp must play a crucial role in achieving this. And she said, "Oh, that's not in my letter of mission." And I was a bit disappointed, to be honest. But we managed to continue the discussion.

I fully agree with you. We need to rethink our strategy with a broader approach, integrating all the policies that Europe has strengthened, if we want to achieve results. That's why I think DG Comp plays a crucial role, in a good way if it is well-adapted, or in a bad way if we fail to succeed. But to be very clear, and this is my conviction as vice president of the UEF, the main problem is not really DG Comp. The main problem is not the European Parliament. The main problem is the capitals, the national governments. The main problem is the Council in all these areas, which is not ready to move because each one has its national problems, its specificities to safeguard. If the 50 states of the United States behaved like that, we would not have these competitiveness problems.

We know what needs to be done, and I hope some Member States will take the initiative. I grew up in the time of Helmut Kohl, and Helmut Kohl once told me, when I was a young politician: "Look, Mr. Ferber, I don't do what is good for Germany. I consider what is good for Europe, because what is good for Europe, even if people don't understand it at first, will in the long term be good for Germany." For example, the Deutsche Mark was not well-received in Germany. I was one of the first things I had to promote as a young MEP. I started in 1994. I was not welcomed with great applause. But we know that in the long term, we were the main beneficiaries. Germany, as an exporting country, was the main beneficiary, because we no longer had that high exchange rate of the Deutsche Mark against other currencies. Competitiveness thus came with higher wages for our workers, and not with a different ratio between currencies.

This is what we need. Convinced Europeans who really think about Europe when they speak and who deliver, even if they understand that it is not directly beneficial for their country in the short term, but beneficial for all of us in the long term. This is the mindset we need again at the European level. Sorry, I grew up with that, and I still have it in my heart. That's why I am so convinced and devoted to the European federalists.

Catherine Vieilledent:

Well, thank you. I think the Commission has proceeded cautiously in this regard. The problem is that there is always a risk of fragmentation, the risk that Member States, as they have often done in the past, will compete with each other, what we call national champions. They all want to be the leaders. Isn't this partly the problem that arose with Galileo, for example, the European space project, which lost 10 years, from what I've read, since I wasn't there at the time. Ten years were lost because the Member States all wanted to be the leaders. Everyone wanted to be the leader. Couldn't this be part of the problem? A counterexample is the famous discussion between France and Germany about Siemens-Alstom in the railway sector. I am not an expert in this area. The Member States or two Member States stepped forward and said, "We want to be competitive with the heavily subsidized Chinese companies in the regions, etc." What kind of response do you have to this particular problem?

Markus Ferber:

We are really at the heart of the problems. To be honest, regarding Siemens-Alstom, I didn't understand what the Commission did, because it is about the question of the relevant market, which I have already mentioned. If you say that this company holds 100% of the railway signaling systems in Europe, you are right. And in that case, the commissioner should not allow it. But if you say that, nevertheless, it is a small company compared to the Chinese competitors, who at the time were very active in Central and Eastern Europe, using European funds from the Cohesion Fund, for example, and participating in all the tenders we launched, there was a question of whether we could create a unit that works.

I think at certain stages, we should be able to create a more European approach. We currently have in Europe more than 100 telecommunications operators, and we organize competition in each Member State with a minimum of 3, and 4 for the larger ones. But these three or four are not allowed to be number one in the neighboring Member State. And of course, we have national competent authorities that ensure this competition works under the supervision of the European Commission, but this creates an environment where we are never able to produce economies of scale in telecommunications. And it's not just about autonomous driving, but I mentioned that as an easier example. But if we had a regulation that says you need at least 5 operators across all of Europe, like in the United States, where there are even fewer than five global telecommunications companies, I think that could create a more competitive environment, even for us as consumers, with lower prices and better quality.

Energy, I think, is another one. If you want to have a good energy supply, which is one of the factors of competitiveness, we need to be more European in the energy sector. I know Germany is not at the forefront of energy solutions. As I said myself, when the decisions were made, I said Germany could afford it because we have nine neighbors. And that's unfortunately what we do, and we do it against our neighbors, and it's not very comfortable for the neighbors. It's very easy to understand. If we have a lot of wind and a lot of sun, we put all the electricity into the grids of our neighbors. If we don't have wind and sun, we ask all our neighbors to provide us with electricity, and you have to manage your grids. France is at the forefront, Belgium too. Even Poland is flooded with electricity. Sorry, this is not a serious approach, and that's why I complain about this German energy policy, which is not European, which was never discussed with the neighbors and which relies on the shoulders of our neighbors. Thank God, we have nine. We can manage it, where it's possible. I said if we were Portugal, we would really fail, because we would have a lot of blackouts, to be honest.

But that's why a German is always a bit shy when talking about the electricity market, because everyone knows we need it, but we need it as Europeans. Likewise, we will always have higher energy prices. You mentioned at the beginning the dependence on Russia or the outsourcing of cheap energy to Russia, and the failure that occurred when it no longer worked. But that's why I think we need to think about some markets where we can move to the next level of integration, or my favorite, trains. And now, with the "Fit for Rail" package, we even have the question of whether a train is approved individually, but we have the same system as in the aviation sector, where a new product from Airbus, for example, doesn't need to be approved plane by plane, but by family. So the A380 is approved, as is the A350, to name just the latest examples. Once approved, you can produce them. In the railway sector, we have individual approval, train by train, Member State by Member State. It's crazy.

I remember the first ICE that was transported from France to the UK via that tunnel and was not allowed to drive by itself. It was a Eurostar pushing the ICE through the tunnel because it didn't have the license to cross the tunnel. It's crazy, because not only we, as Members of the European Parliament, who want to go to Strasbourg from Germany, for me, from Augsburg to Strasbourg, the train would be the best means. It's a nightmare because I have to change trains once. I'm not complaining about Germany, but that's another story. Why can't we have more trains from Paris to Bratislava, which is one of these interconnections? It's because of these things. And this is something we need to overcome. And

there, I see many areas, but the main problem, I repeat, is not the Commission that made the proposal, not the Parliament that supported the proposals, it is a certain institution that was not very favorable, and things were watered down.

Catherine Vieilledent:

Yes, networks, trade exchanges, and trains—it's a great story. If there are no questions, thank you for your great examples. Another tough question: the omnibus packages that the Commission is introducing these days are at the top of the agenda. Mr. Draghi, for example, says that we need 19 months for a legislative act to be adopted at the EU level, and then we also have to wait for the Member States to implement it, and sometimes they do it poorly, on top of that. So it's very, very slow. We want simplification, but what is the real target of this package? I have been involved in debates on this issue, and some people say it is actually a form of deregulation. We are backtracking on our commitment to environmental and social change.

Markus Ferber:

First of all, our process is very complicated, yes, but it creates a kind of stability that I really appreciate because Mrs. von der Leyen does not have the right to issue 1000 or 2000 decrees a day like Mr. Trump. And I am really surprised that the Capitol does not react to this, because it is the legislative power being used by the president himself. And nobody complains about that. In Europe, it does not work like that. Even if you look at a lot of legislation in the United States, the Senate mandates an authority, and then the authority sets the rules. But the authorities are politicized. All the heads of administration are now replaced by the new government, by Republicans and friends of Mr. Trump. Even in financial services, we are concerned that the SEC and the CFTC are becoming politicized and used against us in the financial sector, for example, because that's the area I know best. It was the same for consumer protection, the FDA, the Food and Drug Administration, which was really a good authority because it was created due to the many problems that occurred in the United States in the 19th century. And then it was established by Congress, but now it is being politicized by Mr. Trump.

So I appreciate our system. I think what is more crucial is what simplification is and what deregulation is. And this is, of course, a narrow path that we have to walk at the moment. And I think, since we have the first omnibus in front of us, streamlining data requirements between the CSRD (Corporate Sustainability Reporting) and the CSDDD (Corporate Sustainability Due Diligence) directives makes sense. But on the details, of course, one can say that a lot of things that have been achieved are now

being questioned by this simplification procedure, and this is what we are currently discussing in Parliament. The first omnibus covers the CSRD, the CSDDD, and a bit of the taxonomy. And I hear that the Council has similar discussions because it's not like everyone said yes, we are in favor of this, and a few years later we say, "Oh, sorry, we made a huge mistake. What the hell did we do? Now we have to change everything." No, it's a bit more complicated than that.

But following this path, to make things easier for businesses, but without lowering the requirements in terms of outcomes, that is, decarbonization, social standards, setting social standards within and outside the European Union as well. If I talk about the CSDDD, I think it makes sense. I hear less resistance regarding the CBAM regulation (Carbon Border Adjustment Mechanism), for example. That's very interesting to me. So maybe everyone understands that we really did too much in this area, which makes me a bit optimistic. And regarding the streamlining of data, nobody is complaining either. So I think we should focus on these things, and then I think we are on the right track. And so I think the Commission's proposal is quite cautious between these negative and positive scenarios on this narrow path to get the best outcome. So I am quite optimistic that in the end, we will be very close to the Commission's proposal because, reading the impact assessment, it is clear that it is the right response, not to get rid of the goals, but to make things a bit easier for businesses.

Audience Member:

My question concerns the instrument: do you think that legal instruments, for example, a directive, are the right elements to continue adopting legislation, as we have done in the past at the European level? There is new thinking on this subject, starting from the migration area, to go back to regulation in order to avoid all these differentiations between Member States, transposition measures, and all the time needed to properly transpose EU law.

Markus Ferber:

Thank you very much. Honestly, it's an old question, even since the late 80s, after the first treaty change and the development of the single market with regulation or directive, which is the right approach? We have seen waves. We see these different waves, but I think it makes sense to distinguish between different areas. If we want to create a level playing field, regulation is more appropriate. If it's really a matter of subsidiarity, sorry, I have negotiated consumer protection in the financial sector more than once, where we really have different national legislations. Minimum standards make sense, and then Member States can add elements according to their national historical experience. So I

think we should look at each issue to see whether full harmonization, that is, regulation, is appropriate, or whether minimum or multi-level harmonization, that is, a directive, is more suitable. So you will never hear me say that everything must be done by regulation or everything by directive. I think it depends on the issue, but even we know that sometimes it makes sense to have a really European approach.

We need to get rid of these waves, more centralized, less centralized. I think it really depends, and I think the Commission does a very careful analysis of what the appropriate tool is, because we know that, especially coming back to my favorite problem, the Council always questions whether a regulation is necessary in this area when it is proposed by the Commission, and normally it is the Parliament that pushes with the Commission for better harmonization, which means regulation. I can imagine, remembering, even when we started to implement the capital requirements, we had a CRR, a regulation, and the directive, on what had to be done and where. Oh, I really thought we were destroying Europe by putting everything into the regulations. Nowadays, nobody complains anymore because we have a level playing field, and it gives good results for all of us, people with savings accounts or normal people like me, for entrepreneurs who have access to financing. It creates a stable environment at the cross-border level. And then I think we are on the right track.

Catherine Vieilledent: If I understand correctly, you are not the typical German federalist, are you?

Markus Ferber:

Yes, the word federal in German means something different from the English word. I know. But I am a member of the European Federalists. So, in the English sense of the word. Yes, the federal government in the United States is the central government, the federal government in Germany is the central government, but "federal" in German means organized according to the model of subsidiarity. I know this problem. I remember when Roman Herzog, the former President of the Federal Republic of Germany, was speaking in the European Parliament. It was in the late 90s. He said, "There is only one chance to build Europe, but I know that this word is not well-received here because it has different meanings in different languages. But it starts with an F." That's what Roman Herzog said, without mentioning it, but mentioning it.

Catherine Vieilledent: Yes, indeed. That's a good point.

Now, I should perhaps address the last question, if you still have the energy and good humor you've shown, about defense. Now,

the question is this: future European defense—the Commission proposes 800 billion euros over 5 years to rearm Europe. Could this lead to a reversal of economic governance, meaning internal requirements with greater integration and coordination of military capabilities as the main drivers? This is quite an urgent question. Understanding all the drivers of growth, integration, and cooperation in Europe.

Markus Ferber:

This is a very serious question, and I think it's not just a matter of money and financial resources. First of all, we need to discuss what is really necessary because I think it's easier to open the wallet if you know why, and sorry, that's why I was a bit disappointed by this proposal from the President of the Commission to put 800 billion on the table and say we have something. I think we should do the opposite. What do we need? And what is the price? And then it will be easier to access the resources from the Member States.

On the other hand, we have this bad experience in Germany, to be honest. You know, after the start of the war, Russia against Ukraine, we had this statement from the German Chancellor Olaf Scholz, which, I think, is used in all languages now. And there was a special financial vehicle, according to our Constitution, of 100 billion euros, and more than 80% of this amount will be spent in the United States because we don't have the necessary products. So I think we need to rethink in Europe as well. How can we bring our companies together in the military sector? It's more allowed, sorry. Then in the civilian sector, in the research program, so that we really get this European approach and European cooperation, and I think this is something the European Commission can achieve.

So we have the European Defense Agency, also a baby of the Parliament. It's supported by the Commission; it took a lot of time for the Council to accept it because they said there was no need. I am grateful that we now have this instrument in place because it can create a single market for defense. The other issue is what we need to discuss now, and it was also the Parliament that foresaw a small sum in the European research program for defense research at the time. Everyone was complaining; now everyone is happy that we have this small tool because it creates added value by bringing companies together to cooperate at the European level, and I think these are the small plans that we should nurture and give the possibility to realize that in the end. We don't just look at what is available in South Korea or the United States. Maybe we need a small tool for negotiations, but it also strengthens our industries, even to get the spin-offs in many

areas. Because at the beginning, investments in defense, according to the economy, are consumption expenditures, not investment expenditures, because they do not create added value as long as they do not create spin-offs. And I think if we focus on that, we can achieve a lot, even in the area where we started to discuss.

So I am very happy that we have these small plans, either the European Defense Agency or this small program in the area of research, as starting tools, and this should be further developed. The main added value of the European Commission could be, if you bundle, because 650 billion of these 800 billion are national budgets, so national defense budgets. That's why the Member States should bundle them only if they also get a return on investment, but not according to the ESA method, cent by cent, but in a common method where one has more in aviation, the other more on the ground, and the third more in munitions, and in the end, everyone gets their fair share as well. I think this can be organized, and this is really what the Commission can achieve. I think we should organize things in this way.

Number one, we need air defense, and everyone understands that this is a European issue, and it even protects Portugal. This is one of those issues as well. What is my problem? Oh, I am so far from Russia. Or in Germany, the main debate is, "Oh, Putin will never attack us because he stayed for a long time at the end of the 80s and the beginning of the 90s in the GDR, then in the eastern part of Germany." He will never attack us. So we don't need to protect ourselves. No, we need to protect ourselves together as Europeans, and to be very clear, we should do it as the European Union, open to other states like the UK, like Norway. But then we have Ireland and Austria as well, which are not members of NATO but are also protected. Sorry, I say it very clearly, it's not a NATO question, it's a European question, but we should invite other partners as well. And there, Norway and the UK make sense for both, to bring them closer to us. We all have in mind that at some point, they should come back home to Europe.

Catherine Vieilledent:

Now, time is almost up. I just had maybe one small question in one minute about the savings and investment union, this big idea that appeared in the Draghi report and is now being pushed forward by the Commission. What can we expect from it in terms of growth, in terms of strategic autonomy as well, and I know this is one of the issues you have also worked on. I'm sorry, you are the perfect victim.

Markus Ferber:

Yes, Draghi also mentioned it in his report, and I was really surprised to read it in the mission letter. So it has been taken up by the President of the Commission, Ursula von der Leyen, because so far, we have worked for 10 years, and it was Jean-Claude Juncker who invented it with the Capital Markets Union, with limited results, let's say it that way. Investment, yes, but Capital Markets Union, not really. Sorry, at the moment, many CFOs are running into my office because of tax problems in the United States, and I always ask them, "If you do a corporate bond, where do you place it?" They answer, "In London or New York." And I say, "Why not in Paris, why not in Frankfurt, why not in Milan?" "Oh, it's not liquid enough." "If you do an IPO, where do you go?" "Oh, probably New York." "Why not Paris, Dublin, Amsterdam?", to mention other places as well? "Oh, it's not liquid enough," and we still have this problem with the Capital Markets Union, which is not working properly. Where do you do the clearing? In London. Why? Because it's liquid enough. And this is something we need to address.

And honestly, we have failed, for example, in clearing (EMIR on the derivatives market), which was not the Commission, which was not the Parliament, but there is a third one at the table, and I will not mention it again. And so, I thought we would have a bit more ambition in this regard as well. But on the other hand, it makes sense that we try to overcome this typical European behavior, which is to place a lot of savings in a savings account. That's a challenge. But on the other hand, just to mention one or two Member States that have good ideas, the Netherlands, with their pension funds. Of course, they skim the savings of the people, but they have the possibility to invest as institutional investors in infrastructure, where you also have revenues, in stocks, whatever, and if you look at Sweden, where you have this tax scheme, the savings are invested in the stock markets as well, and this is subsidized by tax incentives. That's also an issue. I know that the Swedes are closer to the financial markets than the Germans, for example, but if there is a need for an intermediary like a Dutch pension fund, we should give the Member States the possibility to develop these things so that these savings are attracted. And of course, number one is to have stable but higher revenues than on the savings account, so that I can really say, after retirement, I have something to live with. That's why the demonstrations in the United States last weekend, because American citizens are mainly invested in stocks. Yes, and they have lost a lot of their retirement savings.

That's the problem. That's what Mr. Trump is doing to his electorate. That's his decision, but you see that people are

complaining about that. It's not our approach. I think if you have an intermediary, as I said, a pension fund that is able to manage that, if you have the public, like the Swedish model, that gives certain incentives to make it even attractive, or in infrastructure investments, for example, you have the public taking the fundamental risk, so that private investments can increase, and that's InvestEU. Where we have not attracted private investors to jump in. Maybe there are some possibilities, but if I read the work program, which is the annex of the Communication on the savings and investment union, which is already published by the European Commission, it lacks a bit of ambition. It's always the old approach. We need to think about the pan-European pension product, which is not working properly, and we need to do a bit of securitization, and things like that. I think that's not the big issue. What we need is to bring private households to invest a bit more with their savings and not only place them in a savings account.

Catherine Vieilledent:

Of course, we need some financial capacity now. May I try to draw some conclusions, but very briefly, because there was so much that you told us. You are such a good teacher, which does not always mean agreeing with you, not 100%, 90%. Especially regarding your very strong advocacy for Europe, if I may say so, myself, I am a federalist, but where are we today? A major change is being imposed on us, and we need to reassess our economic preferences and choices. I think you have explored a lot of that, and it is high time. Our dependence on external powers for energy, technology, and defense is not sustainable. This should be a wake-up call for Europeans and a call to act swiftly because we are lagging and unprepared for the new global environment. For very passionate Europeans, of course, we need acceleration and acceleration that involves and includes institutional progress regarding our own resources, regarding unanimity. We need to be more agile to act swiftly and powerfully, and we are always hampered by ourselves and perhaps sometimes by our Member States as well.

We need to put an end to the fragmentation of our capital markets and our banking system. We need effective decision-making and political leadership; this is a tough question. So I will recall the European Parliament resolution of November 2023, calling for a treaty change. Of course, this is a red flag for some people and some Member States, and so far, it has not been followed. There has been no opening to a treaty change. I think we need at least some progress. If you cannot find consensus among the 27, the willing must move forward, overcome stagnation and paralysis. This is what we call pragmatic federalism. But anyway, we can

no longer, and I think in a way, you have also convinced us of that, we can no longer live and act below our means, below our economic capacity, and ignore the aspirations of citizens for peace, security, and prosperity.

Thank you very much, because it was very instructive. And my conclusions are just an attempt to conclude precisely. Thank you very much. There will be a report and an article published in GRASPE and perhaps in other places, but you will certainly be informed. Thank you very much and thank you to the people who came. Thank you, Domenico. Thank you to those who helped provide access.

Contributeurs

Les articles publiés dans ce numéro ne reflètent pas nécessairement le point de vue de chacune des personnes ayant participé aux travaux du Graspe.

Michel AGLIETTA	Lewis DIJKSTRA	Philippe LAMBERTS
Philippe AIGRAIN	John DOYLE	Eneko LANDABURU
Stéphane ANDRÉ	Jean-François DREVET	Pierre LARROUTUROU
Pierre – A. ANGLADE	Geraldine DUFORT	Notis LEBESSIS
Fabrice ANDREONE	Marie DUFRASNE	Fanny LEDERLIN
Michel ANDRIEU	Myriam DUMORTIER	Roberto LENTI
Claudio ARANZADI	Yves DUMONT	Jean-Charles LEYGUES
Hugo ARCANGELI	Olivier DUPUIS	Julie LEPRETRE
Thomas ARNOLD	Isabelle DURANT	Joël LE QUÉMÉNT
Jean-Pierre BOBICHON	Guillaume DUVAL	Remy LHERMITE
Jacques BABOT	Josephina ENFEDAQUE	Loïc LEROUGE
Jean-Michel BAER	Wolfgang ENTMAYR	Angela LIBERATORE
Angelo BAGLIO	Johanna ERUST	Alain LIBEROS
Clémentine BALDON	Tomas GARCIA	Danielle LINHART
Bernard BARTHALAY	AZCARATE	Jose Manuel LOPEZ
Nora BEDNARSKI	Fernando GARCIA	CEJUDO
Ian BEGG	FERREIRO	Beatrice LUCARONI
Gwenn BELBEOCH	Anne GERVAISE	Patrick LUSSON
Marc BENADON	Gilles GUILLARD	Robert MADELIN
Gilles BERTRAND	Markus FERBER	Andrea MAIRATE
Olivier BODIN	Ramon FLECHA	Dana MANESCU
Thimios BOKIAS	Céline FRANK	Derek MARTIN
Laurent BONTOUX	Philippe FREMEAUX	Noémie MARTIN
Anastassios BOUGAS	Bernhard FRIESS	Philippe MARTIN
Didier BOUTEILLER	Fernando FRUTUOSO DE	Margarida MARQUES
Kostas BOTOPoulos	MELO	Bernard MARX
Olivier BRUNET	Sandrine GAETE	Frédéric MAURO
Francisco CABALLERO SANZ	Didier	Claire McCAMPHILL
Yves CAELEN	GEORGAKAKIS	Manuel MEDINA
Bernard CAISSO	Isabel GONZALEZ	ORTEGE
Pierre CALAME	FORTES	Olivier MERLE
Pino CALO	Sandro GOZI	Federica MOGHERINI
Antonio CAMPINOS	Alain GRANDJEAN	Francisco MOLERA
Paraskevas CARACOSTAS	Mireille GRUBERT	APARICIO
Brian CARTY	Benoît HAMON	George MONBIOT
Rui CAVALEIRO	Daphne	Elena MONTANI
AZEVEDO	HALIKIOPOLOU	Pierre MOSCOVICI
Claude CHENE	Dimitris HATZISTRATIS	Benoît NADLER
Paul CLAIRET	Anders HINGEL	Kalypso NICOLAÏDIS
Michel CLASSENS	Frank HEAS	Koen NOMDEN
Jim CLOOS	Thomas HENOKL	Kevin O'CONNOR
Nicolas COLIN	Michel HUSSON	Anna OLSSON
Paul COLLOWALD	Franco IANNIELLO	Younous OMARJEE
Philip CORDERY	Ahmet INSEL	Béatrice ORNSTEDT
Louis CUZIN	Sylvie JACOBS	Dimitrios
Georges DASSIS	Jimmy JAMAR	PAPADIMOULIS
Pierre DEFRAIGNE	Olivier JEHIN	Naphsica
Jacques DELORS	Philippe KERAUDREN	PAPANICOLAOU
Maria Eduarda DE	Georgios KASTRINOS	Jaime PEREZ VIDAL
MACEDO	Nikolaos KASTRINOS	Ines PERIN
Bertrand DELPEUCH	Guillaume KLOSSA	Victoria PEUVRELLE
Tremeur DENIGOT	Jacob KORNBECK	Paolo PONZANO
Isabelle DEMADE	Gert-Jan KOOPMAN	Jacques PRADE
Jean-Luc DEMARTY	Frédéric KRENC	Mathew PYE
William DESMONTES	Hubert KRIVINE	Jean-Louis QUERMONNE
Yves DEVELLENNES	Marie LAGARRIGUE	Antoine QUERO MUSSOT
	Alain LAMASSOURE	Jacques René RABIER

Francesca RATTI	Kim SLAMA	Oscar VARGAS
Megan RICHARDS	Georges SPYROU	Sofia VASILOPOULOU
Michel RICHONNIER	Iriini SPYROU	Jean-Marc VENINEAUX
Luis ROMERO REQUENA	Piero SOAVE	Nathalie VERCROYSE
Nicolas SABATIER	Marta SOLER-GALLART	Catherine VIEILLEDENT-MONFORT
Guillaume SACRISTE	Bertrand SORET	Jerôme VIGNON
Manuel SANCHIS i MARCO	Jean-Paul SOYER	Georges VLANDAS
Francesco SARACENO	Harald STIEBER	Sylvie VLANDAS
Bettina SCHMIDBAUER-MOGENSEN	Simon SCHUNZ	Timothée VLANDAS
Monika SCHROEDER	Katerina TERLIXIDOU	Serge VOLKOFF
Ludwig SCHUBERT	Béatrice THOMAS	David WALKER
Simon SCHUNZ	Isabelle THOMAS	Henri WEBER
Laurence. SCIALOME	Johanna TOUZEL	Tina WEBER
Burkart SELLIN	Loukas TSOUKALIS	Agnieszka WIDŁASZEWSKA
Martin SELMAYR	Edouard TURKISCH	Charles WILLIAM
Giovanni SERGIO	Alexandre VACHER	Ana YTURRIAGA
Anne SERIZIER	Roger VANCAMPENHOUT	Karin ZAUNBERGER
Elli SFYROERAS	Philippe VAN PARIJS	
Vlassios SFYROERAS	Marion VAN RENTERGHEM	
Leila SIMONA TALANI	Alexis VAN SOLANGE	

Soutenez notre action !

Le GRASPE est un groupe de bénévoles, qui, depuis 2000, fait vivre cette revue et organise régulièrement des conférences et des rencontres.

Nous avons des coûts (impression, site web, organisation des événements...). Vous pouvez nous aider par une contribution annuelle (montant indicatif : 50 €) à verser sur le compte de GRAACE AISBL (IBAN : **BE12 3632 5925 7192** ; BIC : BBRU BE BB).

Nous vous en remercions par avance !

